

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

SEPTEMBRE A DECEMBRE 1930

SOMMAIRE

Pour le 110^e anniversaire de la naissance d'Engels

F. ENGELS L'insurrection de Juin 1848.

EN URSS

L. TROTSKY Staline théoricien.

C. RAKOVSKY,
KOSSIOR, MOU-
RALOV, KASPA-
ROVA

Déclaration adressée au 16^e Congrès du P.C.R.

LETTRE D'URSS Sur la déclaration d'Avril.

L'OPPOSITION DE GAUCHE EN CHINE

TCHEN-DOU-SIOU Lettre à tous les membres du P. C. chinois.

« NOTRE PAROLE » Vue générale sur la situation politique et économique en Chine.

Extrait d'une lettre du groupe Octobre.

Lettre du Bureau International de l'Opposition aux groupes chinois.

DANS L'INTERNATIONALE

K. LANDAU L'Allemagne à la veille de luttes décisives.

M. SHACHTMAN . Le mouvement communiste aux Etats-Unis.

F. GLASS Le problème des classes en Afrique du Sud
et l'I. C.

J. FRANKEL La situation de l'opposition de gauche en
Tchécoslovaquie.

K. L. A propos de la Conférence internationale des
oppositions de droite.

LES LIVRES : ... Europe, par E. Herriot (P. S.).

TABLE DES MATIERES DE L'ANNEE 1930.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

a publié dans ses numéros 17 à 23 (Janvier - Juillet 1930)

LENINE, Discours au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste. — L. TROTSKY, Les fautes fondamentales du syndicalisme. — P. SIZOFF, Avant la conférence navale de Londres. — A. ROSMER, Sept mois de gouvernement travailliste. — F. GERARD, Le problème de la Sarre. — A. ARIAT, Delaisi, ou les harmonies économiques. — L. SOSNOVSKY, Lettres d'exil. — L. TROTSKY, Qu'est-ce que la révolution permanente ? — A. NIN, La crise de la dictature militaire en Espagne. — K. LANDAU, La situation politique en Allemagne et la crise du P.C. Allemand. — P. SIZOFF, Grandeur et décadence du trade-unionisme. — H. LACROIX, La crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol. — M. SHACHTMAN, La lutte des classes dans la révolution hindoue. — PROMETEO, Faenza - Milan. — L. TROTSKY, Du 3^e au 5^e Congrès de l'I.C. — J. GRAEF, La position de Marx dans la question syndicale et la Révolution Proletarienne. — L. TROTSKY, Lettre ouverte aux membres du P.C. Russe (bolchevik). — MINH-KIM, La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite. — H. LACROIX, La nouvelle orientation de la C.N.T. d'Espagne. — A. ARIAT, Le rôle et les tendances actuelles de la social-démocratie en France. — L. TROTSKY, Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? — L. TROTSKY, Le suicide de Maïakowsky. — E. LAURENT, L'opposition unitaire dans la C.G.T.U. — MILITANT, Pour une juste politique syndicale aux Etats-Unis. — KOMMUNIST, La question syndicale et l'opposition de gauche. — A. ARIAT, La querelle de la participation dans le parti socialiste français. — K. LANDAU, Notes sur la situation en Autriche. — P. SIZOFF, Le militarisme et l'accumulation capitaliste. — NEL-SIH, Le déclin du P.C. Chinois. — L. TROTSKY, Craquements dans l'appareil. — BLASCO, Les problèmes de la révolution en Italie et nos divergences etc., ainsi que de nombreuses notes, comptes-rendus de livres.

ABONNEMENTS : France et col. : 1 an 30 fr. ; 6 mois 15 fr.

Etranger : 1 an 40 fr. ; 6 mois 20 fr.

Compte-chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE, PARIS (10^e).

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e. Prix du numéro 3 frs.

ABONNEMENTS :

France et Colonies : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.
Etranger : 1 an : 40 fr. — 6 mois : 20 fr.
Compte chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

3^e année. Septembre à Décembre 1930. Numéro 25-26.

SOMMAIRE

PAGE

Pour le 110^e anniversaire de la naissance d'Engels

F. ENCELS L'insurrection de Juin 1848 611

EN URSS

L. TROTSKY Staline théoricien 619

C. RAKOVSKY,
KOSSIOR, MOU-
RALOV, KASPA-
ROVA

Déclaration adressée au 16^e Congrès du
P. C. R. 646

LETTRE D'URSS Sur la déclaration d'Avril 665

L'OPPOSITION DE GAUCHE EN CHINE

TCHEN-DOU-SIOU Lettre à tous les membres du P.C. chinois 671

« NOTRE PAROLE » Vue générale sur la situation politique et
économique en Chine 692

Extrait d'une lettre du groupe Octobre 703

Lettre du Bureau International de l'Opposition aux groupes
chinois 705

DANS L'INTERNATIONALE

K. LANDAU L'Allemagne à la veille de luttes décisives 706

M. SHACHTMAN . Le mouvement communiste aux Etats-
Unis 711

F. GLASS Le problème des classes en Afrique du
Sud et l'I. C. 720

J. FRANKEL La situation de l'opposition de gauche en
Tchécoslovaquie 730

K. L. A propos de la Conférence internationale
des oppositions de droite 735

LES LIVRES : ... Europe, par E. Herriot (P. S.) 740

TABLE DES MATIERES DE L'ANNEE 1930.

39728 17 40 17104 14

La révolution prolétarienne en France

L'insurrection armée du prolétariat en Juin 1848

Pour le 110^e anniversaire de la naissance de Frédéric Engels, l'un des fondateurs du socialisme scientifique, c'est-à-dire de l'arme théorique du prolétariat révolutionnaire, nous publions ici un article de lui, inédit en français, concernant l'insurrection de Juin 1848.

Cet article, « la révolution de Juin », parut dans la Neue Rheinische Zeitung, n° 31 et 32 du 1 et 2 Juillet 1848. Il retrace le déroulement de la première bataille que le prolétariat mena pour son propre compte contre la bourgeoisie dans les murs de Paris.

On arrive peu à peu à obtenir une vue d'ensemble de la révolution de Juin; les rapports se complètent, on peut distinguer les faits aussi bien des simples rumeurs que des mensonges, le caractère de l'insurrection se montre de plus en plus nettement. Et plus on réussit à saisir dans leur ensemble les événements des quatre journées de Juin, plus on s'étonne des dimensions énormes de l'insurrection, du courage héroïque, de l'organisation vivement improvisée, de l'unanimité des insurgés.

LE PLAN DE L'INSURRECTION

Le plan de bataille des ouvriers, qu'on dit être fait par Kersausie, ami de Raspail et ancien officier, était le suivant : par un mouvement concentrique, les insurgés avançaient en quatre colonnes sur l'Hôtel de Ville. La première colonne, dont le terrain d'opération était les faubourgs de Montmartre, la Chapelle et la Villette, s'avancait depuis les barrières Poissonnière, Rochechouart, St.-Denis et la Villette vers le sud, occupait les Boulevards et s'approchait de l'Hôtel de Ville par les rues de Montorgueil, St.-Denis et St.-Martin. La deuxième colonne, dont la base était le quartier du faubourg du Temple et de St.-Antoine, presque entièrement habité par des ouvriers et couvert par le canal St.-Martin, avançait sur le même

objectif en prenant la rue du Temple et la rue St.-Antoine, les quais de la rive droite de la Seine ainsi que toutes les rues parallèles des quartiers situés entre les faubourgs et le centre. La troisième colonne comprenant le faubourg St.-Marceau avançait par la rue St.-Victor et les quais de la rive gauche vers l'île de la Cité. La quatrième colonne, s'appuyant sur le faubourg St.-Jacques et le quartier de l'Ecole de Médecine, avançait sur le faubourg St.-Jacques sur la Cité également. De là les deux colonnes réunies traversaient la rive droite et prenaient l'Hôtel de Ville par derrière et par les flancs.

Le plan s'appuyait donc avec raison sur les quartiers habités exclusivement par des ouvriers, qui entourent en demi-cercle toute la partie Est de Paris et s'élargissent à mesure qu'on avance vers l'Est. L'Est de Paris devait d'abord être nettoyé de tous les ennemis, et ensuite on avancerait sur les deux rives de la Seine vers l'Ouest et ses points centraux, les Tuileries et l'Assemblée Nationale.

Ces colonnes devaient être soutenues par une foule de troupes volantes, qui opéraient à côté et entre eux, de leur propre chef, dressaient des barricades, occupaient les petites rues et assuraient la liaison. Pour le cas d'une retraite les bases d'opération étaient bien fortifiées et transformées avec art en forteresses terribles. Tels furent le clos St.-Lazare, le faubourg et le quartier St.-Antoine et le faubourg St.-Jacques.

Si ce plan avait un défaut, ce fut celui de négliger tout à fait pour le début des opérations la moitié Ouest de Paris. Il y a dans cette partie des deux côtés de la rue St.-Honoré, près des Halles et du Palais National, plusieurs quartiers extrêmement appropriés à une émeute, avec des rues très étroites et tortueuses et habitées surtout par des ouvriers. Il était important d'installer là un cinquième foyer d'insurrection et de couper ainsi l'Hôtel de Ville tout en occupant une grande masse de troupes à ce bastion saillant. Le succès de l'insurrection dépendait de la pénétration aussi rapide que possible au centre de Paris, en assurant la conquête de l'Hôtel de Ville. Nous ne pouvons pas savoir dans quelle mesure Kersausie était dans l'impossibilité d'organiser l'insurrection à cet endroit. Mais c'est un fait que jamais encore une insurrection n'a pu percer, si elle ne savait pas s'emparer dès le début de ce centre de Paris, qui touche aux Tuileries. Rappelons seulement l'émeute qui se produisit à l'enterrement du général Lamarque, et qui avança aussi jusqu'à la rue Montorgueil pour être ensuite repoussée.

L'OFFENSIVE OUVRIERE

Les insurgés avançaient selon leur plan. Par deux ouvrages principaux ils se mirent immédiatement à séparer leur terrain, le

Paris des ouvriers, du Paris de la bourgeoisie : les barricades de la porte Saint-Denis et celles de la Cité. Ils furent refoulés des premières; ils restèrent maîtres des secondes. La première journée, le 23, ne fut qu'un prologue. Le plan des insurgés était déjà nettement visible, surtout le matin après les premiers combats d'avant-postes... Le boulevard St.-Martin, qui croise la ligne d'opération de la première colonne, fut le théâtre de luttes violentes, qui se terminèrent là par le triomphe de « l'ordre », en partie par suite des dispositions locales.

Les voies d'accès de la Cité furent coupées, à droite par un corps volant, qui se fixa rue Planche-Mibray, à gauche par la troisième et la quatrième colonne, qui occupèrent et fortifièrent les trois ponts sud de la Cité. Là aussi une lutte très violente se déroula. « L'ordre » parvint à s'emparer du pont St.-Michel et à avancer jusqu'à la rue St.-Jacques. Jusqu'au soir il se flatta d'étouffer l'émeute.

Si le plan des insurgés était déjà apparu clairement, celui de « l'ordre » était encore plus visible. Son plan consistait provisoirement à réprimer les insurgés par tous les moyens. Il en fit part aux insurgés par des coups de canon et de mitrailleuse. Mais le gouvernement croyait avoir en face de lui une troupe quelconque et grossière de rebelles agissant sans ordre. Après avoir débarrassé dans la journée les rues principales, il déclara que l'émeute était vaincue et n'occupa que très négligemment les quartiers conquis.

Les insurgés surent excellemment profiter de cette négligence, pour inaugurer, après les combats d'avant-postes du 23, la grande bataille. Il est du reste remarquable de constater combien les ouvriers s'adaptèrent vite au plan d'opérations, avec quelle régularité ils se facilitèrent réciproquement le travail, avec quelle adresse ils surent utiliser un terrain tellement compliqué. C'est une chose qui serait proprement inexplicable si les ouvriers n'avaient pas été déjà organisés assez militairement dans les usines d'Etat et divisés en compagnies, de telle façon qu'ils n'avaient qu'à transporter leur organisation industrielle dans leur activité guerrière, pour former immédiatement une armée complètement articulée.

Au matin du 24, le terrain perdu fut non seulement complètement réoccupé, mais d'autres points étaient conquis. Sans doute, la ligne qui va des grands Boulevards au Boulevard du Temple resta occupée par les troupes, ce qui coupait la première colonne du centre; mais par contre, la deuxième colonne avançait du quartier St.-Antoine au point d'encercler presque complètement l'Hôtel de Ville. Elle établit son quartier général dans l'église St.-Gervais, à 300 pas de l'Hôtel de Ville, elle s'empara du couvent St. Méry et des rues environnantes, et pénétra loin au delà de l'Hôtel de Ville en l'isolant presque entièrement, en liaison avec les colonnes de la

Cité. Un seul accès restait ouvert : les quais de la rive droite. Au sud le faubourg St.-Jacques était de nouveau entièrement occupé, la liaison avec la Cité était rétablie, la Cité était renforcée et le passage à la rive droite se préparait.

Dès lors il n'y eut plus de temps à perdre; l'Hôtel de Ville, le centre révolutionnaire de Paris, était menacé et prêt à tomber, si les mesures les plus décisives n'étaient pas prises.

LA CONTRE-ATTAQUE DE CAVAINAC

L'Assemblée Nationale effrayée nomma comme dictateur Cavaignac, et celui-ci ayant pris à Alger l'habitude des interventions « énergiques », savait ce qu'il restait à faire.

Immédiatement 10 bataillons avancèrent sur le large quai des Ecoles, se dirigeant vers l'Hôtel de Ville. Ils coupèrent la liaison des insurgés de la Cité avec la rive droite, garantirent l'Hôtel de Ville et permirent même l'attaque des barricades qui entouraient l'Hôtel de Ville. La rue Planche-Mibray et son prolongement, la rue St.-Martin, furent balayées, et constamment maintenues en bon ordre par la cavalerie. Le pont Notre Dame, situé de l'autre côté et qui mène à la Cité, fut balayé par de l'artillerie lourde, puis Cavaignac se lança directement à l'assaut de la Cité, pour y agir d'une façon « énergique ». Le poste principal des insurgés, la Belle Jardinière, fut d'abord bombardée d'obus, ensuite incendiée par fusées; la rue de la Cité fut aussi conquise par un tir d'obus; trois ponts menant à la rive gauche furent pris d'assaut et les insurgés de la rive gauche furent repoussés d'une façon décisive. Entre temps, les 14 bataillons de la place de Grève et du quai délivrèrent l'Hôtel de Ville qui était déjà assiégé, et l'église St. Gervais fut réduite à n'être qu'un avant poste perdu des insurgés, après avoir été leur quartier général. La rue St.-Jacques fut attaquée par l'artillerie non seulement depuis la Cité, mais fut aussi attaquée de flanc depuis la rive gauche. Le général Damesme avança le long du Luxembourg vers la Sorbonne, s'empara du quartier latin et dirigea ses colonnes sur le Panthéon. La place du Panthéon était transformée en forteresse terrible. La rue St.-Jacques était prise depuis longtemps, que « l'ordre » trouvait toujours encore ici un rempart imprenable. Le canon et les charges à la baïonnette avaient été vains, lorsqu'enfin la fatigue, le manque de munitions et les menaces d'incendies des bourgeois, forcèrent les 1.500 ouvriers, cernés de toutes parts, à se rendre. Au même moment, la place Maubert, après une défense longue et courageuse, tomba entre les mains de « l'ordre », et les insurgés repoussés de leurs fortes positions furent contraints à abandonner toute la rive gauche de la Seine.

Entre temps la position des troupes et de la garde nationale

qui se trouvaient sur les boulevards de la rive droite fut utilisée pour agir dans les deux sens. Lamoricière, qui avait le commandement à cet endroit, fit balayer la rue du faubourg St.-Denis et St.-Martin, le boulevard du Temple et la moitié de la rue du Temple par de l'artillerie lourde et des attaques accélérées des troupes. Il pouvait se vanter d'avoir obtenu jusqu'au soir des succès brillants : il avait coupé et à moitié cerné la première colonne dans le clos St. Lazare, refoulé et enfoncé un coin dans la deuxième par son avance sur les Boulevards.

LE COMBAT DE BARRICADES

Comment Cavaignac avait-il acquis ces avantages? Premièrement, par la supériorité énorme des forces qu'il pouvait développer contre les insurgés. Le 24 il avait à sa disposition non seulement les 20.000 hommes de la garnison de Paris, les 20 à 25.000 hommes des gardes mobiles, et les 60 à 80.000 gardes nationaux disponibles, mais aussi toute la garde nationale de tous les environs de Paris et de bien des villes plus éloignées (20 à 30.000 hommes), et encore 20 à 30.000 hommes de troupes appelés en hâte des garnisons des environs. Au matin du 24 il avait déjà bien plus de 100.000 hommes à sa disposition, qui, jusqu'au soir, augmentèrent encore de moitié. Et les insurgés comptaient tout au plus 40 à 50.000 hommes.

Deuxièmement, par les moyens brutaux qu'il employa. Jusqu'ici on avait tiré qu'une seule fois à coups de canons dans les rues de Paris — en Vendémiaire 1795, lorsque Napoléon dispersa les insurgés à coups de canons dans la rue St.-Honoré. Mais jamais on avait employé l'artillerie et à plus forte raison des grenades et des bombes incendiaires contre des barricades, contre des maisons. Le peuple n'y était pas encore préparé; il était désarmé à cet égard, et le seul moyen de défense, l'incendie, choquait ses nobles sentiments. Jusqu'ici le peuple n'avait eu aucune idée de cette manière algérienne de faire la guerre au beau milieu des rues de Paris. C'est pourquoi il recula, et son premier recul décida de sa défaite.

Le 25, Cavaignac avança avec des forces encore bien plus grandes. Les insurgés étaient limités à un seul quartier, au faubourg St.-Antoine et au faubourg du Temple, en outre ils possédaient encore deux postes avancés, le Clos St. Lazare et une partie du quartier St.-Antoine jusqu'au pont de Damiette.

Cavaignac, qui avait de nouveau appelé 20 à 30.000 hommes de renfort, plus de considérables parcs d'artillerie, fit d'abord attaquer les avant-postes isolés des insurgés, surtout le clos St. Lazare. Ici les insurgés étaient retranchés comme dans une citadelle. Après

une canonnade de douze heures et des bombardements, Lamoricière réussit enfin à chasser les insurgés de leurs positions et à occuper le clos; il n'y réussit cependant qu'après avoir rendu possible une attaque de flanc partant de la rue Rochechouart et de la rue Poissonnière, et après avoir fait bombarder et démolir les barricades, le premier jour avec 40, le second jour avec plus encore de canons.

Une autre partie de sa colonne pénétra par le faubourg St.-Martin dans le faubourg du Temple, mais n'obtint pas de succès notable; une autre avança vers la Bastille en descendant les boulevards, mais ne réussit pas non plus à avancer beaucoup, car là une série de barricades des plus redoutables ne tomba qu'après une longue résistance sous une canonnade violente. Là les maisons furent horriblement détruites.

La colonne Duvivier, qui attaquait appuyée sur l'Hôtel de Ville, poussa les insurgés, sous un feu d'artillerie incessant, toujours plus en arrière. L'église St. Gervais fut prise, la rue St.-Antoine fut nettoyée bien au delà de l'Hôtel de Ville, et plusieurs colonnes avançant le long des quais et des rues parallèles, le pont Damiette, par lequel les insurgés du quartier St.-Antoine s'étaient appuyés sur ceux de l'île St.-Louis et de la Cité, fut pris. Le quartier St.-Antoine était pris de flanc et il ne restait plus aux insurgés que la retraite dans le faubourg, qu'ils effectuèrent en combattant violemment avec une colonne qui avançait sur les quais jusqu'à l'embouchure du canal St.-Martin et de là, le long du canal sur le boulevard Bourdon. Certains, coupés des autres, furent massacrés, quelques-uns seulement furent ramenés comme prisonniers.

Par cette opération le quartier St.-Antoine et la Place de la Bastille étaient pris. Vers le soir, la colonne Lamoricière réussit à s'emparer entièrement du boulevard Beaumarchais et à effectuer place de la Bastille sa liaison avec les troupes de Duvivier.

La conquête du pont de Damiette permit à Duvivier de chasser les insurgés de l'île St.-Denis et de l'ancienne île Louviers. Il le fit avec de louables efforts de barbarie algérienne. Dans peu de quartiers l'artillerie lourde fut employée avec un succès aussi dévastateur que ce ne fut le cas dans l'île St.-Louis. Mais qu'importait? Les insurgés étaient chassés ou massacrés, et « l'ordre » triomphait sous les décombres sanglants.

Sur la rive gauche il restait encore un poste à conquérir. Le pont d'Austerlitz, qui réunit, à l'Est du canal St.-Martin, le faubourg St.-Antoine à la rive gauche de la Seine, était fortement barricadé, et sur la rive gauche, où il débouche place Valhubert, devant le jardin des Plantes il était pourvu d'une forte tête de pont. Après la chute du Panthéon et de la place Maubert cette tête

de pont était le dernier refuge des insurgés sur la rive gauche; elle fut prise après une défense opiniâtre.

LES DERNIERS COMBATS

Le jour suivant, le 26, il ne restait donc plus aux insurgés que leur dernière forteresse, le faubourg St.-Antoine, et une partie du faubourg du Temple. Ces deux faubourgs ne se prêtent pas bien au combat de rue; ils ont des rues assez larges et tout à fait droites, qui laissent à l'artillerie toutes ses possibilités. Du côté ouest elles sont admirablement couvertes par le canal St.-Martin, par contre elles sont tout à fait ouvertes du côté nord. Ici cinq à six rues tout à fait droites et larges descendent au centre même du faubourg St.-Antoine.

Les fortifications principales étaient dressées place de la Bastille et dans la rue principale du quartier, la rue du faubourg St.-Antoine. Des barricades d'une résistance surprenante y étaient érigées, en partie cimentées de grands pavés, en partie construites avec des poutres. Elles formaient un angle fermé vers l'intérieur, aussi bien pour affaiblir l'effet des coups de canons, que pour offrir un front de défense plus vaste permettant un feu croisé. Dans les maisons, les murs mitoyens étaient percés de façon qu'une série entière était toujours mise en liaison pour permettre aux insurgés, selon les besoins du moment, soit d'ouvrir un feu de tirailleurs sur les troupes, soit de se retirer derrière leurs barricades. Les ponts et les quais du canal, ainsi que les rues parallèles du canal étaient aussi fortement barricadés. Bref, les deux faubourgs encore assiégés ressemblaient à une forteresse complète, dans lesquelles les troupes devaient conquérir au prix de leur sang chaque pouce de terrain.

Au matin du 26 la lutte devait recommencer; mais Cavaignac n'avait pas envie de jeter ses troupes dans cet enchevêtrement de barricades. Il menaça d'un bombardement. Les mortiers et les obusiers étaient arrivés. Il y eut des pourparlers. Entre temps Cavaignac fit miner les maisons les plus proches, ce qui ne put se faire que dans une assez petite mesure, à cause du manque de temps et à cause du canal, couvrant une des lignes d'attaque; dans les maisons déjà prises il fit aussi établir des liaisons avec les maisons voisines par des ouvertures dans les murs mitoyens.

Les pourparlers échouèrent; la lutte recommença. Cavaignac lança le général Perrot à l'attaque en partant du faubourg du Temple, le général Lamoricière en partant de la place de la Bastille. Aux deux points on ouvra un grand feu sur les barricades. Perrot avança assez vite, prit le reste du faubourg du Temple et pénétra même à certains endroits jusqu'au faubourg St.-Antoine. Lamoricière avança moins vite. Les premières barricades résistè-

rent à ses canons, bien que les premières maisons du faubourg aient été incendiées par ses grenades. Il ouvrit de nouveaux pourparlers. Montre en main il attendait la minute à laquelle il aurait le plaisir d'écraser à coups de feu le quartier le plus peuplé de Paris. A ce moment une partie des insurgés capitula enfin, tandis que l'autre, attaquée de flanc, se retira de la ville après une courte lutte.

Ce fut la fin de la lutte de barricades de Juin. En dehors de la ville il y eut encore des combats de tirailleurs, qui n'avaient cependant aucune importance. Les insurgés en fuite furent dispersés dans les environs et furent pris individuellement par la cavalerie.

Nous avons donné cette description purement militaire de la lutte, pour montrer à nos lecteurs avec quel courage héroïque, avec quelle unanimité, avec quelle discipline et avec quelle adresse militaire se sont battus les ouvriers parisiens. 40.000 d'entre eux se sont battus durant quatre jours contre un nombre quatre fois supérieur, et il s'en fallait d'un cheveu qu'ils ne soient vainqueurs. Un cheveu, et ils prenaient pied au centre de Paris, ils s'emparaient de l'Hôtel de Ville, ils instauraient un gouvernement provisoire et doubleraient leur nombre, aussi bien par les quartiers conquis, que par les gardes mobiles auxquels il ne fallait alors qu'une impulsion pour passer de l'autre côté.

Des journaux allemands affirment que ce fut la lutte décisive entre la république rouge et la république tricolore, entre les ouvriers et les bourgeois. Nous sommes convaincus que ce combat ne décide de rien que de la décomposition même du vainqueur. Pour le reste, le cours de tout l'épisode prouve que les ouvriers devront triompher dans un temps nullement éloigné, même si nous considérons la chose du point de vue purement militaire. Si 40.000 ouvriers parisiens parviennent à quelque chose d'aussi considérable, face à un nombre quatre fois supérieur, de quoi sera capable l'ensemble des ouvriers parisiens, s'ils agissent unanimement et avec cohérence!

Kersausie est prisonnier et sans doute déjà fusillé actuellement (1). Les bourgeois peuvent bien le fusiller, mais ils ne peuvent lui prendre la gloire d'avoir en premier organisé le combat de rue. Ils peuvent le fusiller, mais aucune puissance terrestre n'empêchera que ses inventions seront utilisées à l'avenir dans tous les combats de rue. Ils peuvent le fusiller, mais non pas empêcher que son nom se perpétue dans l'histoire, comme celui du premier commandant de barricades.

F. ENGELS.

(1) C'était là une erreur. Kersausie parvint à s'échapper et fut condamné par contumace à la déportation. Il alla à l'étranger, offrit en 1860 sa collaboration à Garibaldi à Naples, et mourut en 1874.

Staline théoricien

« ...L'apparition du camarade Staline à la conférence des marxistes-agriculteurs fait époque dans l'histoire de l'Académie Communiste. En partant de ce qu'a dit le camarade Staline, nous avons été obligés de réviser tous nos plans, de les changer, et de les adapter à la direction dont il a parlé. Le discours du camarade Staline a donné un énorme élan à notre travail ».

(Discours de Pokrovsky au XVI^e Congrès du parti.)

1. — LE BILAN PAYSAN DE LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE ET DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

Dans son discours-programme, prononcé le 27 décembre 1929 à la conférence des marxistes-agriculteurs, Staline a parlé longuement de « l'opposition Trotsky-Zinoviev qui prétend que la révolution d'Octobre n'avait au fond rien apporté aux paysans ». Ses auditeurs même révérencieux durent, probablement, trouver cette insinuation un peu trop grossière. Mais pour être plus précis, reproduisons plus amplement un passage de ce discours : « Je parle — disait Staline — de la théorie qui prétend que la révolution d'Octobre a *moins* apporté au paysan que celle de Février, et, qu'au fond, la révolution d'Octobre n'a rien donné au paysan ». Staline attribue l'invention de cette théorie à un économiste et statisticien soviétique, Groman, connu dans le passé comme menchévik. Puis il ajoute : « Cette théorie fut saisie au vol par l'opposition Trotsky-Zinoviev qui s'en servit contre le parti ».

Nous ignorons complètement la théorie de Groman sur les révolutions de Février et d'Octobre. Mais Groman n'a rien à faire avec tout cela. On ne l'a mêlé à l'affaire que pour mieux brouiller les cartes.

Comment la révolution de Février pouvait-elle donner au paysan plus que celle d'Octobre ? Elle ne lui a valu que la destruction

du sommet de la monarchie, destruction superficielle et, par conséquent, tout à fait précaire. L'appareil bureaucratique ne fut pas modifié. La révolution de Février ne donna pas la terre au paysan. Elle lui assura, par contre, la continuation de la guerre ainsi que l'accroissement de l'inflation. Est-ce que Staline connaît d'autres cadeaux offerts au paysan russe par la révolution de Février? Quant à nous, nous n'en connaissons pas. La révolution de Février dut céder la place à celle d'Octobre parce qu'elle avait complètement trahi les espoirs du paysan.

Staline relie cette théorie imaginaire de l'opposition sur les avantages de la révolution de Février par rapport à celle d'Octobre, à la théorie dite « des ciseaux ». Ainsi nous révèle-t-il la source et le but de sa calomnie. Je vais démontrer que Staline ne fait que polémiser contre moi. Il se cache derrière Groman et derrière cette étiquette : « l'opposition Trotsky-Zinoviev », uniquement pour mieux mener son offensive et pour camoufler ses altérations trop grossières.

En réalité la chose se présente ainsi : Au XII^e Congrès du parti (printemps 1923), j'ai expliqué pour la première fois le désaccord menaçant qui existait entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles. Dans mon discours, ce phénomène fut défini comme étant « les ciseaux des prix ». Je prévenais que le retard dans l'évolution de l'industrie rendrait plus grand l'écart entre les branches des ciseaux, menaçant de couper les liens qui unissent le prolétariat à la paysannerie.

Lorsqu'à la séance plénière du Comité Central, en février 1927, on discuta le problème de la politique des prix, j'essayai pour la millièème fois de démontrer que les formules vagues, comme celle de « face au village », ne touchent pas le fond de la question et qu'au point de vue de l'union avec le paysan, le problème ne peut être résolu que par l'équilibre fondamental entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles. Le malheur du paysan réside dans son incapacité de voir loin devant lui. Mais il voit parfaitement bien ce qui se passe sous son nez, il se rappelle très bien les expériences d'hier, il sait dresser un bilan de ses échanges avec la ville, et ce bilan s'identifie pour lui, à chaque instant, avec le bilan de la révolution.

L'expropriation de la grande propriété foncière et le dégrèvement fiscal épargnèrent aux paysans le paiement de 500 à 600 millions de roubles. Voilà une acquisition évidente et indiscutable, réalisée par la révolution d'Octobre et non par celle de Février.

Mais à côté de cet énorme avantage, le paysan voit clairement le dommage que cette même révolution d'Octobre lui a causé : l'augmentation exagérée des prix des produits industriels par rapport aux prix d'avant-guerre. Bien entendu, « les ciseaux des prix » se

seraient produits même si le capitalisme s'était maintenu en Russie, car ce phénomène a un caractère international. Mais, le paysan ne le sait pas. Et, en outre, nulle part l'écart des ciseaux n'était aussi large que dans l'Union Soviétique. Les grandes pertes que le paysan a subies à cause des prix ont un caractère provisoire et marquent la période de « l'accumulation primitive » de l'industrie d'Etat. On pourrait dire que l'Etat prolétarien fait au paysan un emprunt et qu'il lui rendra le double. Mais tout cela entre dans le domaine des raisonnements théoriques et des prévisions historiques, alors que la mentalité du paysan est concrète et n'envisage les faits que sous leur aspect présent. « La révolution d'Octobre — se dit le paysan — m'avait dégrevé de 500 millions d'impôt foncier. J'en suis reconnaissant aux *bolchéviks*. Mais l'industrie d'Etat me fait payer des prix supérieurs à ceux des capitalistes. Là, il y a quelque chose qui ne va pas chez les *communistes* ». Autrement dit, le paysan fait le bilan de la révolution d'Octobre en l'envisageant sous ses deux aspects : l'aspect agraire-démocratique (« *bolchévik* ») et l'aspect industriel-socialiste (« *communiste* »). Le premier lui apporte un avantage indiscutable, mais le second lui cause un dommage qui, pour le moment, l'emporte de beaucoup. Ce passif de la révolution d'Octobre, qui constitue la véritable cause de frictions entre les paysans et le pouvoir soviétique, est, évidemment, dépendant de la situation isolée de l'Union Soviétique dans l'économie mondiale.

Presque trois ans après les anciennes discussions, Staline, pour son malheur, revint à ce problème. Condamné à répéter les opinions des autres et soucieux de prouver continuellement sa propre « indépendance », Staline, à chaque pas, ne fait que jeter des regards inquiets vers le passé de « l'opposition trotskyste », tout en ayant soin de cacher son jeu. Dans le passé Staline n'a rien compris à la théorie des « ciseaux » concernant les rapports de la ville et de la campagne. Pendant cinq ans (1923-1928) il voyait le danger non dans le retard, mais bien dans l'avance de l'industrie. Et pour cacher cela à tout prix, il balbutie confusément dans son discours quelque chose sur le « préjugé bourgeois (!!!) desdits ciseaux ». Pourquoi est-ce un préjugé ? Et en quoi est-il bourgeois ? Mais Staline n'est pas obligé de répondre à ces questions, car personne n'ose les lui poser.

Si la révolution de Février avait pu donner la terre aux paysans, celle d'Octobre, avec ses « ciseaux » n'aurait pas pu durer plus de deux ans. Ou, plus exactement, la révolution d'Octobre n'aurait pu avoir lieu si celle de Février avait su résoudre la tâche fondamentale agraire-démocratique par la suppression de la propriété foncière.

Nous avons déjà mentionné, en passant, que durant les premières années qui suivirent Octobre, les paysans opposèrent obstiné-

ment les communistes aux bolchéviks. Ils approuvaient ces derniers, car ils avaient assuré la révolution agraire avec un radicalisme qu'on n'avait jamais vu nulle part. Mais le même paysan se montrait mécontent des communistes qui administraient les usines et faisaient vendre les marchandises à des prix élevés. En d'autres termes, le paysan approuvait jusqu'au bout la révolution agraire des bolchéviks, mais manifestait de l'angoisse, des doutes et, parfois même, une hostilité ouverte à l'égard des débuts de la révolution socialiste. Plus tard, cependant, le paysan dut comprendre que les bolchéviks et les communistes ne constituent qu'un même parti.

En février 1927, à la séance plénière du Comité Central, je posai le problème de la façon suivante :

La suppression de la classe des grands propriétaires terriens nous fit jouir d'un grand crédit politique et économique chez le paysan. Mais ce crédit n'est ni éternel, ni illimité. Tout dépend des rapports réciproques des prix. Pour arriver à une corrélation des prix avantageuse à la campagne, il faut accélérer le rythme de l'industrialisation, d'une part, et celui de la collectivisation de l'économie rurale, de l'autre. Dans le cas contraire tous les avantages de la révolution agraire seront concentrés entre les mains des paysans aisés (« koulaks »), tandis que les paysans pauvres seront les plus douloureusement blessés par « les ciseaux », et la différenciation des paysans moyens suivra un cours précipité. Tout cela ne peut aboutir qu'à une chose : à l'écroulement de la dictature du prolétariat. « Cette année — disais-je — on va jeter sur le marché intérieur des produits industriels pour 8 milliards de roubles au prix de détail. La campagne payera pour sa part, qui n'atteint pas la moitié, à peu près 4 milliards de roubles. Admettons ce que disait ici Mikoïan, que l'index des produits industriels par rapport aux prix d'avant-guerre soit de 2. Cela signifie que la campagne paye pour ces produits un supplément de 2 milliards de roubles. Et voilà le bilan établi par le paysan : « la révolution agraire-démocratique, entre autres choses, m'avait apporté 500 millions de roubles par an (l'abolition du fermage et la diminution des impôts). Mais la révolution socialiste anéantit ce profit, en me faisant subir une perte de 2 milliards ». Il est clair que le bilan s'établit avec 1.500 millions de déficit ».

Pendant cette séance personne ne m'avait contredit, mais Iakovlev, l'actuel commissaire du peuple à l'agriculture, qui était alors un simple fonctionnaire pour missions spéciales dans le domaine de la statistique, fut chargé de réfuter à tout prix mes calculs. Il fit ce qu'il put. Le lendemain, se livrant à toutes sortes de corrections et de restrictions légales et illégales, Iakovlev se vit obligé de nier

que le bilan de la révolution d'Octobre pour la campagne s'établissait avec un déficit. Citons ses propres paroles :

« La diminution des taxes directes vaut au paysan 630 millions de roubles de profit par rapport aux années d'avant-guerre... L'année passée les paysans ont perdu à peu près 1 milliard de roubles, car ils achetaient les produits industriels selon l'index des prix de détail industriels et non selon l'index du revenu paysan. Le solde passif est à peu près de 400 millions de roubles ».

Il est évident, que le calcul de Iakovlev ne faisait, au fond, que confirmer mon idée : le paysan, ayant réalisé, grâce à la révolution démocratique, faite par les bolchéviks, un grand profit, subit en ce moment, à titre provisoire, des pertes, causées par la révolution socialiste et ces pertes dépassent considérablement son bénéfice. J'ai évalué ce passif à un milliard et demi, et Iakovlev à un peu moins d'un demi-milliard. Je continue à penser que mes chiffres, sans prétendre à une précision absolue, sont beaucoup plus près de la réalité que ceux de Iakovlev. La différence entre les deux sommes est très grande, il est vrai, mais elle ne change en rien mon corollaire fondamental. Les difficultés aiguës au cours des achats du blé par l'Etat ne font que confirmer mes calculs et en soulignent le caractère alarmant. Il serait, en effet, absurde de prétendre que la « grève du blé » des couches aisées de la campagne était causée par des motifs purement politiques, autrement dit par l'hostilité que le « koulak » nourrit à l'égard de l'Etat soviétiste. Le « koulak » n'est pas capable d'un pareil « idéalisme ». S'il ne vendait pas son blé, c'est parce que l'échange était devenu désavantageux à cause des « ciseaux » des prix. Pour la même raison le « koulak » a réussi à exercer une certaine influence sur le paysan moyen. Ce calcul avait un caractère brut et grossier. On pourrait et on devrait établir les éléments composants de ce bilan par rapport aux trois catégories rurales : les « koulaks », les paysans moyens et les paysans pauvres. Cependant à cette époque (début du 1927), la statistique officielle, inspirée par Iakovlev, ignorait ou sous-estimait exprès la différenciation des couches sociales de la campagne, tandis que la politique de Staline, Rykov et Boukharine s'orientait vers la protection du « paysan aisé » et vers la lutte contre les « subsides aux pauvres ». Par conséquent le solde passif du bilan pesait péniblement surtout sur les masses rurales pauvres.

Mais dans ce cas — demandera le lecteur — comment Staline en est-il arrivé à opposer la révolution de Février à celle d'Octobre? Cette question est toute naturelle. Staline, complètement incapable de penser sous une forme théorique abstraite, avait compris à sa manière et très vaguement mon opposition entre la révolution agraire-démocratique et la révolution industrielle-socialiste. Il

décida tout bonnement que la révolution démocratique n'est pas autre chose que la révolution de Février. Il faut s'arrêter sur ce point, car le manque de compréhension traditionnel que Staline et ses partisans manifestent dans la question des rapports entre la révolution démocratique et la révolution socialiste est à la base de leur lutte contre la théorie de la révolution permanente. Cette absence de compréhension a déjà entraîné des conséquences dangereuses surtout en Chine et aux Indes, et elle continue à être aujourd'hui la cause d'effroyables erreurs.

Staline salua la révolution de Février 1917 non comme un révolutionnaire prolétarien et internationaliste, mais en somme comme un démocrate de gauche. Il l'a démontré très clairement par toute son attitude jusqu'à l'arrivée de Lénine en Russie. La révolution de Février représentait et, comme nous le voyons, représente pour Staline une révolution « démocratique » par excellence. Il était pour le soutien du premier gouvernement provisoire qui avait à sa tête un grand propriétaire terrien, le national-libéral prince Lvov et dont le ministre de la guerre était un national-conservateur, l'industriel Goutchkov, et le ministre des affaires étrangères, un national-libéral, Milioukov. A la Conférence du parti du 29 mars 1917, Staline motivait la nécessité de soutenir le gouvernement provisoire des propriétaires terriens et des bourgeois dans les termes suivants : « Le pouvoir est divisé entre deux organes dont aucun ne jouit de la plénitude du pouvoir. Les rôles *sont* partagés. Le Soviet détient *de fait* l'initiative des transformations révolutionnaires, le Soviet est le chef révolutionnaire du peuple en révolte, c'est l'organe qui a *formé* le gouvernement provisoire. Le gouvernement provisoire a assumé la tâche de consolider les conquêtes du peuple en révolution. En tant que le gouvernement provisoire appuie la marche de la révolution, il faut le soutenir » (1).

Le gouvernement de Février, bourgeois, propriétaire et profondément contre-révolutionnaire, était considéré par Staline non comme un ennemi de classe, mais comme un collaborateur, avec lequel il fallait partager le travail. Les ouvriers et les paysans devaient « conquérir », et la bourgeoisie devait « affermir ». Tout cela allait former « la révolution démocratique ». La formule fondamentale des menchéviks sur le soutien de la bourgeoisie « en tant que... » était en même temps la formule de Staline. Staline, disait tout cela un mois après le coup d'Etat de Février, lorsque le véritable caractère du gouvernement provisoire était clair même pour un aveugle. L'investigation marxiste n'était même pas nécessaire pour cela, car l'expérience politique suffisait largement.

(1) Nous citons le discours de Staline d'après le procès-verbal officiel qui jusqu'ici a été soigneusement caché au parti. Souligné par nous.

Les événements qui suivirent ont prouvé qu'en 1917 Lénine n'avait pas changé les opinions de Staline : il l'a tout simplement écarté. Toute la lutte ultérieure de Staline contre la théorie de la révolution permanente était basée sur la séparation mécanique de la révolution démocratique et de la révolution socialiste. Staline n'a pas encore compris que *la révolution d'Octobre était avant tout une révolution démocratique*, que c'est grâce à cela qu'elle a pu instaurer la dictature du prolétariat. Staline n'a fait qu'adapter tout bonnement à sa vieille conception le bilan des conquêtes démocratiques et socialistes d'Octobre que j'ai dressé. Ensuite il a posé la question : « Est-il vrai que les paysans n'ont rien gagné à la révolution d'Octobre ». Et ayant énoncé la grande vérité — « grâce à la révolution les paysans se sont libérés du joug des grands propriétaires terriens » (en voilà une belle découverte!) — Staline conclut : « Comment après cela ose-t-on déclarer que la révolution d'Octobre n'a rien apporté aux paysans? »

Comment ose-t-on affirmer après cela — demanderons-nous à notre tour — que ce « théoricien » est pourvu d'un grain de conscience théorique?

**

Le bilan, désavantageux pour la campagne, dont nous avons parlé plus haut, est, sans doute, transitoire. Le fait le plus important de la révolution d'Octobre pour le paysan vient de ce qu'elle a créé des conditions pour la reconstruction socialiste de l'économie rurale. Mais cela n'apparaîtra que dans l'avenir. En 1927 la collectivisation était refoulée au second plan. Personne ne pensait alors à la « collectivisation intégrale ». Staline, cependant l'inclut dans son calcul en l'antidatant. Notre théoricien prévoit le futur, en le reportant dans le passé : « maintenant, après le développement accéléré du mouvement des « kolkhoz » (exploitations paysannes collectives) les paysans peuvent produire beaucoup plus qu'auparavant avec la même quantité de travail ». Et aussitôt après il répète : « *Après tout cela (!)* comment peut-on dire que la révolution d'Octobre n'a pas apporté d'avantages au paysan? N'est-il pas clair que les gens qui racontent une pareille plaisanterie calomnient de façon palpable le parti et le pouvoir soviétique? ». Les mots « plaisanterie » et « calomnie » se trouvent ici très à-propos. Oui, il y a des gens qui « calomnient de façon palpable » la raison et la chronologie.

Nous voyons bien que Staline approfondit sa « blague » : il présente tout, de façon à faire croire que l'opposition, ayant honoré la révolution de Février aux dépens de celle d'Octobre, nie que cette dernière puisse améliorer dans l'avenir la situation du paysan. Pour

quels imbéciles dit-on des choses pareilles? Nous présentons nos excuses à l'éminent professeur Pokrovsky!...

En posant sans cesse depuis 1923 le problème des « ciseaux » économiques entre la ville et la campagne, l'opposition ne poursuivait qu'un but précis, devenu maintenant indiscutable pour tous : elle voulait faire comprendre à la bureaucratie que le danger de la rupture entre la ville et la campagne devait être éliminé non au moyen des proclamations sacrées « face au village », etc., mais bien par le rythme accéléré du développement industriel, et la collectivisation énergique des exploitations paysannes. En d'autres termes : en posant le problème des « ciseaux » et du bilan paysan de la révolution d'Octobre, nous ne voulions nullement « discréditer » cette dernière (la terminologie de Staline est vraiment splendide!) ; nous voulions fouetter avec la cravache oppositionnelle la bureaucratie présomptueuse et conservatrice et la forcer à utiliser les possibilités économiques illimitées que la révolution d'Octobre avait ouvertes devant le pays. A la politique officielle, bureaucratique et « koulak » de 1923-1928 qui trouvait son expression dans l'activité législative et administrative quotidienne, dans les théories nouvelles et, surtout, dans la persécution de l'opposition, cette dernière opposait depuis 1923 la politique de l'industrialisation accélérée, et depuis 1926, après les premiers succès industriels, la politique de la mécanisation et de la collectivisation de l'économie rurale.

Rappelons une fois de plus que la déclaration de l'opposition, que Staline tient cachée mais d'où il puise, goutte à goutte, toute sa science, proclame ceci :

« Au développement des fermes individuelles à la campagne il faut opposer un développement plus rapide des exploitations collectives. Il faut donner systématiquement, chaque année, de forts subsides aux paysans pauvres, unis dans des exploitations collectives (p. 24).... Il faut investir des fonds beaucoup plus considérables dans les « kolkhoz » et les « sovkhoz ». Il faut accorder le maximum d'avantages aux « kolkhoz » en formation ainsi qu'à d'autres formes de collectivisation. Les personnes, privées du droit de vote, ne peuvent pas être membres de « kolkhoz ». Toute l'activité de la coopération doit s'inspirer de l'idée de la transformation de la petite exploitation individuelle en grande exploitation collective... L'Etat doit faire à ses frais tous les travaux de l'organisation rurale : en premier lieu il faut organiser les exploitations collectives et les exploitations des paysans pauvres, dont les intérêts doivent être sauvegardés au plus haut degré » (p. 26).

Si la bureaucratie, au lieu de flottements causés par la pression des éléments petits-bourgeois, avait commencé depuis 1923 à réa-

liser le programme de l'opposition, le bilan paysan, ainsi que le bilan prolétarien de la révolution d'Octobre, serait aujourd'hui infiniment plus favorable.

**
*

Le problème de l'union de la ville et de la campagne est en somme le problème de leurs rapports réciproques. On peut l'envisager sous deux aspects : a) les rapports entre l'industrie et l'agriculture ; b) les rapports entre le prolétariat et les paysans. Ces rapports, prenant la forme d'échange de marchandises, se manifestent sur le marché par le mouvement des prix. La corrélation entre les prix du blé, du lin, des betteraves, d'un côté — et ceux du pétrole, du coton imprimé, des charrues — de l'autre nous donne un *indice décisif* pour une juste estimation des rapports entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture, entre les ouvriers et les paysans. Par conséquent, le problème des « ciseaux » entre les prix des produits industriels et agricoles reste, même pour la période actuelle, le problème économique et social le plus important de tout le système soviétique. Quel changement ont subi « les ciseaux des prix » pendant les deux dernières années et demie qui viennent de s'écouler entre les deux congrès du parti ? La distance entre les deux branches a-t-elle diminué ou, au contraire, augmenté ?

On chercherait en vain une réponse à cette question fondamentale dans le discours que Staline a prononcé au XVI^e Congrès et qui a duré dix heures. Staline a donné un tas de chiffres, fournis par les différents commissariats, et a transformé le principal rapport du Congrès en une espèce de bottin bureaucratique. Il n'essaya même pas d'esquisser une synthèse marxiste de toutes ces données dispersées et mal digérées que lui avaient livrées commissariats, secrétariats et autres bureaux.

Est-ce que « les ciseaux » des prix industriels et agricoles sont en train de se fermer ? En d'autres termes, est-ce que le bilan de la révolution socialiste qui était jusqu'alors passif pour le paysan, est en train de s'améliorer ? Etant donné les conditions actuelles du marché que nous ne pouvons pas éliminer et dont nous ne pourrions pas nous débarrasser encore pour longtemps, le rapprochement ou l'écartement des « ciseaux » a une importance capitale, si on veut évaluer les succès acquis, et examiner la justesse des plans et des méthodes économiques. Le fait que Staline ne souffle mot à ce sujet dans son discours constitue déjà un indice très inquiétant. Si les « ciseaux » se rapprochaient on aurait trouvé dans le département de Mikoïan des spécialistes qui auraient su donner à ce phénomène une expression statistique et graphique. Et Staline n'aurait

eu qu'à montrer au congrès quelques diagrammes, expliquant ce rapprochement des deux branches des ciseaux. Toute la partie économique du rapport de Staline aurait dans ce cas retrouvé son axe. Hélas! nulle trace de cela! Staline éluda le problème des « ciseaux ».

Les « ciseaux » intérieurs ne représentent pas « la dernière instance »; il en existe encore une, plus haute. Ce sont les « ciseaux » entre les prix intérieurs et les prix mondiaux. Ils servent à mesurer le rendement du travail de l'économie soviétique par rapport au marché capitaliste mondial. Comme dans tous les autres domaines, nous avons reçu ici un terrible héritage de retards. Nous avons à remplir, dans les années prochaines une tâche pratique qui, sans se proposer de « rattraper et de dépasser » d'un coup les pays avancés — nous sommes, malheureusement, bien loin de là! — se résume dans une diminution systématique de la distance qui sépare la branche des prix intérieurs et celle des prix mondiaux. Ce but ne peut être atteint que par le relèvement systématique du rendement du travail en U.R.S.S. au niveau de celui des pays capitalistes avancés. Pour arriver à cela il faut élaborer des plans qui soient les meilleurs au point de vue économique, et non les plus frappants au point de vue statistique. Plus les bureaucrates répètent la formule hardie : « rattraper et dépasser », plus ils ignorent le problème des coefficients comparés et précis de l'industrie socialiste et de l'industrie capitaliste, autrement dit, le problème des « ciseaux » entre les prix intérieurs et les prix mondiaux. Sur ce problème nous ne trouvons pas non plus un seul mot dans le rapport de Staline.

Le problème des « ciseaux » intérieurs ne pourrait être définitivement tranché que par la liquidation réelle du marché, et celui des « ciseaux » extérieurs que par la liquidation du capitalisme mondial. On sait, qu'au moment de son discours à la Conférence des marxistes-agraires, Staline était prêt à envoyer la *Nep* (nouvelle économie politique) au diable, mais que depuis lors il a changé d'avis. Comme toujours, dans son rapport au Congrès, il attribue aux « trotskystes » ce dessein non réalisé de supprimer la *Nep*. L'artifice de cette tentative était tellement visible que le sténogramme de cette partie du rapport ne signale aucun applaudissement de circonstance.

Il arrive à Staline, avec son attitude envers la *Nep* et le marché, ce qui arrive toujours aux empiriques. Il prit le changement qui s'était produit dans sa tête, sous l'influence d'impulsions extérieures, pour la transformation radicale de toute la situation. Il suffit que la bureaucratie, au lieu de s'adapter passivement au « koulak » et au marché, décide de leur livrer une bataille définitive, pour que la statistique et l'économie les considèrent comme anéantis et inexis-

tants. L'empirisme engendre souvent le subjectivisme, et s'il s'agit de l'emprise bureaucratique, il devient fatalement la cause de déviations périodiques. Dans ce cas l'art de la « direction générale » se réduit à morceler les déviations en petites déviations et à les distribuer en parts égales aux esclaves qu'on appelle « les exécutants ». Et si, au surplus, la plus grande déviation est attribuée au « trotskysme » — le problème est résolu. Mais tout cela ne change rien.

Malgré tous les brusques changements des idées de Staline sur la *Nep*, l'essence de cette dernière consiste toujours dans la définition des rapports économiques de la ville et de la campagne sur le marché. Si la *Nep* demeure, les « ciseaux » des prix agricoles et industriels continuent à être le critérium le plus important de toute l'économie politique.

Nous avons appris, cependant, que six mois avant le congrès, Staline appelait la théorie des « ciseaux » « un préjugé bourgeois ». C'est bien le meilleur moyen pour sortir de l'impasse. Si vous dites à un sorcier de village que la courbe de température représente un des plus importants indices de santé ou de malaise, il ne prêtera pas foi à vos paroles. Mais s'il a saisi quelque part au vol une dizaine de termes scientifiques et, pour comble de malheur, a appris à faire passer sa magie pour de la « médecine prolétarienne », il vous répondra assurément que le thermomètre n'est qu'un « préjugé bourgeois ». Et s'il en a le pouvoir, pour éviter la tentation, il brisera le thermomètre contre une pierre ou, pis encore, contre une tête.

En 1925 on déclara que la différenciation de la paysannerie soviétique n'était qu'un préjugé de gens en proie à la panique. Iakovlev fut délégué au Bureau Central de Statistique et y confisqua tous thermomètres afin de les briser ensuite. Mais, par malheur, les changements de température ne s'arrêtèrent pas du fait qu'il n'y a pas de thermomètres. Et les manifestations d'un processus organique caché prennent au dépourvu les guérisseurs et les patients. Il en fut ainsi avec la grève du blé des « koulaks » qui prirent à l'improviste le rôle directeur au village et forcèrent Staline à faire un tournant de 180° (le 15 février 1928, cf : la *Pravda* même date).

Le thermomètre des prix a autant d'importance que le thermomètre de la différenciation des paysans. Depuis le XII^e Congrès du parti, où les « ciseaux » ont, pour la première fois, trouvé leur nom et leur explication, l'idée de leur importance devint générale. Pendant les trois années qui suivirent, à chaque séance plénière du Comité Central, aux Conférences et aux Congrès on s'en servait continuellement comme courbe principale de la température économique du pays. Ensuite, peu à peu, ils commencèrent à disparaître, finalement, vers la fin de 1929, Staline les déclara « un

préjugé bourgeois ». Puisque le thermomètre était complètement cassé, Staline n'avait aucune raison de présenter au XVI^e Congrès du parti la courbe de la température économique.

La théorie marxiste est une arme de la pensée qui sert à éclairer ce qui est en train de se former et ce qui viendra, et à définir ce qu'il faut faire. La théorie de Staline n'est qu'une esclave de la bureaucratie. Elle ne sert qu'à disculper « post hoc » les zigzags, qu'à cacher les erreurs d'hier et, par conséquent, à préparer celles de demain. L'élément essentiel du discours est le fait d'avoir passé sous silence la question des ciseaux. Cela peut sembler un paradoxe, car une réticence forme une place vide. C'est pourtant vrai : au centre du rapport de Staline il y a un trou qui fut percé consciemment et de bon gré.

« Caveant consules », pour que ce trou ne porte un grand préjudice à la dictature!

II. — LA RENTE FONCIERE OU : STALINE APPROFONDIT MARX ET ENGELS

Au début de sa lutte contre le « secrétaire général » Boukharine déclara que la plus grande ambition de Staline était de se faire reconnaître comme « théoricien ». Boukharine connaît trop bien et Staline et l'A.B.C. du communisme pour ne pas apprécier tout le tragicomique de cette prétention. En qualité de théoricien Staline prononça son discours à la Conférence des marxistes-agriculteurs. Entre autres choses il y porta atteinte à *la rente foncière*.

Il y a peu de temps (en 1925) Staline était disposé à assurer juridiquement aux paysans la possession de leurs parcelles pour le délai de quelques dizaines d'années. Cela aurait abouti à la suppression de droit et de fait de la nationalisation de la terre. Le commissaire à l'agriculture de Géorgie déposa alors (et bien entendu Staline le savait) un projet d'abolition directe de la nationalisation. Le commissariat à l'agriculture russe s'orientait dans la même direction. L'opposition donna l'alarme. Dans sa déclaration elle écrivit : « Le parti doit rejeter et écraser toutes les tendances qui conduisent à miner ou à abolir la nationalisation de la terre qui constitue un des piliers de la dictature du prolétariat ». De même qu'il abandonna en 1922 ses projets d'attentat contre le monopole de commerce extérieur, en 1928 Staline dut renoncer à son attaque contre la nationalisation de la terre en déclarant qu'on l'avait « mal compris ».

Après l'affirmation de la politique de gauche, Staline était devenu un défenseur de la nationalisation de la terre, et ne manqua jamais l'occasion d'accuser l'Opposition de ne pas comprendre

toute l'importance de cette mesure. Le nihilisme d'hier au sujet de la nationalisation fit immédiatement placé à son fétichisme. La théorie de la rente foncière de Marx eut un nouvel objectif administratif : elle devait justifier la théorie de la collectivisation complète de Staline.

Mais ici il est nécessaire de rappeler un peu de doctrine. Dans son analyse non achevée de la rente foncière, Marx divise celle-ci en rente *absolue* et en rente *différentielle*. La même quantité de travail humain, appliqué à des parcelles différentes, donnera des résultats différents. La plus-value du lot le plus fertile ira, naturellement, au propriétaire terrien. C'est là la rente *différentielle*. Mais aucun propriétaire n'abandonnera gratuitement au fermier même le pire de ses lots, s'il est sujet à demande. Autrement dit, de la paradoxe, car une réticence forme une place vide. C'est pourtant propriété privée du sol découle inévitablement un certain minimum de rente foncière, indépendant de la qualité du lot. C'est là la rente, dite *absolue*. Le fermage réel est, par conséquent, constitué en théorie par l'addition de la somme de la rente absolue avec celle de la rente différentielle. Conformément à cette théorie la suppression de la propriété privée du sol provoque l'abolition de la rente foncière absolue. Il ne reste que la rente, déterminée par la qualité du sol ou, pour être plus exact, par l'application du travail humain à des parcelles de qualité différente. Il est clair que la rente différentielle ne constitue point une propriété immuable de chaque parcelle. Elle change avec les méthodes de culture des terres. Ce court rappel nous a été nécessaire pour démontrer à quel point est lamentable la tentative de Staline de dire quelque chose sur la nationalisation de la terre.

Staline débute, en corrigeant et en approfondissant Engels. Cela lui était déjà arrivé. En 1926 Staline nous a enseigné qu'Engels et Marx ignoraient la loi primitive de l'inégalité de l'évolution capitaliste et que c'est pour cette raison qu'ils avaient rejeté la théorie du socialisme dans un seul pays, que G. Vollmar, précurseur théorique de Staline, leur avait opposée.

Au point de vue de la forme, Staline est un peu plus circonspect à l'égard du problème de la nationalisation de la terre ou, plus exactement du manque de compréhension du vieil Engels sur ce problème. Mais au fond il a la même désinvolture que toujours. Il cite de l'ouvrage d'Engels sur le problème agraire le passage bien connu, où l'auteur déclare que nous n'allons pas forcer la volonté du petit paysan, mais, au contraire, lui prêter tout notre appui, en « lui facilitant le passage à l'association », c'est-à-dire à l'exploitation collective. « Nous tâcherons de lui donner la possibilité d'y réfléchir le plus longtemps possible sur son propre bout de terrain ».

sans n'exploitant pas le travail d'autrui. Quoi qu'en disent les statistiques tapageuses, le mouvement de collectivisation ne fait aujourd'hui, treize ans après la prise du pouvoir, que ses premiers pas. Ainsi la dictature du prolétariat a déjà mis à la disposition de la majorité écrasante des paysans douze années pour réfléchir. Il est douteux qu'Engels ait voulu parler d'un délai aussi long, d'ailleurs on n'en aurait pas besoin dans les pays avancés d'Occident où le prolétariat, disposant d'une industrie hautement développée, pourrait beaucoup plus facilement démontrer au paysan par des faits tous les avantages de la culture collective de la terre. Si chez nous un mouvement de collectivisation prenant de grandes proportions, mais très instable et très primitif quant à son contenu, ne commence que douze ans après la prise du pouvoir par le prolétariat, cela vient de notre pauvreté et de notre état arriéré; et quoique nous croyons effectuée la nationalisation de la terre qu'Engels, comme le prétend Staline, n'aurait pas devinée ou que le prolétariat occidental ne saurait réaliser après la conquête du pouvoir. Cette opposition de la Russie à l'Occident et de Staline à Engels sent bien l'idéalisation de notre retard national.

Mais Staline ne s'arrête pas là. A l'absurdité économique il joint immédiatement l'absurdité théorique. « Pourquoi — demande-t-il à ses malheureux auditeurs — chez nous, dans les conditions de la nationalisation de la terre, est-il si facile de démontrer la supériorité du « kolkhoz » sur la petite exploitation individuelle? C'est ici que se manifeste la grande valeur révolutionnaire des lois agraires soviétiques qui ont aboli la rente absolue... et ont instauré la nationalisation de la terre ». Très content de lui-même, Staline demande avec reproche : « Pourquoi nos théoriciens agraires n'emploient-ils pas assez largement ce nouvel argument dans leur lutte contre les différentes théories bourgeoises? ». Et ici Staline allègue — (on recommande aux marxistes-agraires de ne pas se jeter de coups d'œil, de ne pas se moucher de confusion et surtout de ne pas se cacher la tête sous la table) — le 3^e volume du *Capital* et la théorie de la rente foncière de Marx. Quel malheur! Jusqu'à quel sommet n'était pas grimpé le théoricien avant de... tomber dans le ruisseau avec son « nouvel argument ».

Selon Staline, le paysan occidental serait attaché à la terre par la « rente absolue ». Et puisque nous avons tué cette bête, et définitivement anéanti, par ce fait même, ce damné pouvoir de la terre sur le paysan, que Gliéb Ouspensky chez nous, et Balzac et Zola en France, avaient dépeint avec une telle force, est, par le fait même, définitivement anéanti.

Etablissons tout d'abord que chez nous *la rente absolue n'est point abolie : elle est étatisée, et ce n'est pas du tout la même*

chose. Neumark évaluait la richesse nationale de la Russie en 1914 à 140 milliards de roubles or, en y comprenant avant tout le prix de la terre, c'est-à-dire la rente capitalisée de tout le pays. Si nous voulions aujourd'hui établir la richesse nationale de l'Union Soviétique et de toute l'humanité, nous devrions, bien entendu, compter la rente capitalisée, la rente absolue aussi bien que la rente différentielle.

Tous les critères économiques, y compris la rente absolue, se réduisent en travail humain. Dans les conditions de l'économie du marché commercial la rente foncière constitue la somme des produits que le propriétaire de la terre peut tirer de la totalité des produits de la culture. Dans l'U.R.S.S. le propriétaire de la terre est l'Etat qui, de ce fait, devient le détenteur de la rente foncière. On ne pourrait parler de la suppression réelle de la rente absolue qu'après la socialisation de la terre sur toute notre planète, c'est-à-dire après le triomphe de la révolution mondiale. Quoi qu'en dise le pauvre Staline, il est impossible, dans le cadre national, non seulement de construire le socialisme, mais même d'abolir la rente absolue.

Cet intéressant problème théorique a une énorme importance pratique. Sur le marché mondial la rente foncière trouve son expression dans le prix des produits agricoles. Puisque le gouvernement soviétique est exportateur de ces produits — et l'exportation agricole augmentera au fur et à mesure que se développera notre agriculture, — l'Etat soviétique, armé du monopole du commerce extérieur, se présente sur le marché mondial en qualité *du propriétaire de la terre, dont les produits sont exportés*. Par conséquent l'Etat soviétique réalise dans le prix de ces produits la rente foncière qu'il détient. Si, au point de vue technique, notre agriculture ainsi que notre commerce extérieur, étaient au même niveau que ceux des pays capitalistes, la rente absolue aurait pris la forme la plus évidente et la plus marquée justement chez nous, en U.R.S.S., Dans l'avenir cela devrait prendre une importance capitale pour la direction d'après un plan de l'économie rurale et de l'exportation. Si maintenant Staline, au lieu de *réaliser* la rente absolue sur le marché mondial, se vante, en prétendant l'avoir « abolie », — la raison temporaire de cette tentative réside dans la faiblesse actuelle de notre exportation et dans le caractère irrationnel de notre commerce extérieur, où s'engouffrent sans laisser de traces non seulement la rente absolue, mais aussi beaucoup d'autres choses. Cet aspect de la question qui n'a pas de rapport direct avec la collectivisation des exploitations paysannes, nous prouve cependant encore une fois qu'un des traits essentiels de notre philosophe socialiste

national, c'est l'idéalisation de notre isolement et de notre retard économique.

Mais revenons au problème de la collectivisation. Selon Staline, le petit paysan en Occident est lié à sa parcelle par le boulet de la rente absolue. Toutes les poules paysannes vont se moquer de ce « nouvel argument » ! La rente absolue constitue une catégorie purement capitaliste. La petite exploitation individuelle ne peut toucher la rente absolue que de manière épisodique et sous condition d'une situation du marché exceptionnellement favorable, comme, par exemple, au début de la guerre. La dictature économique du capital financier sur le village se manifeste sur le marché par l'échange inégal. Dans le monde entier le paysan ne peut échapper au régime des « ciseaux ». La majorité écrasante des petits paysans ne réussit pas souvent à tirer du prix du blé et des produits agricoles la rétribution de son travail, sans parler de la rente.

Mais si la rente absolue, si triomphalement abolie par Staline, ne représente rien pour le petit paysan, la rente différentielle que Staline a épargnée si généreusement, représente une grande valeur pour le paysan occidental. Plus le fermier ou son père ont dépensé d'énergie et d'argent pour augmenter le rendement du sol, plus ils tiennent à leurs parcelles. Cela se vérifie aussi en Orient, et surtout en Chine avec ses régions de culture intensive. Par conséquent, certains éléments de l'aspect conservateur du petit propriétaire sont déterminés non par la catégorie abstraite de la rente absolue, mais bien par les conditions matérielles de l'exploitation individuelle, arrivée à un plus haut degré de rendement. Si les paysans russes se séparent *d'une manière relativement facile* d'un lot déterminé, ce n'est pas à cause du « nouvel argument » de Staline qui les aurait libérés de la rente absolue, mais pour la même raison qui avant la révolution d'Octobre provoquait les partages périodiques de la terre. Nos « populistes » avaient idéalisé ces partages comme tels. Pourtant ils n'étaient possibles que dans les conditions de la culture extensive à trois assolements et du misérable rendement de la terre, c'est-à-dire à cause de notre retard que Staline idéalise.

Est-ce que le prolétariat victorieux d'Occident trouvera plus de difficultés que nous pour surmonter l'esprit conservateur du paysan déterminé par le rendement plus élevé de la petite exploitation individuelle ? Pas du tout ! Car en Occident, grâce à une industrie et à une culture générale supérieures, il sera beaucoup plus facile à l'Etat prolétarien d'offrir au paysan passant à l'exploitation collective, une compensation réelle et palpable en échange de la « rente différentielle » perdue. Il n'y a pas de doute que douze ans après la conquête du pouvoir par le prolétariat, la collectivisation de l'économie rurale en Allemagne, en Angleterre ou aux Etats-Unis en

sera à un degré beaucoup plus élevé et plus stable que chez nous à l'heure actuelle. Comme il est ridicule pour Staline d'avoir découvert son « nouvel argument » en faveur de la collectivisation complète douze ans après la nationalisation de la terre! Mais pourquoi alors, malgré la nationalisation, misait-il obstinément en 1923-1928 sur le puissant producteur agricole individuel et non sur les « kolkhoz »?

Il est clair que la rationalisation de la terre est une condition indispensable, mais non suffisante de l'agriculture socialiste. Au point de vue économique, auquel Staline se place dans cette question, la nationalisation de la terre joue un rôle tout à fait secondaire, car la valeur des investissements nécessaires à une grande exploitation rationnelle, dépasse plusieurs fois la rente absolue.

Il serait superflu d'ajouter, que la nationalisation de la terre est une condition politique et juridique préalable de première nécessité et de la plus haute importance pour la transformation de l'économie rurale. Mais la valeur économique *directe* de la nationalisation est déterminée à chaque moment donné par le jeu des facteurs matériels de la production. Cette vérité est démontrée assez clairement par le problème du bilan paysan de la révolution d'Octobre. L'Etat, en sa qualité de propriétaire de la terre, a droit à la rente foncière. La réalise-t-il sur le marché extérieur dans le prix du blé, du bois, etc.? Pas encore, hélas! La recouvre-t-il sur le paysan? Etant donné la complexité des comptes économiques entre le paysan et l'Etat, il n'est pas très facile de donner une réponse à cette question. On pourrait dire — et cela ne serait pas du tout un paradoxe — que les « ciseaux » des prix industriels et agricoles expriment, sous une forme cachée, la rente foncière. Si la terre, l'industrie et les transports sont concentrés entre les mains de l'Etat, la question de la rente foncière prend, pour ainsi dire, aux yeux du paysan une importance au point de vue de la comptabilité et non une importance économique réelle. Mais le paysan se soucie fort peu de la technique comptable. Dans ses rapports avec la ville et avec l'Etat il ne dresse qu'un bilan en gros.

Il serait plus juste de renverser la question. L'Etat ouvrier, grâce à la nationalisation de la terre et des usines, à la suppression de la dette extérieure et à l'économie selon un plan, se trouve dans la possibilité d'atteindre dans un bref délai un haut degré de développement industriel. Cela crée une des plus importantes conditions préalables à la collectivisation de la terre. Cette condition n'est pas de nature juridique mais bien de nature matérielle et de production; elle trouve son expression dans un nombre déterminé de charrues, de moissonneuses-lieuses, tracteurs, d'établissements de sélection des semences, d'agronomes, etc... Le plan de collecti-

visation devrait être basé sur ces valeurs réelles, et c'est alors qu'il deviendrait réel lui-même. Mais on ne peut pas aux fruits réels de la nationalisation ajouter chaque fois la nationalisation elle-même en qualité de réserve inépuisable qui couvrira toujours les dépenses des aventures « intégrales » bureaucratiques. C'est exactement comme si quelqu'un, ayant mis son capital en banque, voulait à la fois toucher et le capital et le revenu.

Telle est la conclusion générale. Quant à celle qui concerne l'individu, elle trouve son expression dans les paroles de la chanson russe : « Erema, Erema, il serait mieux que tu restes à la maison ». C'est beaucoup mieux que de s'aventurer dans un long voyage théorique.

III. — LES FORMULES DE MARX ET L'AUDACE DE L'IGNORANCE

Entre le premier et le troisième volume du *Capital* il existe encore le second. Aussi notre théoricien croit-il de son devoir d'accomplir un viol administratif sur le second volume. Staline a besoin de devancer à la hâte la critique de sa collectivisation forcée. Puisque les conditions économiques ne lui fournissent pas les arguments nécessaires, il va les puiser dans les ouvrages du maître, et, fatalement, se trompe chaque fois de page.

Toute l'expérience capitaliste a montré les avantages d'une grande exploitation par rapport à une petite, y compris dans l'agriculture. Même avant Marx, les socialistes utopiques avaient formulé les avantages éventuels qu'une grande exploitation collective posséderait par rapport aux petites exploitations morcellées, et, au fond, leurs arguments restent encore inébranlables aujourd'hui. Dans ce domaine les utopistes s'étaient montrés de grands réalistes. Leur utopisme ne commençait qu'avec le problème des voies historiques de la collectivisation. C'est ici que la théorie de la lutte de classes de Marx, ainsi que sa critique de l'économie capitaliste ont indiqué la juste direction à prendre.

Le *Capital* donne l'analyse et la synthèse du cours suivi par l'économie capitaliste. Le second volume examine le mécanisme interne du développement de l'économie capitaliste. Les formules algébriques de ce volume démontrent comment un seul protoplasme créateur — le travail humain abstrait — fait naître et cristallise les moyens de production comme capital constant, le salaire comme capital variable, et la plus-value qui devient ensuite la source du capital constant et du capital variable supplémentaires, qui, à leur tour, aident à la création d'une plus grande plus-value. Tel est le cycle de la reproduction élargie sous sa forme la plus abstraite et générale.

Pour montrer comment les marchandises, ces éléments du processus économique, se rejoignent dans cette unité non réglée, en d'autres termes, comment le capital constant et le capital variable arrivent à l'équilibre nécessaire dans les différents domaines de l'industrie au cours du développement général de la production, Marx distingue dans la reproduction élargie deux parties solidaires : les entreprises qui fabriquent les moyens de production et celles qui produisent les moyens de consommation. Les entreprises de la première catégorie doivent fournir les machines, les matières premières et les matériaux supplémentaires aussi bien à elles-mêmes qu'aux entreprises de seconde catégorie. Celles-ci, à leur tour, doivent fournir les moyens de consommation à elles-mêmes ainsi qu'aux entreprises de la première catégorie. Marx fait l'analyse du mécanisme général de cette corrélation qui constitue la base de l'équilibre dynamique du régime capitaliste (1). La question de l'agriculture et de ses rapports avec l'industrie se trouve, par conséquent, sur un plan tout à fait différent. A ce qui paraît, Staline a confondu la production des moyens de consommation avec l'agriculture, tandis que, selon Marx, les entreprises agricoles capitalistes (et seulement capitalistes), produisant les matières premières, sont automatiquement incluses dans la première catégorie, tandis que celles qui produisent des moyens de consommation appartiennent à la seconde. Dans les deux cas, elles sont groupées avec les entreprises industrielles.

Le troisième volume examine les particularités que la production agricole présente et qui l'opposent à toute l'industrie.

La reproduction élargie ne se fait pas seulement aux dépens de la plus-value, produite par les travailleurs de l'industrie et de l'agriculture capitalistes : elle s'accomplit aussi grâce aux ressources extérieures qui affluent du village pré-capitaliste, des pays arriérés, des colonies, etc... La plus-value est extraite du village ou dans les colonies sous la forme soit d'un échange inégal, soit d'une perception par contrainte (le plus souvent, l'imposition fiscale), soit de crédits (les caisses d'épargne, les emprunts, etc.). Au cours de l'histoire, toutes ces formes d'exploitation s'unissent dans des proportions différentes, qui jouent un rôle aussi important que la perception de la plus-value « pure ». L'exploitation capitaliste s'approfondit en même temps qu'elle s'élargit. Mais les formules de Marx dont nous parlons, dissèquent soigneusement l'évolution économique concrète, elles dépouillent la reproduction capitaliste de tous les éléments pré-capitalistes et de toutes les formes transitoires qui l'ac-

(1) Les formules du second volume ne parlent pas des crises commerciales et industrielles qui font partie du mécanisme de l'équilibre capitaliste. Ces formules se proposent de prouver qu'avec ou sans crises, l'équilibre est quand même toujours atteint.

compagnent, l'alimentent et l'aident à s'agrandir. Les formules de Marx construisent une sorte de capitalisme « chimiquement pur », qui n'a jamais existé et qui n'existe nulle part à l'heure actuelle. C'est bien la raison pour laquelle elles démontrent les tendances essentielles du capitalisme *en général*, mais ce ne sont que les tendances *du capitalisme* et rien de plus.

Ceux qui ont une idée du *Capital* comprennent parfaitement bien que ni dans le premier, ni dans le second, ni dans le troisième volume de cet ouvrage on ne peut trouver la réponse à la question de savoir comment et à quelle allure la dictature du prolétariat doit accomplir la collectivisation de l'économie rurale. Toutes ces problèmes, ainsi que des dizaines d'autres, ne sont pas résolus dans des bouquins; leur nature d'ailleurs ne le permet pas (1). Au fond Staline ressemble beaucoup à un marchand qui chercherait dans la formule de Marx « argent - marchandise - argent » des indications précises sur les produits qu'il devrait acheter pour les vendre ensuite avec le maximum de gain. Staline confond la synthèse théorique avec une ordonnance médicale, et cela, sans dire que chez Marx cette synthèse théorique a trait à une question complètement différente.

Mais pourquoi donc Staline a-t-il voulu faire appel aux formules de la reproduction élargie auxquelles il ne comprend rien? Ses explications sont trop drôles pour qu'on ne les reproduise pas littéralement : « La théorie marxiste de la reproduction enseigne que la société contemporaine (?) ne peut évoluer sans accumuler chaque année; et sans la reproduction qui s'élargit chaque année, il est impossible d'accumuler ». On ne pourrait être plus clair. Seulement, ce n'est pas là l'enseignement de la théorie marxiste : c'est l'économie politique bourgeoise qui le proclame, car c'est l'essence même de sa doctrine. « L'accumulation », condition nécessaire de l'évolution de la « société contemporaine », — voilà cette grande

(1) Durant les premières années qui suivirent Octobre nous nous étions souvent opposé à ces tentatives naïves de chercher chez Marx la réponse aux questions qu'il n'avait même pas pu poser. Lénine me soutenait toujours en cela. Voici deux exemples, dont nous avons par hasard la sténogramme.

« Nous nous rendons compte — disait Lénine — que, d'après les paroles du camarade Trotsky, nous serons obligés de faire des expériences. Personne au monde n'a encore entrepris une œuvre aussi énorme que celle que nous nous proposons » (18 mars 1919).

Quelques mois plus tard il disait :

« Le camarade Trotsky avait parfaitement raison, en affirmant que tout cela ne se trouve pas dans les ouvrages que nous considérons comme des œuvres directrices; cela ne découle d'aucune conception générale socialiste, cela n'est déterminé par aucune expérience, et nous devons tout vérifier par notre propre expérience » (le 8 décembre 1919).

idée que l'économie politique vulgaire avait dépouillé des traces de la théorie de la *valeur-travail*, dont les éléments étaient déjà contenus dans l'économie politique classique. La théorie que Staline propose avec emphase, de tirer « du trésor du marxisme », est un lieu commun qui relie non seulement Adam Smith à Bastiat, mais aussi Bastiat au président Hoover. Le terme « la société contemporaine » — et non « capitaliste » — est employé exprès pour étendre la formule de Marx à la société socialiste « contemporaine ». C'est tout à fait clair. Et Staline poursuit : « Notre industrie centralisée et socialiste se développe selon la théorie marxiste de la reproduction élargie (!), *parce que* (!!)

son volume augmente annuellement. Elle accumule et avance à pas de géant ! ». « L'industrie se développe selon la théorie marxiste » — voilà une formule vraiment immortelle : c'est ainsi que l'avoine pousse selon la dialectique de Hegel ! Pour le bureaucrate la théorie ne représente qu'une formule administrative. Mais tout cela n'a qu'une importance secondaire.

« La théorie marxiste de la reproduction » concerne la production *capitaliste*, et Staline parle de l'industrie soviétique qu'il considère comme socialiste *sans aucune restriction*. Ainsi, d'après Staline, « l'industrie socialiste » se développe selon la théorie de la reproduction *capitaliste*. Nous voyons que Staline a commis une grosse imprudence en mettant la main dans le « trésor du marxisme ». Si la même théorie de la reproduction, basée sur la régularité de la production anarchique, embrasse deux phénomènes économiques : l'un anarchique et l'autre plané, cela veut dire que l'élément plané ou socialiste est réduit à zéro, à néant. Mais ce n'est que le début : le retour sera pire que l'aller.

La plus belle perle que Staline ait tiré du trésor, est ce « *parce que* » que nous avons souligné : l'industrie socialiste se développe selon la théorie de l'industrie capitaliste, « *parce que* son volume augmente annuellement. Elle accumule et avance à pas de géant ». Pauvre théorie ! Infortuné trésor ! Malheureux Marx ! Ainsi la théorie marxiste n'a été créée que pour prouver la nécessité des pas de géant annuels ? Et comment expliquer les époques où l'industrie capitaliste ne se développe qu'à « pas de tortue » ? Dans ce cas-là la théorie de Marx ne fonctionne probablement plus. Pourtant toute la production capitaliste se développe par cycles, et comme elle passe par des périodes de crise et de croissance, on ne peut pas dire qu'elle ne fait qu'avancer à pas de géant : souvent elle piétine sur place ou recule. Il s'ensuit que la théorie de Marx, créée pour expliquer l'évolution *capitaliste*, ne lui convient pas, tandis qu'elle correspond parfaitement à la nature de l'industrie socialiste qui s'avance à pas de géant. Ne nous trouvons-nous pas en face de

vrais miracles? En tout cas, Staline qui apprend d'abord à Engels la vérité sur la nationalisation de la terre et qui apporte ensuite des corrections radicales à l'œuvre de Marx, ne fait, lui, qu'avancer... à pas de géant, écrasant comme des noix, les formules de Marx, sous ses gros sabots.

Immédiatement après le passage cité, Staline continue : « Notre économie nationale ne se résume pas à l'industrie. Au contraire, la petite exploitation rurale y prédomine toujours. Pourrait-on affirmer que notre petite exploitation rurale se développe d'après le principe (!) de la reproduction élargie? Non, on ne peut pas le dire. Notre petite exploitation rurale... n'a même pas toujours la possibilité d'atteindre la reproduction simple. Peut-on développer notre industrie socialiste à un rythme accéléré, avec une base agricole pareille? Non, on ne le peut pas ». Et la conclusion est toute prête : il est nécessaire de réaliser la collectivisation complète.

Ce passage est encore plus beau que le précédent. Sous l'écorce d'un style banal et soporifique éclate la sève d'une ignorance enhardie. L'exploitation paysanne, c'est-à-dire la simple exploitation productive, se développe-t-elle ou non selon les lois de l'économie capitaliste? Non, répond notre théoricien avec terreur. C'est clair : le village ne vit pas selon Marx. Il faut remédier à ce mal. Staline essaye dans son rapport de réfuter les théories petites bourgeoises sur la stabilité de l'exploitation paysanne. Cependant, s'étant perdu dans le filet des formules marxistes, il n'arrive qu'à donner une forme plus générale à ces mêmes théories. En effet, la théorie de la reproduction élargie de Marx embrasse la *totalité* de l'économie capitaliste (l'industrie et l'économie rurale) sous sa forme pure et intégrale, c'est-à-dire sans les résidus pré-capitalistes. Et Staline, qui, pour une raison inconnue, ne prête aucune attention aux métiers et à l'industrie à domicile, pose la question : « Pourrait-on affirmer que notre petite exploitation paysanne se développe d'après le principe (!) de la reproduction élargie? » « Non, répond-il, on ne peut pas le dire ».

En d'autres termes, Staline, sous une forme plus générale, répète les affirmations des économistes bourgeois qui disent que l'économie rurale ne se développe pas d'après « le principe » de la théorie de Marx sur la production capitaliste. Ne vaudrait-il pas mieux se taire après une découverte pareille? Les marxistes-agraires, obligés d'écouter ce persiflage honteux de la doctrine de Marx, se sont tu. Cependant, la réponse la plus compatissante aux dissertations de Staline aurait dû éclater ainsi : descends immédiatement de la tribune et ne te permets plus de parler de choses que tu ne comprends pas!

Nous ne suivrons pas l'exemple des marxistes-agraires : nous ne

nous tairons pas. L'ignorance d'un homme qui dispose du pouvoir est aussi dangereuse que la folie d'un individu armé d'un rasoir.

Les formules du second volume du *Capital* de Marx ne représentent point des « principes dirigeants » pour la construction socialiste : elle ne sont que la généralisation objective des phénomènes de l'évolution capitaliste. Faisant abstraction des particularités de l'agriculture, elles ne contredisent en aucune façon son développement : elles l'embrassent en tant qu'agriculture *capitaliste*. Elles présupposent la quantité suffisante des matières premières agricoles et des produits agricoles de consommation suffisante pour assurer la reproduction élargie. C'est la seule déduction concernant l'économie rurale qu'on en pourrait tirer, tout en restant dans leurs cadres. Mais quelle devrait être la corrélation entre l'agriculture et l'industrie ? Devrait-elle être comme en Angleterre ? Ou comme en Amérique ? Ces deux types se placent parfaitement dans le cadre des formules de Marx. L'Angleterre importe les produits manufacturés et les matières premières, et l'Amérique les exporte. Cela ne contredit point les formules de la reproduction élargie, car elles ne sont pas limitées par le cadre national, et ne concernent ni le capitalisme national, ni, moins encore, le socialisme dans un pays isolé.

Si l'on avait réussi à découvrir l'alimentation synthétique ainsi que les formes synthétiques des matières brutes, l'agriculture serait réduite à zéro et remplacée par de nouvelles branches de l'industrie chimique. Qu'en adviendrait-il alors des formules de la reproduction élargie ? Elles auraient conservé toute leur valeur, si les formes capitalistes de production et de répartition étaient maintenues.

L'économie rurale de la Russie bourgeoise, où les paysans constituaient l'énorme majorité, pouvait satisfaire aux besoins de l'industrie croissante et ouvrait en outre de grandes possibilités d'exportation. Ce phénomène s'accompagnait du renforcement des « koulaks » qui constituaient le sommet du village, et de l'affaiblissement des masses paysannes qui se prolétariaient de plus en plus. De cette manière l'économie rurale capitaliste russe se développait en dépit de toutes ses particularités, dans les cadres de ces mêmes formules, par lesquelles Marx définissait la totalité de l'économie capitaliste, *et rien qu'elle*.

Staline voudrait arriver à la conclusion qu'on « ne peut pas... fonder la construction socialiste sur deux bases différentes : sur la base de la grande industrie socialiste centralisée, et sur la base de la petite exploitation paysanne morcelée et arriérée ». Mais en réalité il prouve exactement le contraire. Si l'on peut appliquer les formules de la reproduction élargie aussi bien à l'économie socialiste, et en général, à la « société contemporaine » qu'à l'économie capitaliste — on ne peut expliquer pourquoi il serait impossible d'as-

sur le développement économique sur les mêmes bases de la contradiction entre la ville et la campagne, qui ont permis au capitalisme d'atteindre un très haut degré d'évolution. En Amérique aujourd'hui encore les trusts industriels gigantesques se développent à côté des fermes de la campagne. Et ce sont justement ces fermes qui ont fourni sa base à l'industrie américaine. Remarquons à ce propos que hier encore nos bureaucrates, Staline en tête, s'orientaient ouvertement vers le type économique américain : le fermier cossu en bas, l'industrie centralisée en haut.

La supposition fondamentale des formules abstraites du second volume réside dans l'équivalence idéale de l'échange. L'économie planée de la période transitoire, tout en étant fondée sur la loi de la valeur, la viole pourtant à chaque pas et établit les rapports entre les différentes branches économiques, et entre l'industrie et l'agriculture en premier lieu, sur la base de l'échange inégal. *Le budget d'Etat* joue un rôle de levier pour l'accumulation forcée et la répartition planée. Ce rôle devrait augmenter au fur et à mesure du progrès économique ultérieur. *Le financement à crédit* règle les relations entre l'accumulation coercitive du budget et les fluctuations du marché, tant que ces dernières agissent. On ne peut en aucun cas se servir des formules du second volume de Marx, ni pour le financement budgétaire, ni pour le financement à crédit plané ou semi-plané qui assurent en U.R.S.S. l'élargissement de la reproduction : toute la force des formules de Marx consiste dans le fait qu'elles ne veulent rien entendre du budget, des plans, des tarifs douaniers et de toutes les autres formes de contrainte régulière de l'Etat, elles tirent leurs conclusions nécessaires du jeu des forces aveugles du marché, disciplinées par la loi de la valeur. Si on « libère » le marché soviétique intérieur et si l'on supprime le monopole du commerce extérieur, — l'échange entre la ville et la campagne deviendra beaucoup plus égal, l'accumulation au village (j'entends l'accumulation capitaliste du fermier, du « koulak ») suivra son cours, et on verra aussitôt que les formules de Marx s'appliquent aussi à l'agriculture. Une fois sur ce chemin, la Russie deviendrait rapidement une colonie, qui servirait de base au développement industriel des autres pays.

Pour justifier la collectivisation complète, l'école de Staline (il existe même une telle école) se sert des comparaisons primitives entre le rythme de l'évolution industrielle et celui de l'évolution agricole. Molotov, comme toujours, d'ailleurs, l'a fait très grossièrement : à la Conférence du parti du gouvernement de Moscou, en février 1929, il disait : « Ces dernières années l'économie rurale était en retard par rapport au rythme du développement industriel... Pendant les trois dernières années la valeur de la production industrielle a augmenté de plus de 50 %, tandis que celle de l'agricul-

ture n'a augmenté que de 7 % ». Celui qui essaye de comparer ces deux phénomènes, témoigne de la plus parfaite ignorance économique. Ce qu'on appelle l'économie rurale renferme, en somme, toutes les branches de l'économie. Dans tous les pays l'évolution industrielle s'est toujours faite aux dépens de l'économie rurale dont le poids spécifique diminuait. Il suffirait de rappeler à ce sujet qu'aux Etats-Unis la production métallurgique est presque égale à la production de l'économie fermière, tandis que chez nous elle lui est de 18 fois inférieure. Cela prouve que notre industrie, en dépit du rythme accéléré de ces dernières années, n'est pas encore sortie de l'enfance. Pour surmonter l'opposition entre la ville et la campagne créée par l'évolution bourgeoise, l'industrie soviétique devrait au préalable devancer le village, beaucoup plus que l'a fait l'industrie de la Russie bourgeoise. La rupture actuelle entre l'économie rurale et l'industrie d'Etat n'est pas du tout provoquée par la grande avance de l'industrie sur l'agriculture puisque l'avance de l'industrie est un fait historique mondial qui constitue la condition nécessaire au progrès. La vraie raison de cette rupture réside au contraire dans la faiblesse de notre industrie qui n'a pas encore assez de forces pour relever l'agriculture jusqu'au niveau désirable. On doit, bien entendu, se proposer la suppression de cette contradiction entre la ville et la campagne, mais les moyens et les méthodes pour atteindre ce but n'ont rien de commun avec l'égalisation des rythmes du développement agricole. Au contraire : la mécanisation de l'économie rurale et l'industrialisation de toute une série de ses branches s'accompagnera d'une diminution du poids spécifique de l'économie rurale comme telle. Le rythme de la mécanisation que nous pouvons effectuer, est déterminé par la puissance productive de notre industrie. Ce qui décide du sort de la collectivisation, ce n'est pas l'augmentation de la production métallurgique pendant les dernières années, mais bien le fait que notre production ne possède qu'une quantité infime de métal par tête d'habitant. Le progrès de la collectivisation ne peut coïncider avec celui de l'économie rurale qu'à condition d'être fondé sur une révolution technique de la production agricole. Mais le rythme de cette révolution est subordonné à l'état actuel de l'industrie. Le rythme de la collectivisation doit dépendre des ressources matérielles de l'industrie et non des rythmes abstraits et statistiques de cette dernière.

Pour compléter, il faudrait dire que la suppression de la contradiction entre la ville et la campagne, c'est-à-dire le relèvement de la production agricole jusqu'au niveau scientifique et industriel ne signifierait pas, comme se l'imagina Staline, le triomphe des formules de Marx dans l'agriculture : au contraire, cela signifierait la diminution de leur triomphe dans l'industrie, car la reproduction

socialiste élargie ne suivra pas le cours prévu par les formules du *Capital* qui montrent dans la course au profit le ressort principal du capitalisme.

Pour conclure, répétons encore une fois que la collectivisation de la terre est une des tâches pratiques de la suppression du capitalisme, et non une des questions théoriques de son élargissement. C'est pourquoi les formules de Marx ne peuvent s'y appliquer en aucune manière. Les possibilités pratiques de la collectivisation de la terre sont subordonnées aux ressources techniques que la production industrielle peut fournir à l'agriculture, et du désir qu'a le petit paysan de passer à l'exploitation collective. Ce désir subjectif est déterminé, au fond, par les mêmes facteurs matériels et de production; seuls, les avantages de l'exploitation collective, fondée sur une technique hautement développée, peuvent faire du paysan le partisan du socialisme. Staline voudrait donner au paysan des formules du second volume au lieu de tracteurs. Mais le paysan est honnête : il n'aime pas disserter sur ce *qu'il ne comprend pas*.

L. TROTSKY.

Déclaration de l'opposition bolchevik-léniniste au Comité Central, à la Commission Centrale de Contrôle du Parti Communiste Russe et à tous les membres du Parti

(Pour la discussion à venir)

Nous avons enfin reçu avec quelque retard, la déclaration des camarades Rakovsky, Mouralov, Kossior et Kasparova, avec laquelle ces camarades se sont adressés au parti un peu avant le 16^e Congrès. Par suite d'un hasard fatal, les exemplaires de la déclaration qui nous ont été envoyés à l'époque, ont été saisis. Malgré ce grand retard, le document que nous publions conserve entièrement son importance. Malgré la concision de la formulation, le document donne des appréciations nettes des processus économiques et politiques, nomme par leur nom les dangers qui ne sont pas éloignés, mais tout à fait proches.

Cette déclaration est étroitement unie à la déclaration que Rakovsky a faite au moment où le tournant à gauche du centrisme conservait encore toute sa fraîcheur et n'était pas suffisamment contrôlé par l'expérience. Et en même temps ces deux documents se différencient comme deux jalons de différentes étapes sur la même voie. La première déclaration a enregistré le tournant de la direction dans le sens que l'opposition a défendu durant les années passées. En même temps, elle a averti des dangers possibles sur le nouveau chemin, exigé l'activité du parti pour surmonter ces dangers et a mis à la disposition du parti les forces de l'opposition. A quelques-uns cette façon de poser la question — dans l'esprit de la politique du front unique — a paru « capitularde », ou tout au moins demi-capitularde. Bien entendu des accusations de ce genre sont venues d'une source pas très sérieuse (1). Déjà, à

1) Le caractère peu solide de cette critique était accusé surtout parce qu'à sa tête s'inscrivait Paz, auquel l'accusation de capitulation contre Rakovsky était nécessaire seulement pour abandonner les rangs révolutionnaires, dans lesquels il n'était qu'un hôte de passage. Nous ne pouvons pas cepen-

cette époque, nous avons indiqué que la politique ne consiste pas en une simple répétition des formules qui peuvent servir dans toutes les circonstances de la vie. Rakovsky ne se faisait pas la moindre illusion sur la ligne politique du centrisme au moment du tournant à gauche. Il a clairement et nettement développé son appréciation du centrisme dans les thèses écrites en même temps que la première déclaration.

Mais la tâche ne consistait pas à répéter simplement dans la déclaration ce qui était dit dans les thèses, mais à aider le parti, même une petite partie de celui-ci, à assimiler ce — ou au moins une partie — de ce qui était dit dans les thèses. Avec l'étouffement du P. C. R., il est très difficile de vérifier quelle a été la répercussion immédiate de la première déclaration sur la base du parti. On peut cependant ne pas douter que la déclaration de Rakovsky, déclaration qui a fait une brèche dans le mur de mensonges et de calomnies construit par les staliniens, fut une des causes de la récurrence de la lutte acharnée contre l'opposition de gauche avant le Congrès, et de la revivification indubitable de l'Opposition de Gauche pendant la discussion qui précéda le Congrès. Nous avons cependant une autre vérification vivante de la question qui nous intéresse, en dehors de l'U. R. S. S. Le camarade Féroc, un des dirigeants de la nouvelle opposition italienne, a raconté dans un article de la *Vérité* (n° 50), quelle grande impression a produit la déclaration de Rakovsky, même sur le Comité central du P. C. italien, certainement et surtout sur sa partie gauche. Ainsi, la déclaration de Rakovsky, non seulement n'a engagé personne à capituler, mais au contraire, a servi une des poussées de la formation de la nouvelle opposition italienne.

La nouvelle déclaration que nous publions maintenant pour la première fois, fait le bilan de la politique du tournant à gauche au moment d'une nouveau demi-tournant à droite. Toutes ces circonstances sont soumises dans le document à une claire appréciation à laquelle on ne peut pas beaucoup ajouter aujourd'hui. Nous n'estimons nécessaire de souligner que deux points.

Dans la déclaration, on mentionne qu'en empêchant la création d'une union de la paysannerie pauvre, la direction stalinienne tolère cependant cette organisation en Ukraine. Il faut simplement ajouter que si la tentative de Staline-Boukharine-Rykov-Kamenev et autres, en 1924-1925, de supprimer l'organisation de la paysannerie pauvre ukrainienne n'a pas abouti, c'est seulement grâce à

dant oublier que, en bloc avec Paz contre Rakovsky, s'est aussi déclaré le camarade Treint, qui, avec toutes les fautes qu'il a commises et qu'il commet, n'est quand même pas, comme nous voulons l'espérer, une figure de hasard sur l'arène de la lutte révolutionnaire.

l'opposition ferme de l'aile révolutionnaire du parti ukrainien sous la direction du camarade Rakovsky.

Le deuxième point dont nous voulons parler ici, touche les capitulards. La déclaration sans pitié et parfaitement juste, établit que ces gens ont perdu « quelque droit que ce soit à la confiance du parti et de la classe ouvrière ». En liaison naturelle avec cela, la déclaration répète qu'aucune persécution n'empêchera l'opposition léniniste de remplir son devoir jusqu'au bout.

22 octobre 1930.

TROTSKY.

Dans sa déclaration au C. C. et à la C. C. C. du 4 octobre de l'année dernière, l'opposition bolchevik-léniniste s'est élevée contre les mesures administratives extraordinaires à la campagne, parce qu'elles entraînent après elles des conséquences politiques négatives.

Nous nous sommes aussi élevés contre la théorie tout à fait nuisible de la possibilité de la construction de la société socialiste dans un seul pays, théorie qui ne pouvait naître que dans l'imagination de la bureaucratie, croyant à la toute-puissance de l'appareil, théorie mise en avant par Staline et Boukharine après la mort de Lénine. Nous avons écrit que cette théorie crée des illusions très nuisibles, conduit à la sous-estimation des difficultés énormes qui surgissent sur la voie de la construction socialiste, et par cela même, laissent le parti et le prolétariat non préparés à les surmonter. Dans notre déclaration, nous avons aussi indiqué que les thèses justes en principe de la 16^e Conférence du parti sur l'industrialisation et la collectivisation, sous la direction bureaucratique, c'est-à-dire quand la classe est remplacée par les fonctionnaires qui se transforment en une caste dirigeante isolée, amènent non au développement, mais à la faillite de la construction socialiste.

Nous avons indiqué que la restauration et le renforcement de la démocratie du parti et ouvrière est la première condition pour éloigner le *carriérisme*, la *sottise*, l'*arbitraire de l'appareil*, médaille dont le revers est l'*abattement*, l'*humilité* et la *privation de droits des masses travailleuses*.

La justesse de cette ligne éprouvée par l'expérience du passé, a trouvé une nouvelle confirmation dans cette crise économique et politique dont les conséquences sont encore à venir, provoquée par la politique de la collectivisation intégrale, et son effondrement tapageur et lamentable. Par l'article de Staline du 3 mars, par son appel du 15 mars, le C. C. lui-même a contresigné nos critiques. La tentative de rejeter la responsabilité de la faillite de la col-

lectivisation intégrale sur l'absence de principe et sur la pauvreté politique de l'appareil, est aussi la renaissance de la faillite de la direction même, dans la mesure où la responsabilité de la qualité de l'appareil repose sur cette direction. Une question se pose: pourquoi le C.C. n'a-t-il pas prononcé un seul mot dans sa résolution de novembre sur les kolkhoses, condamnant l'application de la violence contre les paysans moyens et pauvres? Pourquoi ne l'a-t-il pas fait plus tard, quand de tous les côtés on dénonçait ces scandales et ces violences, et pourquoi a-t-il attendu la faillite déjà apparente de la campagne des semailles pour les condamner?

Le C. C. accuse l'appareil d'avoir construit des *communes* et non des *associations*, d'avoir collectivisé *tous* les moyens de production, et pas seulement ceux qui ont rapport à la production du pain et du blé. Pourquoi alors le C. C., dans sa résolution de novembre, n'a-t-il pas donné cette directive, mais a-t-il exigé la construction des kolkhoz géants, contre lesquels proteste maintenant le Commissariat à l'Agriculture de l'U. S., et pourquoi a-t-il donné à comprendre qu'il faut édifier des communes? Ce qui était seulement une allusion dans la résolution du C. C. s'est métamorphosé en une directive nette dans le premier statut des kolkhoz, élaboré par le centre dirigeant des kolkhoz. De là il faut déduire que si la collectivisation intégrale avait réussi, il n'y aurait eu ni l'article du 3 mars, ni l'appel du 15 mars. Il a raison, l'exécutant qui déclare: « Nous avons justement exécuté les décisions du parti, et ce n'est pas notre faute si le parti change son cours. » (*Krasny Altaï*, 31 mars 1930.)

Tout ce qui est indiqué plus haut se rapporte à la question de la responsabilité formelle du C. C.. Mais le C. C. porte aussi une responsabilité politique. Le C. C. a donné une directive qui, par elle-même, est une *déviatio*n grossière du socialisme. Le mot d'ordre de la collectivisation *intégrale*, qu'il s'agisse d'un délai de quinze ans, comme on le disait au début, ou d'un délai d'une année, comme on l'a dit après — est par lui-même une absurdité économique complète. Nous sommes marxistes et nous savons qu'une nouvelle forme de la propriété peut se créer sur la base de nouveaux rapports de production. Mais ces nouveaux rapports de production *n'existent pas encore*.

Sur tout le territoire de l'Union, il y a seulement 50.000 tracteurs (pour ne pas parler d'autres machines). La plupart des tracteurs appartiennent aux sovkhoses, et, tous ensemble, ils ne sont pas en état d'assurer même 5 p. 100 de la superficie ensemencée. Sans la création d'une base technique développée, même les kolkhoses organisés pour la plupart aux frais du crédit de l'Etat, malgré leur caractère de classe pauvre développé, sont condamnés à un émiettement facile.

C'est une absurdité économique aussi de décréter la suppres-

sion du koulak comme classe, et la suppression de la N. E. P. Les kolkhoz, dans leur forme la plus développée (les communes) restent quand même transitoire entre l'économie individuelle et le socialisme. Du kolkhoz on peut monter plus haut vers la forme socialiste. Mais du kolkhoz on peut descendre en bas, comme cela arrive souvent, vers la forme de l'économie individuelle. Aucun statut et décret n'est en état d'écarter les contradictions qui continuent à exister sous forme de facteurs économiques, comme survivances du comportement qui entourent les kolkhoz ou qui s'introduisent en eux. L'ignorance de cette vérité économique a amené : 1° à appliquer la violence, et 2° à la faillite de la construction des kolkhoz. L'appel du C. C. du 15 mars est la défaite du paysan pauvre et de l'ouvrier agricole, la défaite de la construction socialiste, la défaite du parti et du communisme. Le parti et le communisme n'en portent aucune responsabilité, car la collectivisation *intégrale* a été entreprise en violation du programme du parti, en violation des principes les plus élémentaires du marxisme, au mépris des avertissements les plus élémentaires de Lénine dans les questions de la collectivisation, des paysans moyens, et de la N. E. P.. Cependant le résultat de l'ultragauchisme centrisme a infligé au parti et au communisme une leçon des plus sévères.

Devant le parti, la question est posée : que faut-il faire pour que la retraite ne se transforme pas en une fuite désordonnée, en *catastrophe*. La gravité de la situation atteint un degré qu'elle n'a pas connu depuis la période de la guerre civile. Cela, chaque membre du parti le sent, mais la direction du parti le nie. La presse du parti berce le parti avec un optimisme qui n'a pas la moindre justification. L'énorme danger contre lequel nous mettons en garde le parti, consiste en ce que la direction du parti, pour dissimuler les lourdes fautes commises, fasse des élections au Congrès du parti et du Congrès lui-même, une revue bureaucratique habituelle. Le Congrès ne doit servir à la direction que de renfort et les décisions des problèmes les plus graves seront prises par les méthodes que Lénine appelait « cachées — réservées au Comité central — idiotes ». Cela signifie que pour effacer les anciennes fautes on en commettrait de nouvelles. Le parti ne doit plus admettre qu'on l'écarte de la solution des questions qui touchent à l'essor de la dictature prolétarienne elle-même. Il est temps d'en finir avec la politique « secrète » (littéralement : de « l'alcove »). La base du parti doit exiger que toutes les questions de programme soient soumises à son examen.

Il reste seulement une voie — le chemin de la mobilisation du parti, de la classe ouvrière et des paysans pauvres autour d'une ligne léniniste précise. L'appareil n'est pas en état de retenir les éléments petits-bourgeois qui croissent comme l'avalanche. La petite bourgeoisie paysanne a dans ses mains des moyens aussi sûrs pour réagir contre la direction du parti que la réduction des

emblavures, qui trouve sa justification objective dans le fait que la moitié des bêtes de trait a péri. Comme toujours, l'appareil se traînera à la queue des diverses tendances, et comme toujours, l'appareil entraînera derrière lui la direction du parti.

La mobilisation du parti est inconcevable sans qu'il sache quelles causes ont provoqué la crise actuelle. Il doit savoir précisément quelle part de responsabilité de cette crise repose sur la direction actuelle, et quelle part repose sur le bloc centre-droit.

La direction centriste essaye de se créer ce qu'on appelle, dans la terminologie judiciaire, un alibi. Dans son discours devant les marxistes agraires, Staline affirme que la politique recommandée par les bolcheviks-léninistes amènerait aussi à la liquidation des koulaks comme classe, mais sans les mesures de précaution qui ont été appliquées par la direction centriste. Cela est absolument faux. Dans cette question, comme dans les autres, nos lignes divergent *stratégiquement*. En menant la lutte pour la limitation de l'exploitation koulakiste avec l'aide d'une Union des paysans pauvres, l'opposition bolchevik-léniniste, par toute une série de mesures économiques a, en même temps, lutté non moins victorieusement contre la théorie opportuniste bureaucratique de la possibilité de construire la société socialiste dans un seul pays. Cette théorie, dans son embryon, a contenu l'idée de la collectivisation intégrale.

Aussitôt que les informations sur la collectivisation intégrale ont pénétré dans la presse, nous, bolcheviks-léninistes, y compris L. D. Trotsky, avons indiqué, encore en décembre et janvier, le caractère pourri et nocif de ce mot d'ordre. Nous avons vu en lui seulement un saut de l'ultra-gauche dans le marais droitier. Les événements ont ici également, justifié nos prévisions, et plus vite que nous ne nous y attendions.

Par quelle voie la direction centriste en est-elle venue à l'aventure ultra-gauchiste de la collectivisation intégrale ? Pour défendre cette nouvelle étape, le centrisme met en avant deux explications, l'une excluant l'autre. L'une affirme que la collectivisation intégrale est le prolongement normal de la collectivisation partielle; la victoire du principe du plan sur l'anarchie petite-bourgeoise. Telle est l'appréciation de la résolution de novembre, du C. C. De cette résolution découle que la collectivisation intégrale est un acte entièrement voulu par la direction du parti. Tel était, pendant quatre mois, le *leit motiv* de la presse du parti et soviétique. Mais en même temps est survenue une autre explication : la collectivisation intégrale était une tentative forcée par les circonstances de sortir des difficultés alimentaires actuelles et futures. « Nous sommes entrés en elle (« la révolution anti-koulak ») — écrivait Boukharine — par le portail des mesures extraordinaires et du rapide développement de la crise de l'économie du blé. » Ou la collectivisation intégrale, ou le capitalisme agraire, il n'y a pas de troisième

possibilité. Telle est approximativement ce deuxième point de vue.

Nous, bolcheviks oppositionnels, avons rejeté ces deux constructions comme théoriquement erronées et pratiquement funestes. Sur l'inconsistance du premier point de vue, nous avons déjà tout dit. L'inconsistance du deuxième devient apparente si l'on essaye de le déchiffrer. De ce point de vue découle que maintenant, après l'écroulement de la collectivisation intégrale, la voie *seule du capitalisme agraire* reste ouverte. Il apparaît ainsi — surtout maintenant avec l'empirement des conditions de vie, par suite de l'empirement de la situation économique et politique du pays — que tous les zig zag ultra-gauches ont uniquement servi à mieux assurer la victoire du capitalisme agraire. Le socialisme « intégral » était nécessaire uniquement pour ouvrir le chemin au capitalisme intégral.

Il faut dire que la manière boukharinienne de saisir la question, à laquelle la rédaction de la *Pravda* s'est jointe, coïncide avec « l'évolution » des s-r-, mencheviks, k-d-, « smiena wech ». Tout récemment, dans la presse économique soviétique, le schéma suivant de notre système économique est apparu: 1° la faillite du rassemblement du blé; 2° application des mesures extraordinaires dans le domaine de l'échance; 3° réduction des emblavures et aggravation de la crise du blé; 4° mesures extraordinaires dans le domaine de la production (collectivisation intégrale forcée). Il ne reste qu'à revenir au point de départ: élargissement de la N. E. P., antichambre du capitalisme franc.

Le parti ne doit pas admettre qu'on le place devant l'alternative qui, en dernier lieu, nous est posée par l'ennemi de classe. La collectivisation intégrale n'était pas indispensable, pas plus que n'est indispensable l'élargissement de la N. E. P. Politiquement, la collectivisation intégrale était possible seulement avec la droite et le centre au pouvoir, comme la néo-N. E. P. peut devenir inévitable si cette même politique opportuniste continue. Dans cette question, la différence entre les droitiers et les centristes est dans les *rythmes*: les droitiers proposent une politique de **droite conséquente**, les autres avec des intervalles ultra-gauches.

La particularité de la crise économique dans le passé consistait en ce que l'industrie ne pouvait pas satisfaire la demande accrue de l'économie agricole; la particularité de la crise actuelle consiste en la baisse rapide de la demande de l'économie agricole et dans la réduction non seulement relative, mais aussi absolue de la quantité des produits agricoles. Le pain dont nous disposons est d'autant plus insuffisant qu'il doit remplacer la viande, les graisses, les légumes, les fruits, le sucre qui font défaut. Pour rétablir les bêtes de trait, les animaux producteurs de lait et le menu bétail, il faudra quelques années. D'après les informations, dans certaines régions du Kazakstan, 50 p. 100 du bétail est exterminé, et une proportion

semblable dans les sovkhoses. Dans certaines régions de Sibérie, à chaque économie individuelle qui est entrée dans les kolkhoses revient 1/10 de cochon et 8/10 de vache. Il s'agit de la campagne sibérienne, qui est connue par son fort bétail producteur de lait. L'aggravation de la crise alimentaire est encore à venir. Elle se fera sentir probablement dans les semaines et les mois les plus prochains; pendant des années elle ne quittera pas l'ordre du jour.

La réduction de la quantité de produits alimentaires versés sur le marché, et la croissance rapide de leur prix se reflète dans l'abaissement du salaire réel. A la grande indignation de la *Pravda* (lacune par la faute du copiste)... l'approvisionnement des ouvriers empire. Le salaire, en différents endroits, baisse. D'après les informations des journaux, plusieurs coopératives ouvrières ont augmenté les prix de la viande et du lait jusqu'à 38 p. 100 et 30 p. 100. Le Centre coopératif a donné comme directive de baisser les prix. Mais cette directive, par suite du manque de produits, équivaut à mettre un emplâtre sur une jambe de bois.

La crise des produits alimentaires qui menace l'industrie depuis février est déjà tangible d'après les indices de l'industrie dans les grands centres comme Léninegrad. Elle menace l'industrie à un moment où cette dernière a épuisé tous les moyens possibles et admissibles pour augmenter l'intensification et la productivité du travail et l'abaissement du prix de revient et en est arrivée à un équilibre instable. Le moment le plus dangereux arrive lorsque la crise alimentaire peut réduire à néant tous les succès et les indices de l'industrie dans la première année du plan quinquennal.

Cela confirme la justesse des avertissements que l'opposition bolchévik-léniniste a faits dans sa déclaration du 4 octobre 1929, en se prononçant contre l'application — pour resserrer la discipline du travail et la rationalisation — des méthodes qui ont été rejetées par la révolution d'Octobre, celles qui consistent à rendre des décrets sur la discipline qui sont une violation directe des résolutions du Congrès du parti en 1921, sur les syndicats, à introduire la semaine ininterrompue de travail avec des avantages économiques, et ceci, non comme une mesure extraordinaire, et sans l'accord des ouvriers, l'émulation socialiste (par des méthodes semblables à celles avec lesquelles on a réalisé la collectivisation intégrale à la campagne), à abaisser le tarif du travail aux pièces, à augmenter la norme de production, à dépersonnaliser de plus en plus les syndicats et à réduire le nombre des chômeurs qui touchent une allocation.

LA DIMINUTION DES DROITS ET L'AGGRAVATION DE LA SITUATION MATERIELLE DE LA CLASSE OUVRIERE

Tout cela amène, après une hausse temporaire des forces productives, à leur affaissement. Au lieu du chiffre de 400 millions de roubles officiellement prévus, que devait rapporter la réduction des prix de revient pour le premier trimestre de 1930, on a obtenu seulement 180 millions. Autrement dit, la tâche est accomplie seulement à 45 p. 100. Pendant les deux mois (janvier et février), du deuxième trimestre, « dans le mouvement des prix de revient il n'y a pas d'abaissement notable » (*Pravda*). Probablement il y a une aggravation si l'on juge d'après les chiffres de l'industrie métallurgique d'Ukraine.

Au lieu de l'abaissement du prix de revient prévu de 11,35 p. 100, il est tombé seulement à 2,76 p. 100, le plan est accompli à 20 p. 100. Il faut indiquer que la classe ouvrière, placée dans des conditions difficiles, a donné la *tension maxima de ses forces*. En février, par comparaison avec janvier, le salaire individuel journalier a augmenté seulement de 1,8 p. 100 et la productivité du travail de 4,7 p. 100. La tâche pour l'augmentation de la production pendant les cinq premiers mois de la deuxième année de l'exécution du plan quinquennal, dans l'industrie légère, est accomplie entièrement, et dans l'industrie lourde, à 34,7 p. 100 au lieu des 40,7 p. 100 prévus, avec une extension de la semaine ininterrompue de travail à 54 p. 100 des ouvriers. Selon les remarques des journaux eux-mêmes « la mauvaise qualité permet une production plus abondante ». Pendant janvier-février, de nouveaux termes sont entrés dans la circulation pour caractériser la baisse de la qualité, par exemple la « peste du verre ». Jusqu'à quel point les bilans des quantités sont gonflés on peut en juger d'après le fait le fait suivant, officiellement enregistré: la production de galoches qui, en 1928, était de 48 p. 100 plus élevée qu'en 1913 (41,5 millions de paires au lieu de 28 millions de paires). Or, la production réelle n'atteint plus que 74 p. 100 de celle d'avant-guerre, si l'on tient compte de la baisse de la qualité (*l'Observation économique*, octobre 1929). Comme pour préparer à la non-exécution du plan pour les investissements de fond, la *Pravda*, en liaison avec les rapports pour l'industrie des mois écoulés, écrit: « Il existe un danger très inquiétant que dans la lutte pour accomplir les tâches assignées on ne fasse pas suffisamment attention à la préparation du développement ultérieur de la production. »

Pour le premier trimestre de la deuxième année de l'exécution du plan quinquennal, on a publié dans notre presse une série de

communications témoignant de l'accentuation des mauvais rapports dans les usines entre la direction de l'usine et les ouvriers (le sabotage, quelques actes terroristes isolés, grèves au ralenti). Durant ces derniers temps on ne voit plus de communications de ce genre. Faut-il de là conclure que les causes génératrices de ces faits sont éliminées, ou qu'on ne les communique pas pour ne pas faire de taches sombres sur le tableau de la félicité générale? Là-dessus, seuls ceux qui connaissent la vie intérieure de notre industrie peuvent répondre.

Il faut attirer l'attention sur la campagne des contrats collectifs de cette année. Elle s'est réduite à une pure formalité par l'introduction du plan de l'industrie et des finances dans les contrats collectifs. Nous devons prêter attention à la situation exceptionnelle des ouvriers dans les sovkhozes. Ce sont les éléments les plus abandonnés. L'enquête de l'Inspection ouvrière et paysanne du bas-Volga au sovkhoze « Ortzvod » montre que dans cette région se créent des rapports qui rappellent plutôt les domaines seigneuriaux qu'un sovkhoze. « Les ouvriers disent justement: « Nous sommes des ouvriers des pomiestchiks. » (*Pravda* du 28 mars.)

Parallèlement à la hausse des prix des produits croissent les impôts indirects. Le budget de cette année prévoit une nouvelle augmentation des accises sur le tabac, les allumettes, le sucre, la confection, la vodka, la bière, etc... L'augmentation de la part des ouvriers dans la souscription aux emprunts d'Etat avec interdiction de revendre leurs parts pendant cinq ans, agit dans le même sens. L'augmentation des dons « bénévoles » pour la construction des kolkhozes, a seulement abouti à passer en plusieurs endroits de la semaine de cinq jours à celle de six jours, et dans l'Oural, certaines usines sont passées de la journée de 8 heures à la journée de 10 heures. Ces violations de la loi sont probablement devenues tellement fréquentes que le Commissariat au Travail a édité une circulaire spéciale les annulant.

La découverte des abcès scandaleux dans toutes les villes de l'Union et dans tous les domaines des appareils économiques, administratifs et sociaux — d'une part, et le plan quinquennal d'autre part, ont posé d'une manière aiguë la question des cadres du socialisme. Cette question prend maintenant un caractère encore plus aigu après la faillite scandaleuse de la collectivisation intégrale... Mais la question des cadres est mal posée dans notre presse. La direction du parti la pose dans son aspect statistique formel, ou l'envisage au point de vue de sa mécanique bureaucratique intérieure — de la commodité de gouverner. La soi-disante science communiste se métamorphosant en servante des fonctionnaires du parti, pose la même question abstraitement, métaphysiquement, par exemple de la façon suivante: « Quelle quantité de vitamines faut-il absorber pour être bon fonctionnaire? » Le côté le plus important

de la question, celui des cadres, et par conséquent, celui de l'appareil, qui est recruté parmi eux, est absolument ignoré. On comprend pourquoi: autrement on serait obligé de constater cette vérité élémentaire que la question des cadres est liée indissolublement avec la question du contrôle politique des masses, de leur niveau politique, de la démocratie ouvrière dans le parti.

Dans notre déclaration du 4 novembre, nous avons écrit que le désordre économique, le débrouillage, l'imbécillité bureaucratique, la sottise et l'arbitraire, est un côté de la médaille — dont l'autre est — l'humilité, l'abattement, la privation de droits des masses travailleuses. De même que les ouvriers du sovkhoez « Ovtsevod » ont dit: « Nous sommes des ouvriers des pomiestchiks (seigneurs) »; les ouvriers des fabriques de Oriekhovo-Zouevo ont dit: « Nous devons entrer dans les kolkhozes, autrement on nous chassera de la fabrique. » (*Pravda*).

Quand les paysans moyens et pauvres, dans les pays où s'est produit une gigantesque révolution, disent: « Le pouvoir le veut ainsi, on ne peut pas aller contre le pouvoir » (*Pravda*), cela montre un état des masses infiniment plus dangereux que le vol et la violence des fonctionnaires. Les thermidor et les brumaire font irruption par le portail de l'indifférence politique des masses. Nous avons toujours misé sur l'initiative révolutionnaire des masses et non sur l'appareil. Aussi, nous ne croyons pas à la soi-disante bureaucratie éclairée comme nos prédécesseurs révolutionnaires bourgeois de la fin du dix-huitième siècle n'ont pas cru au soi-disant « despotisme éclairé ».

Toute la sagesse politique de la direction centriste et centre-droite consiste dans l'étouffement dans les masses du sentiment de l'indépendance politique, du sentiment de la dignité humaine et de la fierté humaine, et à encourager et organiser l'absolutisme de l'appareil. C'est à l'encouragement de ce dernier qu'a servi et sert toute l'ingéniosité (peu ordinaire) de la direction centriste et surtout du secrétaire général (Staline). La force de la direction du parti est dans l'appareil du parti, mais c'est aussi en lui que réside sa faiblesse. Le même fonctionnaire qui cherche dans les yeux de son « patron » de parti à deviner ses désirs, entraîne ce même « patron » dans une direction que celui-ci n'a pas choisie. Le fonctionnaire communique par télégraphe qu'il a déjà collectivisé 4.146 chevaux; pratiquement il se découvre qu'il n'en a pas collectivisé un seul. Mais le C. C. en se gonflant de ces données fictives déclare « le dépassement de la collectivisation partielle en collectivisation intégrale ». Le fonctionnaire à son tour, est bridé par le koulak. Le mot d'ordre du koulak était: « Entrez tous dans les kolkhoz pour les faire sauter de l'intérieur. » Quand le fonctionnaire a forcé le paysan moyen à s'inscrire dans le kolkhoz, il a agi à « l'instigation directe du koulak », comme l'affirme maintenant la presse offi-

cielle. Dans la mesure où la direction est elle-même dirigée par les fonctionnaires, elle agissait sans le vouloir, sous l'influence indirecte du koulak.

Le secrétaire, le président du soviet local, le rassembleur du blé, le coopérateur, les membres des sovkhozes, les directeurs d'entreprises du parti et sans parti, les spécialistes, les contremaîtres qui, en avançant sur la ligne de moindre résistance, établissent dans notre industrie un système de pressuration et de despotisme à l'usine — voilà le pouvoir réel dans la période de la dictature prolétarienne que nous vivons! Cette étape peut être caractérisée comme la domination et la lutte intérieure des intérêts corporatifs de différentes catégories de la bureaucratie.

D'état prolétarien à déformations bureaucratiques — comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat — nous nous développons en un Etat bureaucratique à survivances prolétariennes communistes.

Devant nos yeux s'est formée et se forme une grande classe de gouvernants qui a ses subdivisions intérieures croissantes, qui se multiplie par la voie de cooptation intéressée, par la nomination directe et indirecte (avancement bureaucratique, système électoral fictif). Comme base d'appui de cette classe originale, se trouve une sorte, originale aussi, de propriété privée, à savoir la possession du pouvoir d'Etat. La bureaucratie « possède l'Etat en propriété privée », écrivait Marx (*Critique du droit de Hegel*).

Il fallait une brouille entre les bureaucrates du parti et ceux des syndicats, pour que les lecteurs du journal *Troud* puissent apprendre que le budget des syndicats est de 400 millions de roubles, dont 80 millions vont aux traitements du personnel. Combien va-t-il au traitement des appareils du parti, des coopératives, kolkhozes, sovkhozes, industries, administration, avec toutes leurs ramifications? Nous n'avons aucune donnée précise à ce sujet, et même pas de données approximatives.

Quelle tentation présente pour la bureaucratie la collectivisation intégrale et le rythme accéléré de l'industrialisation, il n'est pas difficile de le deviner. Elle élargirait l'armée des bureaucrates, augmenterait sa part dans le revenu national, et renforcerait son pouvoir sur les masses.

La direction centriste s'attribue des mérites spéciaux dans la politique nationale. C'est une légende. Le meilleur démenti consiste dans ce fait que jusqu'à maintenant on tient caché au parti les articles de Lénine sur la question nationale écrits au commencement de 1922. C'est parce qu'ils constituent une critique des idées sur la questions nationale des gens qui sont justement maintenant à la tête du parti. La vérité est que la création de l'Union soviétique et sa constitution ont été conquises dans une lutte tenace contre les centristes et les droitiers qui ont mis en avant l'autonomisation des

républiques soviétiques indépendantes et leur inclusion dans les frontières de la R. S. F. S. R.

A part quelques décisions tactiques justes, par exemple la formation de la république indépendante du Tadjikistan — *la ligne stratégique de la direction du parti dans la question nationale reste la même ancienne ligne, opportuniste, celle de la « toute-puissance », qui se couvre sous des phrases gauches.* Elle se caractérise par la dépersonnalisation des républiques nationales, leur privation d'indépendance, d'initiative, par le renforcement du centralisme bureaucratique, l'éducation d'un type de bureaucrate national qui sautera d'une position communiste à une position triplement nationaliste avec facilité. La bureaucratie envisage la question nationale comme toutes les autres questions, du point de vue de la commodité de gouverner et de diriger.

Nous estimons fausse la politique extérieure de la direction centriste, à part quelques opérations tactiques justes, mais isolées comme la conduite dans le conflit avec les réactionnaires chinois. Le manque de prévoyance, l'absence de plan et d'initiative et d'activité, en même temps que l'absence de liaison avec la politique intérieure, le choix dû au hasard des hommes du Commissariat aux Affaires étrangères et du Commissariat du Commerce extérieur, sont des éléments caractéristiques de la politique extérieure de la direction du parti. Chaque membre du parti se rend compte que l'écroulement de la collectivisation intégrale et de la campagne antireligieuse constituent une victoire non seulement pour la contre-révolution intérieure, mais aussi internationale.

On provoque artificiellement des scissions à l'intérieur du parti et on évince des hommes qui sont en état de s'opposer à la direction centriste (envoi de l'opposition en exil, isolateurs, expulsion de L. D. Trotsky).

Toute la politique du parti de la direction centriste, de même que sa politique vacillante et lamentable dans sa politique économique, contribue à isoler l'Union soviétique, à la baisse de son autorité et de son influence. Il faut décidément repousser la théorie absurde, selon laquelle les « succès » de la construction socialiste ont non seulement tourné la tête aux fonctionnaires du parti, mais aussi déchaîné les impérialistes. La contre-révolution bourgeoise utilise contre nous toutes sortes d'arguments, y compris les grandes vantardises sans mesure de la direction du parti. Mais la pratique de la contre-révolution se détermine non par des perspectives de divination, mais par les faits. Le tableau de notre décomposition renforce les appétits impérialistes, réveillés par sa crise économique aigue.

Le transfert dans l'I. C. de l'opportunisme centriste, avec les exagérations à droite et à gauche qui lui sont inhérentes, avec ses méthodes bureaucratiques de direction, devait inévitablement

amener une décomposition de l'Internationale communiste, l'accentuation de la baisse de son influence sur la classe ouvrière.

La quantité des Jeunesses dans les sections étrangères de l'Internationale communiste des jeunes est tombée, pour l'année du 1^{er} août 1928 jusqu'en octobre 1929 de 20 p. 100. A la fin de l'année passée, selon les données officielles qui sont indubitablement plus élevées qu'en réalité, dans tous les pays (excepté l'U. R. S. S.), il n'y a seulement que 83.063 membres, tandis que dans une seule organisation réformiste de jeunesse, dans les entreprises métallurgiques de Wendel, il y en a 80.000 (plenum du C. E. de la Jeunesse *Revue de l' I. C.*, 13 novembre(1)). Un des secrétaires de l' I. C. J. a répondu au rapporteur de l' I. C. qui a communiqué les chiffres désolants indiqués plus haut: « Dans l' I. C., c'est la même chose. » En effet, nous avons appris par le compte-rendu de la dernière conférence du parti à Paris, que les effectifs du parti et des jeunesses dépassent à peine 35.000, et que le parti et la jeunesse ont perdu pendant une année et demie, un tiers de leurs adhérents. Les méthodes de la collectivisation intégrale à délai fixe, transportées dans l' I. C., la préparation de la révolution transformée en exercices oratoires sur le « passage à une étape supérieure », l'application du système des programmes-calendriers, des actions révolutionnaires sur commande, célèbre à l'époque du syndicalisme révolutionnaire, tout cela discrédite l' I. C. en donnant en même temps aux gouvernements bourgeois le prétexte pour renforcer la répression contre la classe ouvrière. Tels sont les résultats de l'idéologie opportuniste et des méthodes bureaucratiques dans tous les domaines où s'étendent l'influence et la direction de notre parti.

Le tournant dans la politique du parti, qui a trouvé son expression dans les résolutions de la 16^e Conférence, n'a été que verbal et superficiel. A toute cette période de la politique centriste peut s'appliquer l'appréciation faite sur la croissance de la production industrielle: « l'avalissement de la qualité détruit les succès acquis en quantité ». Mais la qualité ne peut pas, à certains moments, ne pas se refléter sur la quantité. Avec la faillite de la collectivisation intégrale commence toute une série de baisses importantes de la quantité.

Le développement ultérieur des événements dépend des rapports de forces qui se formeront dans le parti et dans le pays. Ces deux facteurs agissent indépendamment l'un de l'autre, bien qu'il y ait entre eux un certain rapport de réciprocité. La partie de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et des masses tra-

1) Ce chiffre pris dans la *Revue de l' I. C.* est manifestement faux, ce qui n'infirme cependant en rien la pensée de l'auteur.

vaillieuses, doit surmonter l'élément petit-bourgeois et diriger la lutte des masses dans la voie de la dictature prolétarienne.

Quels rapports se formeront dans la période prochaine entre les droitiers et les centristes? En empêchant la discussion ouverte autour du danger de droite dans le parti et dans le pays, les centristes ne se protègent pas seulement eux-mêmes, mais ils protègent aussi les droitiers. Ils portent ensemble la même responsabilité de la politique de l'appareil pour toute une période. Leurs divergences n'étaient pas profondes. Ce sont deux aspects de la même ligne de l'appareil. Mais le nouveau bloc, *ce bloc de la retraite*, s'il se réalisait, ne tiendrait pas longtemps. Avec la croissance du déséquilibre de la situation, le pouvoir passerait dans les mains des éléments de plus en plus à droite. Cela signifierait le passage au crible graduellement de la direction actuelle.

Toute l'attention de la direction centriste durant la dernière année est concentrée sur la destruction de l'opposition (bolcheviks-léninistes). Dans ce but, tous les moyens que possède l'Etat ont été mis en œuvre: la violence, la calomnie, la corruption. L'expulsion de L. D. Trotsky, le chef le plus populaire et le plus aimé après Lénine du prolétariat, fut le couronnement de cette politique qui fraye un chemin aux éléments petits-bourgeois.

Une partie de l'opposition a vacillé. Les uns chez lesquels la mesquinerie et la dégénérescence bureaucratique a tué l'esprit révolutionnaire de classe, les autres en s'assujettissant aux mots d'ordre trompeurs des centristes sur l'industrialisation et la collectivisation, ont abjuré indignement leurs idées communistes. Par cela même, ils ont perdu tous droits à la moindre confiance de la part du parti et de la classe ouvrière. Aucune persécution et aucune séduction ne peuvent empêcher les oppositionnels qui restent fidèles aux idées léninistes, d'accomplir leur devoir envers le parti et la révolution.

Dans sa déclaration faite devant le C. C. et devant la C. C. C. du 4 octobre 1929, l'opposition des bolcheviks-léninistes a indiqué la nécessité d'une unification de toutes les forces communistes et révolutionnaires autour du plan quinquennal dans l'industrialisation, pour la lutte contre le capitalisme agraire et les droitiers. Une telle unification, comprenant aussi les Décistes, sur la base d'une reconnaissance d'un parti monolithique, est encore plus indispensable maintenant que la nécessité d'opposer les rangs prolétariens solides au thermidor qui s'avance est plus urgente que jamais. Dans la mesure cependant où la réalisation du mot d'ordre d'unification de toutes les forces communistes signifie la fin de la période du monopole politique du centrisme, la bureaucratie centriste luttera contre lui avec le même acharnement que dans le passé. *Le mot d'ordre de l'unification de tous les communistes révo-*

lutionnaires peut être réalisé seulement par la masse du parti dans la lutte contre la bureaucratie centriste.

Quels sont les rapports des classes dans le pays? La situation politique se caractérise par la méfiance de la part du parti — complètement méritée — envers sa direction, et la croissance de la méfiance de la classe ouvrière, et la paysannerie pauvre et moyenne envers le parti et la dictature prolétarienne, non méritée. La direction s'est discréditée en manifestant avec une évidence frappante le caractère sans principe de sa politique qui changeait plusieurs fois pendant quelques semaines (par exemple: résolution du Comité du parti de Moscou sur l'abolition de la N. E. P., qui était elle-même abolie après quelques semaines, parce que, nous apprend-on ensuite, c'était une erreur du... copiste). Aux yeux des masses ouvrières, la direction du parti a discrédité le parti et les syndicats. Ni le premier, ni les seconds n'ont pu donner au prolétariat une défense contre les bureaucrates. Au contraire, le parti et les syndicats semblaient appuyer les bureaucrates contre les ouvriers.

La paysannerie pauvre a traité avec grande méfiance la collectivisation intégrale. Les faits en témoignent. Elle a vu en la collectivisation, d'une part une privation des privilèges que lui donnaient les exemptions d'impôts dont elle bénéficiait jusque-là, d'autre part le danger d'être soumise aux paysans moyens et aux koulaks, qui s'introduisaient dans les kolkhoz. (Les faits témoignent de ce que, même dans les communes, on fait son jeu sur le paysan propriétaire.) Les soi-disant groupes de paysans pauvres — sont une fiction analogue à celles que sont pour les ouvriers l'auto-critique, l'épuration du parti, le patronage et d'autres maigres succédanés bureaucratiques de la démocratie dans le parti et l'appareil soviétique.

Les *ouvriers agricoles*, bon gré mal gré, devaient entrer dans les kolkhoz, car, pour eux, il n'y avait pas d'autre issue. Un rôle spécial sera joué dans la période à venir par le *paysan moyen*. Il devient de nouveau la figure centrale de la lutte des classes. L'amour des centristes (et des droitiers) pour la paysannerie moyenne était une pure démagogie, un moyen de faire la chasse aux oppositionnels bolcheviks-léninistes. En effet, les centristes et les droitiers ont donné à la paysannerie moyenne un appareil dont la bouche profère plus de menaces que de paroles, menaces qui influencent par la violence et l'arbitraire et à propos duquel Lénine disait qu'il humilie les citoyens soviétiques qui sont obligés d'être en contact avec lui.

Dans la collectivisation intégrale, le paysan moyen a vu avant tout un moyen pour lui extorquer le pain et les autres produits et de combler de bienveillance la paysannerie pauvre avec l'aide de son matériel vivant et mort (outils, bétail, etc...). Au lieu de

l'exemple dont parlait Lénine et dont parle le programme de notre parti, — l'exemple vivant qui devait convaincre et persuader le paysan moyen de l'avantage des kolkhozes, — on lui offre une souricière. A une collectivisation de cette sorte, il a répondu par ses procédés habituels: la grève active et passive, ou l'entrée dans le kolkhoz, afin de le faire sauter de l'intérieur par le désarmement technique (destruction du bétail, etc...).

La tâche politique qui est maintenant placée devant le parti, consiste à *rétablir la confiance* dont l'absence facilite le travail des forces thermidorienues souterraines. Aucune lutte sérieuse avec le capitalisme, qui avance n'est imaginable si préalablement on n'a pas renforcé les principales positions du parti, du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

Théoriquement, ce problème se résoud relativement facilement en tant qu'il s'agit de la classe ouvrière et des journaliers agricoles. L'affaire est plus difficile avec le paysan moyen. Se satisfera-t-il du rétablissement de la N. E. P. et de la légalité révolutionnaire, ou demandera-t-il la néo-Nep et des revendications supplémentaires, incompatibles avec l'existence de la dictature du prolétariat? Comment satisfaire la paysannerie moyenne sans cesser la lutte avec le koulak? C'est déjà la question qui peut se résoudre avec clarté dans la pratique. Nous pouvons avec précision affirmer seulement que l'établissement de la démocratie dans le parti et dans les institutions soviétiques et l'Union de la paysannerie pauvre contre laquelle se révolte la bureaucratie — est le moyen grâce auquel on peut retenir les revendications de la paysannerie moyenne dans les limites compatibles avec les bases de la dictature prolétarienne. La démocratie dans le parti, ainsi que la démocratie soviétique à la campagne, sera le rétablissement d'un régime libre au sein du parti, la paysannerie moyenne ne croira pas que la légalité révolutionnaire est véritablement rétablie.

La période des paroles politiquement trompeuses est dépassé. Seule une politique communiste honnête et consciencieuse peut sauver la dictature prolétarienne. Le 16^e Congrès du parti prend une importance exclusivement grave. Il est plus vraisemblable cependant, que la direction centriste tâchera de faire de lui le plus insignifiant des Congrès. Bien que le Congrès soit déjà sur le seuil, on ne fait même pas allusion à la nécessité d'une discussion dans le parti. Le parti ne peut pas admettre un tel mépris de ses droits. Il ne doit pas l'admettre, surtout dans un moment aussi critique.

Le monde entier a vu la bureaucratie centre-droite à l'œuvre. Les résultats sont là. Chaque membre du parti le voit autour de lui. Nous exigeons une libre discussion du parti et de libres élections au Congrès. Toutes les nuances de l'opposition qui reconnaissent les principes du parti *uni* et la voie de la *réforme* doivent participer dans la discussion et dans les élections.

Nous exigeons la libération des oppositionnels détenus et le retrait de l'application de l'article 58. Nous exigeons le rappel de L. D. Trotsky de l'exil et sa réintégration dans le parti.

Nous exigeons que le C. C. édite les documents existants de l'opposition de la période 1927-1930, et aussi les articles de Lénine sur la question nationale, ainsi que son testament politique. Ces demandes sont seulement préliminaires. La question de la démocratie du parti et ouvrière doit être posée dans toute son ampleur devant le Congrès lui-même.

Sans la démocratie du parti et ouvrière, toutes les corrections se transformeront inévitablement en déformations. Seul le contrôle révolutionnaire des masses est en état de subordonner l'appareil aux intérêts des masses. Nous estimons indispensable la réorganisation du C. C. et de la C. C. C. et la restitution au Congrès et au parti, des droits qui leur ont été arrachés formellement et transmis effectivement au C. C. et à la C. C. C.

Nous considérons comme indispensable de supprimer le poste de secrétaire général et de réduire le rôle de secrétaire du parti à l'exécution des fonctions techniques, avec la transmission des fonctions politiques au Bureau politique tout entier.

Nous estimons indispensable le changement de la méthode actuelle de répartition des membres du parti au travail.

Nous exigeons la réorganisation complète du Bureau d'organisation, qui est aujourd'hui le soutien principal de la dictature de l'appareil.

Nous exigeons l'extension à toutes les organisations élues du parti, du système existant aux élections du C. C. et de la C. C. C., c'est-à-dire le vote secret.

Nous exigeons une réduction considérable de l'appareil du parti, ainsi que des autres — syndicats, coopératives Etat — pour destiner les ressources ainsi économisées, à des investissements supplémentaires dans les constructions de sovkhozes et kholkozes, et à des investissements de base de l'industrie.

Nous répétons notre demande du 4 octobre de l'an passé : l'ajustement, sur toutes les faces, du plan quinquennal, en ce qui concerne ses parties intérieures et en ce qui concerne les besoins de la classe ouvrière, la révision des contrats collectifs dans le sens de l'amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière, l'examen consciencieux des résultats de la semaine ininterrompue de travail, qui doit être considérée comme une mesure temporaire *exceptionnelle*, admissible seulement avec l'accord des ouvriers, établissement d'une liaison entre le salaire nominal et la croissance du budget, le rétablissement de la véritable activité des syndicats.

La politique du parti à la campagne: abolition formelle de la collectivisation intégrale, arrêt de la dékoulakisation en masse et de l'expulsion des koulaks des campagnes, en exceptant des cas

isolés prévus par la loi, mais sans faire revenir dans les anciennes localités les koulaks déjà expulsés.

Une attention exceptionnelle de l'Etat envers les mouvements des kolkhozes en lui apportant l'aide financière et technique nécessaire. Création des Unions de paysans pauvres. Cette mesure est indispensable pour créer une base politique au mouvement des kolkhozes et comme appui politique à toute notre activité culturelle et sociale à la campagne (1).

Devant le parti se pose la question de résoudre le problème de l'approvisionnement du pays en produits alimentaires et matières agricoles, par la voie du renforcement de la construction des sovkhoses, en conservant le rythme de développement de l'industrie.

C'est une tâche indubitablement lourde, mais cette tâche se transforme en une tâche pratique, même technique, si les prémisses politiques de sa résolution sont créées.

Nous ne proposons au parti aucun programme nouveau, nous luttons seulement pour le rétablissement de l'ancien programme vérifié dans de durs combats et dans des victoires glorieuses, et de la ligne tactique du parti communiste bolchevik.

Avril 1930.

Ch. RAKOVSKY,
V. KOSSIOR,
N. MOURALOV,
V. KASPAROVA.

1) La direction centrisme qui n'admet pas les Unions de paysans pauvres dans une partie des territoires de l'U. R. S. S., est obligée de les admettre en Ukraine, et de faire reposer sur eux tout le travail de la collectivisation. Les Comités de paysans pauvres en Ukraine se sont conservés parce qu'ils ont su se défendre, et n'ont pas permis à la politique de liquidation des années 1924-1925, d'aller plus loin que de les métamorphoser d'organisations d'un type demi-forcées, en organisations d'un type libre.

LETTRE D'U.R.S.S.

Sur la déclaration d'avril

La lettre ci-dessous, adressée par des camarades déportés à Rakovsky, a été publiée dans le n° 15-16 du Bulletin de l'opposition russe.

Cher Christian Guéorgiévitche,

Malgré nous, ce n'est que maintenant, au commencement de juin, que nous pouvons nous prononcer sur la déclaration adressée le 12/4 par vous, Mouralov, Kasparova et Kassior « Au C.C., à la C.C.C. et à tous les membres du P.C.R. ».

Nous sommes d'avis que la déclaration présente dans l'essentiel une juste critique de la politique centrisme, une appréciation des rapports réciproques des forces de classe du pays, qu'elle propose des mots d'ordre justes à présenter devant le parti et la classe ouvrière.

En même temps nous estimons que la déclaration contient une série de thèses incorrectes, avec lesquelles nous ne pouvons pas nous solidariser.

L'inconvénient de notre « retard » (dans la connaissance de la déclaration) est compensée par le fait que nous avons à notre disposition les résolutions de quelques autres « colonies » sur votre déclaration. Dans ce qui suit nous nous permettrons, en éclairant notre point de vue, d'user aussi de ces résolutions.

L'APPRECIATION DU MOMENT

Nous admettons que la situation actuelle est l'état « d'une crise politique et économique, dont les conséquences se déclareront dans l'avenir prochain », mais nous croyons injuste d'attribuer cette crise à la seule politique « de la collectivisation intégrale et à son effondrement triste et tumultueux ». Nous n'avons qu'à rappeler le fait que bien avant que la collectivisation intégrale eût lieu, l'opposition bolchévik-léniniste avait signalé le début de crise de la révolution, que bien avant l'application de la liquidation des kou-

laks, nous avions prévu l'approche d'une crise économique. Bien plus, dans nos documents nous avons refusé de donner des recettes garanties pour éviter la crise, et nous avons seulement insisté sur un système de mesures, sur une ligne politique capable de renforcer au maximum notre système politique et économique, afin que nous ne périssions pas avec le développement de la crise.

Le règne du centrisme et sa ligne générale brisée ont produit des résultats bien contraires — la crise politique et économique se développe à un rythme accéléré, elle prend une acuité exceptionnelle, en même temps que la stabilité du système politique et économique du pays est garantie au minimum. Par là même une issue de la crise est plus problématique qu'elle ne pourrait être dans d'autres conditions.

LA CARACTERISTIQUE DU PARTI

Mais de quelque façon que l'on apprécie les causes de la crise politique et économique, il est indubitable que la crise et ses conséquences politiques et économiques serviront de pierre de touche pour éprouver les forces et les organisations principales de la révolution prolétarienne. Il suffit de dire que l'approche du combat général suffisait à lui seul à déshabiller de nombreuses autorités futiles et des constructions théoriques prétentieuses. Alors qu'arrivera-t-il lorsque nous entrerons dans la lutte décisive? Bien des symptômes de l'opportunisme social-démocrate allemand existaient avant la guerre de 1914, mais seul le mois d'Août 1914 décida définitivement de cette question. Que «durant une étape entière le P. C. R. poursuit une politique opportuniste» (résolution de R..... P.....) — c'est indubitable, aussi bien que «la direction du P. C. R. avait liquidé au fond le parti (il serait mieux de dire qu'elle le liquide — les N-skiens) l'ayant éloigné de l'élaboration de la ligne du parti, dans toutes les questions qui regardent la vie politique et économique, et de la délibération de la ligne générale». Mais cela se passait dans les conditions d'une vie relativement pacifique et calme. Quelle sera l'attitude du parti dans les luttes à venir, quel courant l'emportera : le courant conséquemment révolutionnaire? l'opportunisme manifeste ou caché? on ne saurait pas le dire avec une certitude absolue. C'est pour cela même que la lutte se poursuit. Dans cette lutte beaucoup dépendra de notre propre attitude, de la force de notre influence sur le noyau ouvrier du parti, de notre activité dans la voie de l'organisation de la presse de la classe ouvrière dans le parti, et son noyau ouvrier. Tel était notre point de départ, en caractérisant le parti comme parti prolétarien, en nous regardant, nous, comme la représentation révolutionnaire du parti. Y a-t-il maintenant des nouvelles raisons quelconques de retirer cette thèse, comme le font les camarades de N....., R....., S....., ou pour passer sous silence notre caractéristique du parti? Ce que vous reprochent avec raison leurs résolutions. Nous croyons qu'il n'y a pas de telles raisons. Il est vrai que votre déclaration, grâce à cette forme d'abstention, se soustrait aux contradictions apparentes qu'accusent, les résolutions

de la colonie P... Mais s'il est vrai, comme l'écrivent les camarades, que dans des lettres qui nous sont inconnues, vous défendez la même position qu'eux, ce n'est qu'une évasion imaginaire des contradictions. Si le parti, le principal instrument de la révolution, est liquidé, s'il est un parti opportuniste, comment dans ce cas se peut-il que l'Etat reste toujours un Etat prolétarien, et comment peut-on se poser des tâches réformistes à son égard? C'est là une « dialectique » entièrement transcendente. Quant à nous, nous maintenons toujours notre vieille appréciation du parti et de ses groupements intérieurs.

L'APPRECIATION DE L'ETAT

Que le pouvoir réel de notre Etat est entre les mains de la bureaucratie, nous n'en doutons pas. Dans ses documents L. D. Trotsky nous a tracé le processus de sa formation : comment elle s'était isolée de la classe ouvrière pour devenir son dominateur. Lorsque vous citez votre propre déclaration précédente, vous y parlez « d'une caste isolée qui gouverne ». Actuellement cela ne vous suffit pas. Vous allez plus loin, vous écrivez : « Devant nos yeux s'est formée et se forme une grande classe de gouvernants, qui a ses propres groupements intérieurs, qui se multiplie par la voie de cooptation préméditée à travers la nomination directe et indirecte (promotion bureaucratique et système électoral fictif). Comme base de cette classe originale il y a une sorte, originale aussi, de propriété privée, c'est-à-dire la possession du pouvoir d'Etat : « La bureaucratie possède l'Etat en propriété privée », écrit Marx (*Critique du droit civil de Hegel*).

Jusqu'au moment où la bureaucratie a été considérée comme étant un groupe, une caste, sa domination, si despotique qu'elle fût, n'était pas à l'Etat son caractère prolétarien, de même que le règne despotique de Louis Bonaparte n'annule pas le caractère petit-bourgeois du Second Empire. Mais dès le moment où la bureaucratie est devenue une classe — or vous écrivez qu'elle l'est devenue — l'Etat soviétique s'est tout d'un coup dépouillé de ses habits prolétariens, d'autant que la domination d'une classe n'admet pas celle d'une autre classe. Il faut choisir (qui choisit prend le pire. Note du traducteur) : ou bien la bureaucratie gouvernante est une classe; cela signifie que la dictature prolétarienne n'existe plus. Ou bien elle n'est qu'un groupe, une caste; dans ce cas, en dépit de la domination de la bureaucratie, l'Etat conserve son caractère prolétarien. Nous croyons que vous traitez Marx trop à la lettre. La bureaucratie n'est pas engendrée par l'Etat soviétique, elle se développe de pair avec la croissance et la centralisation des Etats bourgeois. Partout ce groupe-caste se multiplie par cooptation parmi les classes dominantes, souvent aussi parmi les classes hostiles aux classes dominantes (par comparaison avec les Etats bourgeois, nous avons chez nous une différence de quantité et non pas de qualité), partout la bureaucratie possède le pouvoir d'Etat en propriété privée. Cependant Marx, que nous sachions, n'a jamais

qualifié de classe la bureaucratie, ni dans le sens large, par inexactitude terminologique, qui ne se rencontre que rarement dans ses travaux historiques, ni dans le sens étroit, lorsqu'il analyse abstraitement le système social. Inutile de dire que la part importante de la bureaucratie dans l'appropriation du revenu national, qu'elle aille même en croissant, aussi bien que son rôle d'organisateur du processus de production, ne sont pas les étapes constructives qui la constituent en classe, parce qu'une classe n'est pas une catégorie par rapport à la répartition, mais à celle de la production en liaison avec la possession des moyens de production. Que l'on tienne même compte du correctif du camarade Ch.... qui défend cette conception dans le sens qu'il s'agit du processus de « devenir », c'est-à-dire que la bureaucratie est en train de se former en classe, même dans ce cas les objections que nous soulevons ne perdent pas de leur valeur. *Nous sommes d'avis que la bureaucratie n'est pas une classe, et elle ne le deviendra jamais.* Nous estimons que la bureaucratie, la couche dirigeante de la société, va dégénérer, qu'elle est le germe d'une classe qui ne sera point une classe de bureaucratie jusqu'ici inconnue, dont l'apparition signifierait que la classe ouvrière s'est transformée en quelque autre classe opprimée. La bureaucratie est le germe d'une classe capitaliste, dominant l'Etat et possédant collectivement les moyens de production. En 1845 Marx écrivait : « Ce développement des forces productives est la prémisses absolument indispensable (pour le socialisme), parce qu'autrement la misère ne fait que se généraliser. Or avec la misère la lutte pour les objets nécessaires va recommencer et avec elle toutes les anciennes vilenies se ranimeront ». (*Archives Marx-Engels*, t. I, p. 223). « Les anciennes vilenies » ressusciteront nécessairement sous la forme de dégénérescence de la dictature prolétarienne en dictature petite-bourgeoise, ou bien en ordre capitaliste, ou bien encore sous forme de quelque capitalisme d'Etat original, ce qui, plus qu'une dictature petite-bourgeoise ou un capitalisme normal, correspondrait à la mission de grande puissance de l'Etat russe, étant donné que cette reconstitution se produirait dans les conditions de l'expansion impérialiste de l'époque du capitalisme expirant. A quel point cette dernière variante de dégénérescence-revirement est réelle, ce n'est pas de cela que nous parlons à l'heure actuelle. Mais si cela arrive, ce serait une erreur politique des plus grandes de le voiler par la théorie toute nouvelle sur le bureaucratisme gouvernemental. Il ne s'agit pas d'une discussion terminologique à propos des définitions académiques. Par rapport au capitalisme d'Etat, quelle que soit son origine et sa forme extérieure, le programme, la stratégie, la tactique du parti révolutionnaire prolétarien ont été élaborés pendant des dizaines d'années de lutte, tant pour les périodes de retraite que pour celles d'attaque et d'assaut. La nouvelle théorie qui est, à notre avis, profondément fautive, sera capable de servir à abriter notre opportunisme intérieur, juste au moment où une pleine clarté sera nécessaire dans le passage de la réforme à la révolution. On tentera d'adapter à ce nouveau « phénomène » l'op-

position actuelle en tant de demi ou quart de réformisme, tandis qu'une réforme signifiera la trahison du mouvement prolétarien.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LE MOUVEMENT OUVRIER MONDIAL

Sur cette question de grande importance la déclaration se borne à indiquer que l'influence de l'I. C. tombe à un rythme croissant, de pair avec la radicalisation croissante de la classe ouvrière. C'est évidemment insuffisant, non seulement parce que nous devons et que nous avons de quoi nous prononcer sur cette question, mais encore parce que les centristes spéculent sur cette radicalisation devant le parti et la classe ouvrière, parce qu'ils tentent de la présenter comme un essor général pré-révolutionnaire. Il est de notre devoir de développer en détail l'appréciation de la radicalisation en Europe comme relative, en ce sens que c'est le capitalisme qui reste la force offensive, s'étant rétabli et renforcé après la guerre, — l'appréciation du mouvement en Orient et dans les Indes, où la classe ouvrière entre dans la période d'action révolutionnaire immédiate. Notre tâche directe est de présenter sur ce fond une critique de la tactique droitière-opportuniste en Orient et dans les Indes, où il y a seulement deux mois on décida de procéder à l'organisation d'un parti communiste indépendant, où l'on cultivait et on cultive encore des partis ouvriers-paysans de l'espèce du Kuomintang. Une critique sur le mot d'ordre de la dictature démocratique ouvrière-paysanne.

Quant aux questions de la crise économique russe actuelle, des formes de lutte dans le domaine des revendications quotidiennes et de nos propositions, nous soutenons la résolution des camarades de Tomsk. Sur la question du destinataire nous sommes d'accord avec la proposition et l'argumentation des camarades de Rubtsovsk.

Ils écrivent : « Il est faux de considérer que la particularité de la crise actuelle réside dans la diminution de la demande, comme vous l'écrivez. Le trait particulier de la crise est dans la désorganisation de l'économie rurale, ou bien dans la diminution absolue et relative des produits agricoles, selon la juste indication de la déclaration. Un certain affaiblissement de la demande à la campagne est dû à la collectivisation intégrale. (Ajoutons-y le passage à l'approvisionnement normal, à l'échange direct des produits en plusieurs endroits dans le but d'obtenir les matières premières. Mais la demande se renforcera de nouveau en vertu d'un nouvel essor accordé à la paysannerie individuelle et de la hausse sur les produits agricoles. En effet, nous avons un retard de l'industrie vis-à-vis de l'agriculture. Jamais la famine des marchandises n'atteignit une tension telle qu'à l'heure actuelle. La cause de cette tension de la famine des marchandises, c'est la répartition injuste entre la consommation et l'accumulation. La déclaration doit souligner que le manque de produits agricoles (cultures techniques, laine, cuir, etc...) fera inévitablement sauter les plans

des branches correspondantes de l'industrie déjà dans l'année prochaine.

Quant aux formes de lutte, nous considérons que c'est une erreur politique de ne pas les indiquer à la classe ouvrière vis-à-vis la direction centriste. Lénine admettait au XI^e Congrès des grèves partielles. Ce moyen de lutte de classe est d'autant plus indispensable à la classe ouvrière (à l'étape actuelle de dégénérescence de l'économie d'Etat en économie capitaliste d'Etat) pour défendre contre la bureaucratie ses positions économiques et politiques.

Dans le domaine des revendications partielles il faut proposer d'annuler les prix parallèles qui frappent avant tout les ouvriers et les employés, étant donné le manque des marchandises industrielles.

La déclaration doit être adressée à tous les membres du P.C.R., à tous les prolétaires de l'U.R.S.S. et du monde entier. La déclaration doit donc être un document qui transfère sur l'arène internationale les questions relatives aux destinées de l'U.R.S.S.

Avec salut communiste.

X. Y. Z.

N... 5 Juillet 1930.

C H I N E

Nous publions ici plusieurs documents importants concernant le mouvement communiste en Chine. Le premier est la lettre adressée par Tchen-Du-Siu, ancien secrétaire du Parti Communiste Chinois, à tous les membres du parti, en décembre 1919.

Le second est un article rédigé par le groupe « Bolcheviks-Léninistes de Chine (Opposition) », qui publie le journal Notre Parole. Le troisième est un extrait d'une lettre du groupe « Octobre ». Le dernier est la lettre envoyée par le Bureau International de l'Opposition aux différents groupes. D'autres documents ont paru et paraîtront dans le Bulletin International de l'Opposition.

Dans ces documents, on ne trouvera pas un tableau absolument complet de la situation de l'Opposition en Chine et de ses perspectives. C'en sont les éléments essentiels. Nous les compléterons ultérieurement.

Nous renvoyons en outre nos lecteurs au Manifeste de l'Opposition internationale : Sur les tâches et les perspectives de la révolution chinoise, paru dans le n° 53 de la Vérité (12 septembre 1930).

Lettre de Tchen-Dou-Siou à tous les membres du Parti Communiste Chinois

Chers Camarades,

Depuis que j'ai contribué avec mes camarades à fonder le parti communiste chinois en 1920, j'ai toujours appliqué fidèlement la politique opportuniste des dirigeants de l'Internationale Communiste : Staline, Zinoviev, Boukharine et autres, qui conduisit la révolution chinoise à un honteux et triste échec. Bien que j'aie travaillé avec acharnement jour et nuit, mes démérites sont cependant plus grands que mes mérites. Naturellement, je ne veux pas imiter la confession hypocrite de quelques-uns des anciens empereurs chinois : « Moi seul suis responsable de tous les péchés des peuples », en prenant sur mes propres épaules toutes les erreurs qui ont causé l'échec, par contre j'aurais honte d'adopter l'attitude des camarades responsables durant cette période, qui critiquent seulement les fautes passées de l'opportunisme en s'excluant eux-mêmes. Chaque fois que des camarades montreront mes erreurs passées, je les reconnaitrai sincèrement. Je refuse absolument d'ignorer l'expérience de la révolution chinoise, acquise à un si haut prix payé par le prolétariat (depuis la conférence du « 7 Août » jusqu'à maintenant, non seulement je n'ai pas repoussé les justes critiques, mais j'ai même gardé le silence devant les blâmes exagérés dirigés contre moi). Je suis non seulement disposé à reconnaître mes erreurs passées mais aujourd'hui et à l'avenir, s'il y a quelque erreur opportuniste dans ma pensée ou dans mon action, j'espère que les camarades me critiqueront sans ménagement avec des arguments et des faits. J'accepte humblement et accepterai toute critique sauf les rumeurs et les fausses accusations. Je ne puis posséder la même confiance en soi que Jui Tchou Pei et Li Lih San. Je reconnais pleinement que ce n'est jamais chose facile, pour les hommes ou pour les partis, d'éviter les fautes opportunistes. Même des vétérans marxistes comme Kautsky et Plekhanov ont sombré à la fin de leur vie dans un opportunisme impardonnable; ceux qui pendant de longues années travaillèrent avec Lénine, comme Staline et Boukharine, pratiquent aussi maintenant un honteux opportunisme; comment des marxistes superficiels

comme nous-mêmes pourraient-ils être satisfaits? Un homme toujours satisfait de soi s'interdit tout progrès. Même le drapeau de l'Opposition ne possède pas le charme du céleste professeur Tchang (chef de la religion taoïste qui avait le pouvoir de chasser les démons), et si ceux qui n'ont pas pénétré à fond l'idéologie de la petite-bourgeoisie, pleinement compris les bases de l'opportunisme passé, et participé activement aux luttes se bornent à se ranger sous le drapeau de l'Opposition et à dénoncer l'opportunisme de Staline et de Li-Lih-San s'imaginent que les démons opportunistes ne s'approcheront jamais, c'est une dangereuse illusion. Le seul moyen d'échapper à l'opportunisme c'est d'étudier avec persévérance et humilité les enseignements de Marx et de Lénine dans les luttes des masses prolétariennes et dans la critique mutuelle des camarades.

Je reconnais très nettement que les causes objectives de l'échec de la révolution chinoise sont d'importance secondaire et que le point principal est que l'erreur de l'opportunisme est l'erreur de notre politique à l'égard du Kuomintang de la bourgeoisie. Tous les camarades responsables du Comité central à l'époque, et moi spécialement, devrions reconnaître ouvertement et courageusement qu'une telle politique était absolument erronée; mais ce n'est pas assez de reconnaître seulement l'erreur; nous devons sincèrement et pleinement comprendre que l'erreur passée était la matière essentielle de la politique de l'opportunisme et quelles furent les causes et les résultats de cette politique, et les révéler pleinement. Alors pourrions-nous espérer ne pas retomber dans les mêmes erreurs et éviter la répétition de l'ancien opportunisme dans la prochaine révolution.

Dans les premiers temps de la fondation de notre parti, bien qu'il fut tout à fait jeune encore et guidé par l'Internationale Communiste, nous ne commîmes pas de grandes fautes. Par exemple, nous prîmes nettement la direction des batailles ouvrières et reconnûmes la nature de classe du Kuomintang. En 1921, notre parti amena les délégués du Kuomintang et d'autres organisations sociales à participer à la Conférence des travailleurs de l'Extrême-Orient qui avait été préparée et convoquée par la Troisième Internationale. La résolution adoptée par cette Conférence stipulait que dans les pays coloniaux de l'Orient il fallait mener la bataille pour la révolution démocratique et qu'au cours de la révolution des soviets paysans devaient être organisés. En 1922, au deuxième congrès du parti chinois, cette politique du front uni de la révolution démocratique fut confirmée et sur cette base nous réglâmes notre attitude à l'égard de la situation politique. En même temps le représentant de l'Internationale des Jeunes, Dalin, vint en Chine et suggéra au Kuomintang le front uni des cliques révolutionnaires. Le chef du Kuomintang, Sun Yat Sen, refusa sévèrement de seulement permettre aux membres du parti communiste chinois ou de la Ligue

des Jeunes d'adhérer au Kuomintang, repoussant l'union en dehors du parti. Peu après la tenue de notre congrès, l'Internationale Communiste envoya son représentant Marina (H. Sneevliet) en Chine, invitant tous les membres du Comité central du parti à se réunir au West Lake de Hang-Tchéou (province du Tché-Kiang) et là il suggéra au parti communiste de rejoindre le Kuomintang. Il affirma vigoureusement que le Kuomintang n'était pas un parti de la bourgeoisie mais un parti commun de classes diverses et que le parti prolétarien devait y entrer pour le rendre meilleur et le pousser vers la révolution. A cette époque les cinq membres du Comité central du parti communiste chinois s'opposèrent unanimement à cette proposition. La raison principale de notre opposition était celle-ci : entrer dans le Kuomintang, c'était introduire la confusion dans l'organisation de classe et entraver notre politique indépendante. Finalement le délégué de la Troisième Internationale demanda catégoriquement si le parti communiste chinois se conformerait à la décision de l'I. C.

Placé dans cette situation, le Comité central du parti qui ne voulait pas enfreindre la discipline internationale ne pouvait qu'accepter la suggestion de la Troisième Internationale et accepter d'entrer dans le Kuomintang. A partir de ce moment, le délégué de l'I. C. et les représentants du parti chinois passèrent près d'une année à tenter de réorganiser le mouvement du Kuomintang. Mais dès les premières tentatives, le Kuomintang se montra résolument hostile. A maintes reprises, Sun Yat Sen dit au délégué de l'I. C. : « Pour autant que le parti communiste chinois a adhéré au Kuomintang, il doit observer la discipline du Kuomintang; si la Russie soviétique se range aux côtés du parti communiste chinois, je me dresserai aussitôt contre la Russie soviétique. » Ainsi le délégué de l'I. C. repartit pour Moscou très désappointé. Son successeur, Borodine, prit avec lui une importante aide matérielle pour le Kuomintang; alors le Kuomintang commença à se réorganiser, en 1924, et adopter la politique de collaboration avec la Russie.

Durant cette période, les communistes chinois étaient à peu près indemnes de tout opportunisme; aussi pûmes-nous prendre la tête de la grève des cheminots du 7 février 1923 et du mouvement du « 30 Mai », de 1925, car nous n'étions pas gênés par la politique du Kuomintang et à plus d'une reprise nous critiquâmes sévèrement la politique de compromis du Kuomintang. Aussitôt que le prolétariat eut levé la tête (mouvement du « 30 Mai »), la bourgeoisie fut immédiatement éveillée. Aussi les brochures anticommunistes de Dai Tchi Tao furent-elles aussitôt publiées. A la Conférence élargie du Comité central du parti communiste chinois tenue à Pékin en octobre de la même année, je soumis la proposition suivante à la Commission politique des résolutions : la publication des brochures

de Dai Tchi Tao n'est pas accidentelle mais elle signifie que la bourgeoisie va tenter de renforcer sa puissance pour barrer la route au prolétariat et se préparer pour la contre-révolution. Nous devrions nous préparer à sortir sans délai du Kuomintang; alors nous pourrions maintenir pleinement notre signification politique, prendre la direction du Kuomintang. A ce moment, le délégué de l'I. C. et les camarades responsables de notre Comité central se trouvèrent d'accord pour combattre ma proposition, disant qu'elle aboutissait à suggérer aux camarades et aux masses de s'engager sur la voie de l'opposition au Kuomintang. Je devais tenir compte de l'opinion de la majorité de notre Comité central et aussi observer la discipline internationale : je ne maintins donc pas fermement ma proposition. Le coup d'Etat de Tchang Kaï Chek, le 20 mars 1926, se produisit alors comme une application des principes formulés par Dai Tchi Tao. Ayant fait arrêter un grand nombre de communistes, désarmer les gardes rouges des comités de grève de Canton et de Hong-Kong, et des conseillers soviétiques, le Comité central du Kuomintang décida que tous les éléments communistes devaient se retirer des organismes dirigeants du Kuomintang, que toute critique du sunyatsénisme par les communistes était interdite et que la liste du nom des membres du parti communiste et de la Ligue qui entraient dans le Kuomintang devait être remise au Kuomintang. Toutes ces conditions furent acceptées, mais en même temps nous continuâmes à préparer nos forces militaires à nous afin de les amener au niveau de celles de Tchang Kaï Chek. Le camarade Peng Chou Chek fut envoyé à Canton comme représentant du Comité central du parti communiste chinois pour consulter le représentant de l'I. C. sur notre plan. Mais ce dernier déclara qu'il n'était pas d'accord avec nous et s'efforça de son mieux à continuer de renforcer Tchang Kaï Chek. Il demanda avec insistance que nous mettions toutes nos forces du côté de la dictature militaire de Tchang Kaï Chek afin de renforcer le gouvernement de Canton et de soutenir l'expédition vers le Nord. Nous lui demandâmes de prélever 5.000 fusils sur ceux attribués à Tchang Kaï Chek et Li-Ti-Tsin pour nous permettre d'armer les paysans du Kouantong. Il refusa, disant : « Les paysans armés ne peuvent pas combattre les forces de Tchen Tchiun Ming, ni prendre part à l'expédition du Nord; ils ne peuvent que provoquer la suspicion du Kuomintang d'une part, et d'autre part ils amèneront les paysans à s'opposer au Kuomintang ». Ce fut une période des plus critiques. Parlant concrètement, ce fut la période dans laquelle le Kuomintang de la bourgeoisie obligea ouvertement le prolétariat à le prendre pour guide et à le suivre, ou encore c'était le moment où le prolétariat déclarait formellement, par notre intermédiaire, se rendre à la bourgeoisie, vouloir la suivre, et se subordonner à elle. (Le délégué de

l'I. C. dit textuellement : « La présente période est une période dans laquelle les communistes doivent faire le travail des coolies pour le Kuomintang ». A partir de ce moment le parti n'était déjà plus le parti du prolétariat, il se transformait en extrême-gauche de la bourgeoisie et commençait à dégringoler dans l'opportunisme. Après le coup du 20 mars, dans mon rapport à l'I. C. je déclarais que mon opinion personnelle concernant la coopération avec le Kuomintang devait être non une coopération du dedans mais une coopération du dehors; autrement nous ne pourrions pas mener notre politique propre ni garder la confiance des masses. En réponse à ce rapport, Boukharine donna un article à la *Pravda* critiquant sévèrement mon opinion que le P. C. chinois devait se retirer du Kuomintang, en disant : « Il y a eu dans le passé deux tactiques erronées : l'abandon des syndicats réformistes et la rupture du Comité anglo-russe. Nous sommes maintenant devant une troisième : le parti communiste chinois veut toujours sortir du Kuomintang ». Et en même temps il envoyait Ou Ting Kong, le secrétaire du Bureau d'Extrême-Orient en Chine pour combattre notre tendance à quitter le Kuomintang. Cette fois encore et toujours pour les mêmes raisons, je dus céder.

Plus tard, la campagne militaire vers le Nord s'engagea. Nous fûmes attaqués très vivement par le Kuomintang parce que, dans notre organe, *Le Guide*, nous critiquâmes la suppression de tout mouvement ouvrier à l'arrière et la contribution obligatoire des paysans au fonds militaire à cause de cette expédition. Vers le même moment, les ouvriers de Shanghai se préparaient à se soulever et à chasser les troupes du Tchili-Chantung. Si ce soulèvement triomphait, la question de savoir qui prendrait le pouvoir se posait. A cette époque, dans le protocole de la résolution politique de la Conférence élargie du Comité central, je disais : « La révolution chinoise a deux voies : l'une est celle que le prolétariat peut tracer et alors nous pouvons atteindre nos buts révolutionnaires; l'autre est celle de la bourgeoisie et ainsi cette dernière devra trahir la révolution au cours de son développement. En conséquence, nous pouvons coopérer avec la bourgeoisie, mais c'est nous qui devons avoir le rôle dirigeant ». Cependant, tous les membres du Bureau d'Extrême-Orient de l'I. C. résidant à Shanghai se trouvèrent unanimes contre ma proposition, disant qu'elle pousserait les ouvriers à s'opposer à la bourgeoisie trop tôt. En outre, ils déclarèrent péremptoirement qu'au cas où le soulèvement de Shanghai réussirait, le pouvoir devrait être confié à la bourgeoisie et qu'il n'était pas nécessaire que des délégués des ouvriers y participent. Par suite ma proposition fut abandonnée.

A l'époque où le corps expéditionnaire du Nord s'empara de Shanghai (1927) la préoccupation principale de Jui Chou Pei

était la sélection du gouvernement municipal de Shanghai et comment unir la petite bourgeoisie et les moyens et petits commerçants pour combattre la grande bourgeoisie. Pen Chou Tchi, Lo Hi Nung et moi pensâmes que l'élection du gouverneement municipal de Shanghai n'était pas le problème central, mais que le problème central était celui-ci : si le prolétariat ne dominait pas les forces militaires de Tchang Kaï Chek, la petite bourgeoisie ne serait pas avec nous, et que Tchang Kaï Chek, sous la direction des impérialistes, massacrerait les masses. A cette époque, le gouvernement municipal de Shanghai non seulement n'était qu'un mot, mais il était clair qu'un échec s'étendrait à la Chine tout entière parce que si Tchang Kaï Chek trahissait ouvertement la Révolution ce ne serait pas là une action individuelle mais le signal que la bourgeoisie, dans tout le pays, passerait au camp de la réaction. Peng Chou Tchi alla aussitôt à Hankéou pour exposer notre opinion devant le délégué de l'I. C. et la majorité des membres de notre Comité central et les consulter sur la manière dont il fallait attaquer les forces de Tchang Kaï Chek. Mais ils se souciaient fort peu du coup de Shanghai et se bornèrent à me télégraphier à diverses reprises, insistant pour que je me rende sans tarder à Ouhan et dans la province du Houpé. Ils pensaient que le gouvernement nationaliste était alors à Ouhan et qu'ainsi c'était à Ouhan que toutes les questions importantes devaient être tranchées. En même temps, le délégué de l'I. C. nous ordonnait de cacher et d'enterrer toutes les armes afin d'éviter un conflit armé entre les ouvriers et Tchang Kaï Chek, afin de ne pas troubler la concession de Shanghai par une lutte armée. Ayant lu ce télégramme, Tao Hi Nung était si irrité qu'il le déchira en morceaux. Je me conformai encore une fois aux instruction de l'I. C. et conformément à celles-ci touchant la politique de l'I. C. envers le Kuomintang et les impérialistes je rédigeai, avec Wan Tin Wei, un honteux manifeste.

Au début d'avril, j'allai à Hankéou. Quant je rencontrai Wan Tin Wei pour la première fois, il prononça des paroles réactionnaires, grandement différentes de ce qu'il avait dit lorsqu'il était à Shanghai. J'en informai Borodine. Celui-ci me dit que mon observation était juste et que aussitôt que Wan Tin Wei avait atteint Ouhan il avait été entouré par Si Tchien, Kuo Meng You, Tchen Kiung Po, Tan Yen Kaï et d'autres et que, progressivement, il était devenu plus froid avec lui. Après que Tchang Kaï Chek et Lu Tchi Cheng eurent fait massacrer méthodiquement les ouvriers et les paysans, le Kuomintang méprisa davantage de jour en jour la force du prolétariat et l'attitude réactionnaire de Wan Tin Wei et du Comité central du Kuomintang se développa rapidement. A la réunion de notre Bureau politique, je fis un rapport sur la coopération de notre parti avec le Kuomintang : « Le danger de la coopé-

ration entre notre parti et le Kuomintang, disais-je, est de plus en plus sérieux. Le Kuomintang paraît seulement préoccupé de tel ou tel problème secondaire, mais en réalité ce qu'il veut c'est tout le pouvoir. Maintenant, deux voies seulement nous sont ouvertes : renoncer au pouvoir ou rompre avec le Kuomintang ». Les assistants accueillirent cette déclaration par le silence. Après le coup du 21 mai à Tchangcha, dans la province du Hounan, je suggérai à deux reprises la sortie du Kuomintang. Finalement, je dis : « Le Kuomintang de Ouhan marche sur les traces de Tchang Kai Chek. Si nous ne changeons pas radicalement notre politique nous serons aussi amenés à suivre le chemin de Tchang Kai Chek! » Seul Yen Pih s'écria : « Oh! oui. » Tchéou Eng Lai déclara : « Après notre sortie du Kuomintang, les mouvements ouvrier et paysan seront plus à leur aise pour se développer mais l'action militaire souffrira trop ». Les autres restèrent passifs. A la même époque, comme je discutais cette question avec Dou Tchéou Pei, il me dit : « Nous devons laisser le Kuomintang nous expulser et ne pas nous en aller nous-mêmes ». Je consultai Borodine : « Je suis tout à fait d'accord avec vous, me dit-il, mais je sais que Moscou ne permettra jamais que nous sortions du Kuomintang ». Toujours pour les mêmes raisons, je dus m'incliner, mais en même temps je remettais ma démission entre les mains du Comité central. La principale raison que j'en donnais était celle-ci : « L'I. C. veut, d'une part, que nous fassions notre politique, et d'autre part elle ne nous permet pas de sortir du Kuomintang. Il n'y a vraiment pas d'issue et, dans ces conditions, je ne puis poursuivre mon travail ».

Du commencement à la fin, l'I. C. considéra que le Kuomintang était l'organe essentiel de la révolution nationale démocratique chinoise. Dans la bouche de Staline, l'expression « la direction du Kuomintang » était formulée très haut (voir « L'erreur de l'Opposition dans les problèmes de la Révolution chinoise »). Ainsi il voulait que nous restions tout à fait soumis dans l'organisation du Kuomintang et diriger les masses sous le nom et la bannière du Kuomintang. Au moment où les chefs du Kuomintang tels que Feng You Siang, Wan Tin Wei, Fang Seng Tchi, Ho Tchieu, etc., se montrèrent ouvertement réactionnaires et abolirent la politique appelée des « trois-quarts » — accord avec l'Union soviétique, travail du parti communiste dans le Kuomintang et aide au mouvement ouvrier et paysan — l'I. C. nous envoya ces instructions par télégramme : « Sortir seulement du gouvernement du Kuomintang, mais non du Kuomintang ». Ainsi après la conférence du « 7 août », du soulèvement de Nantcheng jusqu'à la prise de Swatéou, le parti communiste restait toujours caché sous le drapeau bleu blanc de la clique de gauche du Kuomintang. Pour les masses, il apparaissait qu'il y avait un certain trouble à l'intérieur du Kuomintang mais

rien de plus. Le jeune parti communiste chinois créé par le jeune prolétariat chinois n'eut pas une période convenable d'éducation marxiste et de luttes de classes. Dès le début de sa formation il se trouva en présence de la grande bataille révolutionnaire. Le seul espoir pour lui d'éviter toute erreur grave résidait dans la juste politique prolétarienne de l'I. C. Mais guidés par une politique toujours opportuniste en ses diverses phases, comment le prolétariat chinois et le parti communiste pouvaient-ils voir clairement leur propre avenir? Et comment pouvaient-ils avoir une politique indépendante? Ils ne firent que se livrer, pas à pas, à la bourgeoisie et se subordonner complètement à elle. Et quand celle-ci se mit à nous massacrer, nous ne sûmes plus que faire. Après le coup du 21 mai à Tchangcha l'I. C. nous traça ce programme :

1° Confisquer les terres des propriétaires grands et petits, ne pas nous servir du nom de gouvernement nationaliste mais ne pas toucher aux terres des officiers. (Or, dans les provinces du Hounan et du Houpe il n'y avait pas un propriétaire qui ne soit parent ou ami d'officiers. Tous les propriétaires étaient protégés directement ou indirectement par les chefs militaires. Dans ces conditions « confisquer la terre » était une expression vide de sens).

2° Arrêter l'action « trop vigoureuse » des paysans par le pouvoir de la direction du parti. (Nous exécutâmes cette honteuse instruction d'entraver l'action directe des paysans. Par la suite l'I. C. accusa le parti chinois d'avoir été souvent un obstacle pour les masses et déclara que c'était là une de ses plus graves fautes opportunistes).

3° Chasser les généraux qui ne pouvaient plus inspirer confiance; armer 20.000 communistes et choisir 50.000 ouvriers et paysans des provinces du Honan et du Houpe pour organiser une nouvelle armée. (Si nous pouvions disposer de tant de fusils, pourquoi alors ne pas armer directement les ouvriers et les paysans et pourquoi devons-nous encore renforcer les troupes du Kuomintang? Pourquoi ne pouvions-nous pas créer des soviets d'ouvriers, paysans et soldats? S'il n'y a ni ouvriers et paysans armés ni soviets, où et comment pourrions-nous chasser lesdits généraux? Je suppose que nous devons encore humblement prier le Comité central du Kuomintang de les révoquer? Le fait que le délégué de l'I. C. communiqua ces instructions de l'I. C. à Wan Tin Wei ne pouvait être que dans ce but).

4° Introduire de nouveaux éléments ouvriers et paysans dans le Comité central du Kuomintang pour remplacer d'anciens membres. (Si nous avons eu le pouvoir d'agir selon notre gré avec l'ancien Comité et de réorganiser le Kuomintang, pourquoi alors ne pas organiser des soviets? Pourquoi devons-nous envoyer nos chefs ouvriers et paysans au Kuomintang bourgeois qui avait déjà fait mas-

sacrer les ouvriers et les paysans? Et pourquoi parerions-nous un tel Kuomintang avec nos leaders?)

5° Organiser un tribunal révolutionnaire avec un membre bien connu du Kuomintang comme président pour juger les officiers réactionnaires. (Comment un leader déjà ouvertement réactionnaire du Kuomintang pouvait-il juger, dans un tribunal révolutionnaire, les officiers réactionnaires?)

Ceux qui tentèrent d'appliquer une telle politique à l'intérieur du Kuomintang étaient des opportunistes de la tendance de gauche. Il n'y eut aucun changement politique fondamental. A ce moment, si nous voulions adopter une juste politique révolutionnaire, les bases mêmes de la politique suivie jusqu'alors devaient être renversées. C'est-à-dire que le parti communiste devait sortir du Kuomintang et agir en pleine indépendance. Il devait armer les paysans et les ouvriers en aussi grand nombre que possible, créer des soviets d'ouvriers, paysans et soldats et arracher le pouvoir au Kuomintang. Autrement, peu importait la sorte de politique de gauche qui serait adoptée : il n'y aurait aucun moyen de la réaliser. A cette époque, le Bureau politique télégraphia à l'I. C., en réponse à ses instructions : « Nous acceptons les instructions, et travaillons selon elles mais la politique qu'elles expriment ne peut être réalisée immédiatement ». En effet tous les membres du Comité central reconnaissaient que la politique préconisée était impossible. Même le délégué de l'I. C. participant à la réunion du Comité central, Fanck (on dit qu'il était le délégué particulier de Staline) était de cet avis. Il approuva notre réponse, déclarant que « c'était tout ce qu'on pouvait dire ».

Après la conférence du « 7 Août », le Comité central s'efforça de répandre l'idée que la cause de l'échec de la Révolution chinoise résidait dans le fait que les opportunistes ne se conformaient pas aux instructions de l'I. C. (naturellement, ces instructions étaient celles mentionnées ci-dessus; il n'y en eut pas d'autres).

Comme le parti a commis une telle succession d'erreurs fondamentales, d'autres erreurs secondaires en découlaient constamment. Moi, qu'on ne reconnaissait pas franchement comme le chef, dont l'opinion n'était jamais décisive, je m'enfonçai profondément dans l'atmosphère opportuniste de l'I. C.; je devins inconsciemment l'instrument de la petite organisation de Staline; je ne pouvais me cultiver moi-même; je ne pouvais sauver le parti ni la révolution. De tout ceci moi et mes camarades doivent être tenus pour responsables. Le présent Comité central dit : « Vous essayez de rejeter la responsabilité de l'échec sur les épaules de l'I. C. afin d'esquiver votre propre responsabilité ». Cette déclaration est ridicule. Personne ne peut être privé définitivement du droit de critiquer l'opportunisme d'en haut et de revenir au marxisme et au léninisme sous le prétexte

qu'il a lui-même commis des fautes opportunistes. En même temps personne ne peut esquiver sa responsabilité d'avoir appliqué une politique opportuniste parce que cette politique venait d'en haut. La source de la politique opportuniste menée ici est naturellement dans l'I. C., mais pourquoi les chefs du parti communiste chinois ne protestèrent-ils pas contre l'I. C. mais l'appliquèrent fidèlement? Qui pourrait fuir sa responsabilité? Nous devons reconnaître très franchement et objectivement que toutes les politiques opportunistes, passées et présentes, viennent de l'I. C. Celle-ci doit en porter la responsabilité. Le jeune parti communiste chinois n'était pas capable par lui-même de bâtir des théories et de fixer une politique quelconque, mais l'organe dirigeant du parti doit supporter la responsabilité d'une exécution aveugle de la politique opportuniste de l'I. C. sans la moindre appréciation ni protestation. Si nous nous excusons mutuellement, devrons-nous conclure que c'était la faute des masses? Ceci n'est pas seulement trop ridicule mais c'est se dérober devant ses propres responsabilités envers la révolution. Je crois fermement que si moi, ou un autre camarade responsable avait pu, au moment opportun, avoir une claire vision des erreurs de la politique opportuniste, formuler une forte critique, appelant même tout le parti à une ardente discussion, comme le fit le camarade Trotsky, le résultat aurait été une grande aide à la révolution et l'aurait empêché de s'acheminer vers une honteuse faillite, bien que nous aurions risqué d'être exclu de l'I. C. et qu'une scission dans le parti eût pu se produire. Je ne l'ai pas fait. Si le parti, se basant sur une telle faute ou sur le fait que j'ai fortement contribué aux politiques erronées en m'y conformant, m'infliger une punition sévère, je l'accepterai sincèrement, sans un mot de protestation. Mais les raisons qu'invoque le présent Comité central pour m'expulser du parti sont les suivantes :

1° « Il n'a pas reconnu sincèrement les erreurs propres de sa politique opportuniste dans la période de la grande Révolution chinoise et ne veut pas consentir à reconnaître en quoi résiste son erreur fondamentale. Par suite il est condamné à persister dans sa ligne passée erronée ». En réalité on m'expulse exactement parce que je reconnais sincèrement en quoi consiste la faute de l'ancienne direction opportuniste et que je suis résolu à combattre le maintien présent ou futur des lignes erronées.

2° « Il n'accepte pas l'opinion de l'I. C. Il refuse d'aller à Moscou parachever son instruction au sein de l'I. C. ». J'ai été suffisamment éduqué par l'I. C. J'ai commis dans le passé beaucoup de fautes parce que j'ai accueilli trop facilement les opinions de l'I. C. Aujourd'hui, je suis expulsé parce que je n'accepte pas aveuglément l'opinion de l'I. C.

3° Le 5 août dernier j'écrivis une lettre au Comité central dans laquelle je disais : « Quelle est la contradiction fondamentale entre

les intérêts économiques de classe de ces deux classes? Avant et après l'insurrection de Canton j'envoyais plusieurs lettres au Comité central montrant que le pouvoir dirigeant du Kuomintang ne s'effondrerait pas aussi rapidement que vous le pensiez. A présent, il y a quelque agitation parmi les masses mais ce n'est pas suffisant pour y voir les symptômes d'une nouvelle vague révolutionnaire. Le mouvement général légal, bien entendu, est d'abandonner toute tentative de révolution. Mais sous certaines conditions, quand il est nécessaire de développer nos forces, « toutes les mesures légales possibles sauf celles d'un caractère infâmant » (Lénine) ne doivent pas être repoussées durant cette période (la période de transition) ». Le Comité central modifia hypocritement ces trois phrases de la manière suivante : « Il n'y a nulle contradiction entre la bourgeoisie et les forces féodales. La présente classe dirigeante ne va pas vers son effondrement et la lutte révolutionnaire ne commence pas à reprendre mais décline davantage ». « Il affirme qu'il faut adopter des formes légales ». En outre, on ajouta une citation à chaque phrase. Tout cela paraît ainsi être ma véritable déclaration. C'est aussi la raison pour laquelle on m'expulse du parti.

4° J'écrivis une autre lettre au Comité central le 10 octobre, disant : « La présente période n'est pas une période de vague révolutionnaire mais une période de contre-révolution. Nous devrions formuler des mots d'ordre démocratiques comme nos mots d'ordre généraux. Par exemple, outre la revendication des huit heures, de la confiscation des terres, nous devons aussi dire : « Annulation des traités inégaux », « Contre la dictature militaire du Kuomintang », « Convocation d'une Assemblée nationale », etc... Il est nécessaire d'amener à l'activité de larges masses sous ces mots d'ordre démocratiques; alors nous pourrions ébranler le régime contre-révolutionnaire, susciter la formation d'une nouvelle vague révolutionnaire et faire que nos mots d'ordre fondamentaux : « A bas le gouvernement du Kuomintang! » et « Instauration du régime soviétique » deviennent les mots d'ordre actifs d'un mouvement de masses. Le 26 octobre, le camarade Pen Chou Tchi et moi écrivîmes une lettre au Comité central, disant : « La période présente n'est pas directement révolutionnaire; nous devons avoir des mots d'ordre politiques généraux adaptés à cette période; ainsi nous pourrions toucher et gagner les masses. Le mot d'ordre des soviets ne peut être actuellement qu'un mot d'ordre de propagande. Si nous pouvions « lutter pour l'organisation des soviets » comme un mot d'ordre actif, certainement nous ne pouvons pas espérer une réponse du prolétariat ». Mais le Comité central affirma que nous voulions substituer aux mots d'ordre « A bas le gouvernement du Kuomintang! », « Instauration d'un régime soviétique » le mot d'ordre politique gé-

néral actuel « convocation d'une Assemblée nationale ». Ceci est aussi une des raisons pour lesquelles je suis exclu.

5° J'écrivis dans une lettre que nous devons dénoncer « la politique de trahison ou de spoliation du pays suivie par le Kuomintang à l'égard du chemin de fer oriental chinois » pour amener « les larges masses toujours animées de l'esprit national à sympathiser avec nous et à se dresser contre la manœuvre des impérialistes attaquant l'Union soviétique en se servant du Kuomintang et prenant pour prétexte le chemin de fer oriental ». Ceci était dit clairement pour appuyer le mot d'ordre d'appui à l'U.R.S.S. et pour toucher les masses. Mais le Comité central déclara que je voulais substituer le mot d'ordre d'opposition à la politique de spoliation du pays par le Kuomintang au mot d'ordre d'aide à l'Union soviétique. C'est aussi une des raisons pour lesquelles je suis exclu.

J'écrivis au Comité central plusieurs lettres au sujet des problèmes politiques sérieux qui se posent dans le parti. Le Comité central s'astint, pour un long temps, de les communiquer au parti. Plus tard, le délégué de l'I. C. et le Comité central me dirent clairement que c'est un principe que toutes les opinions politiques ne peuvent pas être exposées devant le parti. Etant donné qu'il n'y a nul espoir de corriger les fautes du Comité central au moyen d'une discussion régulière avec les camarades, je ne devrais pas être lié par la discipline habituelle de l'organisation et de plus, il n'est pas nécessaire d'empêcher des camarades de communiquer mes lettres. C'est aussi une des raisons pour laquelle je suis exclu.

7° Depuis la conférence du 7 Août, le Comité central ne m'a pas permis de participer à aucune réunion ni ne m'a donné un travail quelconque à faire. C'est seulement le 6 octobre (quarante jours avant mon expulsion) qu'il m'envoya, soudainement, une lettre disant : « Le Comité central a décidé de vous demander d'entreprendre le travail d'édition du Comité central conformément à la ligne politique du parti et d'écrire un article contre l'Opposition dans la semaine courante ». Comme j'avais, plus d'une fois, critiqué le Comité central pour sa persistance dans l'opportunisme et le putschisme, on essayait de créer des motifs pour m'exclure du parti. Or, maintenant, je reconnais fermement que les opinions du camarade Trotsky concordent avec le marxisme et le léninisme.

Comment pouvais-je parler ou écrire contre ce que je pense ?

8° Ce que nous savons, c'est que le camarade Trotsky a combattu vigoureusement la politique opportuniste de Staline et de Boukharine. Nous ne pouvons ajouter foi aux rumeurs que répand la clique stalinienne et croire que le camarade Trotsky, qui a préparé et accompli la Révolution d'Octobre la main dans la main avec Lénine, est devenu un contre-révolutionnaire. Parce que nous avons parlé de Trotsky comme d'un camarade, le Comité central

nous a blâmé, accusé « d'avoir déjà déserté la Révolution et le prolétariat pour aller vers la contre-révolution », et exclu du parti.

Camarades! Le Comité central a recouru à tous ces faux et mensonges pour tenter de justifier mon exclusion du parti, et a jeté sur moi l'épithète de « contre-révolutionnaire » sans la moindre preuve. Je crois que la plupart des camarades ne peuvent encore comprendre clairement de quoi il s'agit dans cette affaire. Même le Comité central doit reconnaître « qu'il y a des camarades qui ne peuvent pas comprendre ». Néanmoins il m'exclut et affirme ouvertement que je vais à la contre-révolution quand des camarades déclarent ne pas comprendre. Cependant je comprends très bien pourquoi il m'accuse faussement d'être un « contre-révolutionnaire ». C'est l'arme inventée par les Chinois d'aujourd'hui pour attaquer ceux qui n'appartiennent pas à leur clique. Par exemple, le Kuomintang accuse les communistes d'être des contre-révolutionnaires pour couvrir ses propres péchés. Tchang Kai Chek tente de tromper les masses avec l'étendard de la révolution, se considérant lui-même comme la personnification de la révolution. Ceux qui le combattent deviennent aussitôt des « contre-révolutionnaires », des « éléments réactionnaires ».

Beaucoup de camarades savent que les raisons déraisonnables du Comité central pour m'exclure ne sont qu'une excuse formelle et officielle. En réalité, il ne veut pas que je puisse exprimer mes opinions dans le parti et le critiquer pour son opportunisme et son putchisme passés et pour persister dans sa politique de banqueroute.

Dans quelques-unes des contrées bourgeoises à travers le monde, il existe des vestiges féodaux et des méthodes féodales d'exploitation (les nègres et les esclaves de l'archipel des mers du Sud sont soumis au régime d'esclavage antérieur au féodalisme) et là existent des vestiges des forces féodales. La Chine leur ressemble. Dans la révolution, nous ne pouvons pas, naturellement, négliger ces forces. Mais l'I. C. et notre Comité central ont unanimement reconnu qu'en Chine les vestiges féodaux occupent toujours une haute position dans l'économie et dans la politique et détiennent la position dirigeante. Par suite, ils considèrent ces vestiges comme l'objet de la révolution et, négligemment, ils laissent passer l'ennemi mortel de la révolution — les forces de la bourgeoisie — et considèrent toutes les actions réactionnaires de la bourgeoisie comme celles des forces féodales. Il semble qu'ils pensent que la bourgeoisie chinoise est toujours révolutionnaire, qu'elle ne peut pas être pour toujours réactionnaire, et que tous ceux qui sont réactionnaires ne peuvent pas appartenir à la bourgeoisie. Ainsi, ils n'admettent pas que le Kuomintang représente les intérêts de la bourgeoisie ni que le gouvernement nationaliste représente les intérêts de la bourgeoisie. La

conclusion inévitable c'est que en dehors du Kuomintang, ou du Kuomintang de Nankin, actuellement ou dans l'avenir, il y a ou il y aura un parti bourgeois non-réactionnaire et révolutionnaire. Par suite, aujourd'hui, dans leur tactique et dans leur activité politique ils ne font que suivre les « réorganisateurs » dans leurs entreprises militaires de renversement de Tchang Kaï Chek. Dans leur plate-forme ils déclarent que le caractère de la troisième révolution (note 2) sera toujours la révolution bourgeoise-démocratique, s'opposant dans la future révolution à l'entrave des forces économiques de la bourgeoisie et s'opposant au mot d'ordre de la dictature du prolétariat. Une telle illusion à l'égard de la bourgeoisie et un tel attachement persistant à la bourgeoisie n'entraîneront pas seulement la persistance de l'opportunisme passé mais l'approfondiront, et ne pourront qu'entraîner un triste et honteux échec de la future révolution.

Si nous prenons le mot d'ordre de l'instauration du régime soviétique comme le mot d'ordre actif de la période présente nous ne pouvons plus le lancer quand la situation objective aura mûri en une nouvelle vague révolutionnaire; c'est un mot d'ordre dont on ne peut se servir en tout temps et à son gré (note 3). Dans le passé, lors du flux de la vague révolutionnaire, nous n'avons pas appelé les ouvriers et les paysans à créer des soviets ni à instaurer un régime soviétique; naturellement ce fut une grave faute. Dans l'avenir, quand la révolution se déclenchera, nous devons immédiatement organiser des soviets d'ouvriers, paysans et soldats. Alors il nous faudra mobiliser les masses et les entraîner à lutter pour le mot d'ordre d'instauration du régime soviétique. En outre, ce devra être le soviét de la dictature du prolétariat et non le soviét de la dictature démocratique des ouvriers et paysans. Dans la période présente, quand les forces contre-révolutionnaires sont entièrement victorieuses et quand il n'y a nulle vague d'un mouvement de masse révolutionnaire, la condition objective pour « un soulèvement armé » et la « création des soviets » n'est pas mûre.

A l'époque présente, « Créez des Soviets » n'est qu'un mot d'ordre de propagande et d'éducation. Si nous l'employons comme un mot d'ordre actif et voulons mobiliser la classe ouvrière dès maintenant pour lutter pratiquement pour l'instauration des Soviets, certainement nous n'obtiendrons aucune réponse des masses. Nous devons donc, pour notre action d'aujourd'hui, adopter le mot d'ordre très démocratique de « lutte pour la convocation d'une Assemblée nationale ».

Parce que la situation n'est mûre maintenant que pour une telle action et que seul, ce mot d'ordre peut toucher les larges masses et permettre de les entraîner de la lutte politique légale vers la poussée révolutionnaire, vers le « soulèvement armé » et

l' « instauration du régime soviétique ». L'actuel Comité central, qui continue le putschisme, ne voit pas les choses ainsi. Il estime que la nouvelle situation révolutionnaire est déjà mûre (note 4). Il nous reproche de ne considérer le mot d'ordre de création de soviets d'ouvriers et de paysans, que comme un mot d'ordre de propagande. Aussi, appelle-t-il sans cesse les membres du parti à descendre dans la rue pour y faire des démonstrations auxquelles les masses ne participent pas, déclenche-t-il des grèves à la légère, toute bataille quotidienne de faible importance devant être transformée, à notre gré, en une grande bataille politique. Le seul résultat de cette politique, c'est que les ouvriers abandonnent le parti en nombre de plus en plus grand. Mais ce n'est pas tout. Récemment, à la Conférence des délégués du Kiang-Sou il a été décidé « d'organiser un grand mouvement de grève » et des « soulèvements locaux ».

Depuis l'été dernier jusqu'à maintenant, il y a eu parmi les ouvriers de Shanghai des symptômes de volonté de lutte se manifestant par des escarmouches. Mais dès qu'ils prennent une certaine consistance, la politique putschiste de la Direction du parti apparaît et tout est aussitôt anéanti. Si la résolution de la Conférence des délégués du Kiang-Sou est appliquée, le désastre sera plus grand encore. Ainsi notre parti cesse d'être le guide qui aide les ouvriers dans leurs luttes quotidiennes et dans la préparation des luttes révolutionnaires pour devenir de plus en plus l'exécutant d'une politique qui étouffe les efforts de la classe ouvrière.

L'actuel Comité central, se basant sincèrement sur la ligne de banqueroute du VI^e Congrès et sous la direction immédiate de l'I. C., applique cette politique banqueroutière, combinant l'opportunisme ancien et le putschisme au détriment du parti et de la révolution.

Peu importe que l'I. C. ait conduit la révolution à un douloureux échec et que ses fautes opportunistes aient été mises à nu par les camarades de l'opposition, notre Comité central ne reconnaît pas ces erreurs d'hier, et il persiste consciemment dans une politique erronée. De plus, pour couvrir les fautes d'une minorité, il rompt avec les principes d'organisation bolchéviks, abuse de l'autorité de l'instance suprême, étouffe l'autocritique à l'intérieur du parti, expulse les camarades qui expriment une opinion politique différente et prépare sciemment une scission dans le parti. Ceci est le péché des péchés, le plus stupide et le plus honteux. Des bolchéviks ne doivent pas craindre une autocritique ouverte devant les masses. La seule manière, pour le parti, de gagner la confiance des masses, c'est de se livrer courageusement à une franche autocritique. Couvrir ses propres erreurs, comme le fait actuellement le Comité central, c'est inévitablement éloigner les masses du parti. A l'égard

d'une telle faute et devant une telle crise, la majorité des camarades doivent avoir une opinion plus ou moins précise; si nous ne voulons pas nous contenter de recevoir de quoi subvenir à nos dépenses quotidiennes; si nous sentons que nous ne pouvons fuir nos responsabilités devant le parti et devant la révolution, alors nous devons tous faire une sévère autocritique pour sauver le parti de la crise qui le menace. Si nous laissons le parti aller vers sa ruine sans dire un mot et sans lever la main, cela aussi est une sorte de péché!

Camarades, chers camarades! Nous savons tous que qui-conque ouvre la bouche pour faire une sincère autocritique des fautes du parti n'est pas réfuté, mais expulsé. Mais il faut mettre les choses dans la balance et voir ce qui est le plus important: sauver le parti tout entier du danger qui le menace, ou nous préserver nous-mêmes de la radiation de notre nom sur les listes des membres du parti?

Depuis la Conférence du 7 août, engageant le parti dans « la direction générale du soulèvement armé » et les mouvements qui ont eu lieu, en conséquence, sur plusieurs points, j'ai écrit à diverses reprises au Comité central, montrant que le sentiment révolutionnaire des masses, en ce moment, n'est pas très vif, que le régime du Kuomintang ne va pas s'effondrer très rapidement, que les soulèvements déclenchés hors de propos, ne peuvent qu'affaiblir le parti, affaiblir son influence parmi les masses, et que nous devrions substituer à cette politique du soulèvement à tout prix la conquête des masses unies dans leurs luttes quotidiennes. Le Comité central estimait que le soulèvement étendu est absolument la ligne juste et le meilleur moyen de corriger l'opportunisme passé; qu'étudier les conditions du soulèvement et en préparer le succès, c'est de l'opportunisme. Par suite, il ne prit jamais mes observations en considération, mais au contraire, prétendit qu'elles apportaient la preuve que je n'avais pas renoncé à mon opportunisme. J'étais alors lié par la discipline du parti, et je ne pouvais pas, par-dessus l'organisation, engager une lutte décisive contre le Comité central et sa politique de destruction qui mène le parti à sa ruine.

Après le VI^e Congrès, je ne vis pas encore clairement la situation, et j'avais toujours l'impression que le nouveau Comité central, ayant reçu des faits de si nombreuses et dures leçons, pourrait s'éveiller et non pas suivre aveuglement la politique erronée de l'I.C. Je persistai dans mon attitude critique expectante, ne voulant pas formuler de théories qui auraient soulevé des discussions dans le parti, bien que je ne fusse pas satisfait du tout des décisions du sixième Congrès. Après la guerre entre la clique de Tchang-Kai-Chek et la clique du Kouang-Si, et le mouvement pour l'anniversaire du « 30 Mai », je sentis nettement que le Comité central allait persister obstinément dans l'opportunisme et le putchisme, qu'il ne

changerait rien de lui-même, et que sans une large et profonde discussion dans le parti, de la base au sommet, la politique erronée de notre organisme dirigeant ne serait pas corrigée. Mais tous les membres du parti sont liés par la discipline du parti et à cette époque ils étaient, en général, dans l'état d'esprit où « on ose être irrité mais on n'ose pas parler ». Quant à moi, je ne puis supporter de voir le parti (créé avec le sang même d'innombrables camarades) aller vers la destruction et la ruine. Aussi je ne pouvais consentir à rester plus longtemps silencieux. Quelques camarades me dissuadèrent de parler, disant que les membres du Comité central considéraient les intérêts de quelques chefs comme plus importants que les intérêts du parti et de la révolution, qu'ils voudraient à tout prix couvrir leurs fautes, n'accepteraient jamais la critique des camarades et que, si je les critiquais franchement ils trouveraient là un motif pour m'exclure du parti. Mais mon attachement au parti me poussa à m'engager résolument, sans me soucier de mes propres intérêts.

L'Internationale Communiste et notre Comité central se sont toujours vigoureusement opposés au rappel de la vieille histoire de l'échec de la Révolution chinoise. Parce que je n'ai pas voulu être complice de ce silence ils ont soudainement formulé, à mon égard, le jugement suivant : « Il ne veut pas reconnaître sincèrement ses propres fautes dans la direction opportuniste au cours de la grande révolution et il ne veut pas non plus reconnaître en quoi consistèrent ses fautes véritables; par suite, il ne peut que persister inévitablement dans ses anciennes erreurs ». Mais c'est à eux que ces mots s'appliquent exactement, ils tracent leur propre portrait. En réalité, si je pouvais anéantir ma faculté de penser, ne pas me soucier des intérêts du prolétariat, faire avec eux la sale besogne et les encourager à continuer les erreurs passés, ils ne pourraient que se baser sur leur vieil opportunisme pour attaquer, par la plume et par la parole, les soit-disant « trotskystes » pour tenter tous ensemble de couvrir leurs fautes. Comment pouvaient-ils m'exclure du parti? Moi, qui ai lutté contre les forces sociales ennemies pendant la plus grande part de ma vie, comment puis-je accepter de faire une telle besogne, confondre le vrai et le faux? Lee Li San dit : « Les opportunistes chinois (note 6) ne veulent pas comprendre les leçons de l'échec de la grande révolution et ils tentent de se cacher sous le drapeau du trotskysme pour dissimuler leurs fautes ». En fait, dans les documents du camarade Trotsky, les paroles par lesquelles il me blâme sont beaucoup plus durs que celles de Staline ou de Boukharine; mais je ne puis que reconnaître que les leçons dégagées par lui de l'échec de la révolution sont entièrement correctes et je ne puis les repousser sous prétexte qu'il me blâme. Je suis prêt à recevoir la critique, si sévère soit-elle, de tout camarade, et je refuse d'enfouir

sous terre les leçons et les expériences de la révolution. Je préfère être exclu maintenant par Lee Li San et autres et je refuse d'assister passivement au développement de la crise du parti sans m'efforcer de la conjurer et de mériter ainsi, dans l'avenir, le blâme des camarades du parti. Je suis prêt à supporter avec calme une oppression accrue des forces sociales ennemies pour défendre les intérêts du prolétariat, et je refuse de suivre aveuglément les chefs officiels, brutaux et corrompus!

Camarades! Je sais que le Comité central m'exclut du parti uniquement pour couvrir les fautes de quelques hommes. Ainsi, ce n'est pas seulement pour m'empêcher d'ouvrir une discussion dans le parti et de formuler mes idées qu'on m'exclut. C'est pour fermer la bouche de tous les camarades. Je sais que les masses du parti n'ont jamais eu la moindre intention de m'exclure. Bien que j'aie été exclu par quelques chefs, il n'y eut jamais d'hostilité entre la masse du parti et moi. Je continuerais de servir le prolétariat, la main dans la main avec les camarades qui refusent de suivre la politique opportuniste de la clique stalinienne (à la fois dans l'Internationale et en Chine).

Camarades, chers camarades! Les fautes présentes du parti ne sont pas des questions secondaires et distinctes; comme dans le passé, elles sont l'illustration de toute la politique opportuniste de Staline en Chine. Les hommes responsables du Comité central de notre parti qui sont disposés à n'être rien d'autre que les phonographes de Staline n'ont montré, jusqu'ici, aucune conscience politique, ils deviennent pires de jour en jour et ils ne pourront jamais plus être sauvés. Au dixième Congrès du parti communiste russe, Lénine déclara : « Il est juste d'avoir une petite organisation s'il existe diverses opinions politiques fondamentalement différentes et s'il n'y a aucun moyen de résoudre le problème ». C'est sur cette base qu'il dirigea le parti bolchévik. Aujourd'hui, dans notre parti, il n'y a aucun moyen (discussion légale et franche à l'intérieur du parti) de surmonter la crise du parti. Chaque membre du parti doit comprendre la gravité du danger qui menace le parti, et nous devons revenir à la thèse et à la tactique bolchéviques, nous rassembler en une union solide, nous ranger résolument au côté de l'Opposition internationale conduite par le camarade Trotsky, c'est-à-dire sous le drapeau du vrai marxisme et léninisme et lutter avec courage, persévérance et à fond contre l'opportunisme de l'Internationale communiste et du Comité central de notre parti. Nous ne sommes pas seulement hostiles à l'opportunisme de Staline et à tout ce qui lui ressemble; nous le sommes aussi à l'égard de la politique de compromis de Zinoviev. On tente de nous effrayer en disant que nous allons nous mettre hors de la sphère du parti. Mais cela ne

peut nous arrêter car nous sommes résolu à tous les sacrifices pour sauver le parti et la Révolution chinoise!

Avec mon salut prolétarien

TCHEN-DOU-SIOU.

10 Décembre 1929.

Note 1. — Staline déclare : « La politique du bolchévisme en 1905 était-elle juste? Oui, elle était juste. Mais pourquoi, puisqu'il y avait des Soviets et une politique bolchévik juste, la Révolution ne pouvait-elle triompher? C'est parce la puissance des vestiges féodaux du gouvernement despotique était plus forte que celle du mouvement révolutionnaire. Ne pouvons-nous pas dire que la politique du parti communiste chinois a renforcé la capacité de combat du prolétariat, rendu plus étroits les rapports entre le prolétariat et les larges masses, et accru le prestige du prolétariat pami les masses? Très certainement nous pouvons le dire ». Une politique juste ne peut pas être à elle seule, naturellement, une garantie de succès. Mais une fausse politique est la principale garantie de l'échec. Si nous pensons que si le pouvoir de l'ennemi est plus fort, la révolution ne peut être conduite à la victoire malgré une politique juste, alors la faillite de la Révolution russe en 1905, celle de la Révolution chinoise en 1927 et toutes les autres faillites du mouvement ouvrier révolutionnaire étaient fatales! Je ne voudrais pas avoir Staline comme défenseur du parti communiste chinois s'il devait employer de pareils arguments, et voudrais moins encore me défendre avec les paroles de Staline.

Note 2. — La phase actuelle de la Révolution chinoise c'est la contre-révolution. Le mouvement démocratique actuel qui s'oppose à la contre-révolution est seulement capable d'acheminer les masses vers la révolution mais non de faire la révolution. Quant au mouvement anti-Tchang-Kaï-Chek de la clique des « réorganiseurs », ce n'est rien de plus qu'une querelle intérieure du Kuomintang. En fait, il n'y a pas de mouvement démocratique du tout. C'est seulement quand la poussée de la masse se développera jusqu'au renversement du régime du Kuomintang tout entier, que la révolution apparaîtra.

« La phase actuelle de la Révolution chinoise » d'après les thèses du VI^e Congrès, serait, d'après les faits, celle de la troisième révolution. Elles affirment que la situation présente est toujours révolutionnaire. On voit ici exactement le mélange d'opportunisme et de putchisme.

Note 3. — En avril 1917, un certain nombre de bolchéviks lancèrent le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets! ». Lénine

les critiqua sévèrement, disant que c'était prématuré et dangereux.

Note 4. — Récemment l'I. C. envoya des instructeurs au parti communiste chinois disant que la reprise de la Révolution chinoise était mûre. Quand le Comité central reçut ces instructions, il suspecta le mot « mûre » d'avoir été mal traduit. Après examen il fut reconnu que la traduction était exacte. A la Conférence du Kiang-Sou, la plupart des délégués suspectèrent aussi une mauvaise traduction. Mais le représentant du Comité central s'éleva énergiquement contre leurs doutes et finalement il fut décidé que la reprise de la Révolution était devenue mûre dans leur esprit. (Peut-être pensaient-ils que le renversement de Tchang-Kaï-Chek signifiait reprise de la révolution).

Note 5. — La politique banqueroutière est ainsi formulée dans la résolution du VI^e Congrès : « L'étape présente de la Révolution c'est la révolution bourgeoise démocratique ». « Réaliser la dictature démocratique des ouvriers et des paysans », « les koulaks n'ont pas perdu leur caractère révolutionnaire... Il ne faut pas pousser la lutte contre eux ». « La situation présente du mouvement révolutionnaire et la politique générale du parti communiste chinois — des symptômes d'une nouvelle vague révolutionnaire sont déjà très apparents — montrent qu'il est possible d'avoir une poussée révolutionnaire avec instauration d'un régime soviétique dans plusieurs provinces ». « La nouvelle vague révolutionnaire est proche » etc... La politique que fait sincèrement le Comité central repose sur ces affirmations banqueroutières.

La clique des confusionnistes : Hong Lin, Lee Fou Tchuen, Ho Meng, etc... pense que la résolution du VI^e Congrès est juste et que seule la manière dont le Comité central l'applique n'est pas bonne. Ceci montre non seulement qu'ils ne comprennent pas la position politique de l'opposition mais aussi qu'ils ignorent toute la signification politique du VI^e Congrès et qu'ils n'ont eux-mêmes aucune conception politique claire.

Note 6. — Lee Si San et autres ne veulent pas remonter à la source même de l'opportunisme; ils s'efforcent de concentrer les regards des membres du parti sur certaine partie et en rejeter les responsabilités sur certains camarades pour s'excuser eux-mêmes. En réalité, dans la période de Ouhan, Jui Chou Pei dans la circulaire du Bureau Paysan, dénonça brutalement l'action violente des paysans, la compara à celle des bandits et ordonna à tous les cadres du parti de faire rentrer l'action des paysans dans la politique générale du gouvernement paysan. Après le coup d'Etat du 21 Mai à Shanghai, quand le délégué de l'I. C., Louis, dit : « Le Comité central du Kuomintang a été « contre-révolutionnarisé », Lee Li San, dont le visage s'était aussitôt enflammé, s'écria : « Les paroles du camarade Louis ne peuvent avoir qu'une signification, c'est la destruction

du parti chinois! ». Tsai Ho Sung préconisa la suppression automatique des « pickets » communistes à Hankéou afin d'éviter tout conflit avec les troupes du Kuomintang. Quelle idéologie et quels principes révèle tout cela? Yan Yin et Lo Yek Youan m'ont déclaré personnellement : « Quand Lee Li San dirigeait le travail du Comité provincial du Kouantung, le putchisme dont il se rendit responsable dépasse de beaucoup ce qu'a pu faire dans ce domaine tout autre camarade du parti... ».

Vue générale sur le récent développement politique et économique en Chine

I

On peut dire que l'année 1928-29 a vu se produire une certaine renaissance économique de la bourgeoisie chinoise. Trois conditions ont permis à la bourgeoisie la restauration de son économie : 1) la prospérité des récoltes dans la seconde moitié de 1927 et dans la première moitié de 1928; 2) le bas niveau des mouvements grévistes, comme conséquence des défaites du prolétariat; 3) l'arrêt temporaire de la guerre civile et la restauration des communications intérieures. La bourgeoisie chinoise, prenant avantage de ces conditions, restaura sa situation économique. Jusqu'en 1930 la bourgeoisie a reconstruit toutes les usines détruites par la guerre. Le profit global de la principale industrie, le textile, a dépassé le plus haut niveau atteint depuis la grande guerre, quoique le trafic d'exportation et d'importation ait diminué de 20 pour cent, le commerce intérieur ayant en même temps augmenté. Mais ce processus prit fin avec le retour de la guerre civile et la famine paysanne au début de 1930.

En 1929 se déroula en Chine la guerre entre Tchang-Kai-Chek et la clique du Kouang-Si. En 1930, ce fut la guerre avec Yen-Si-Shan. Au sujet de cette dernière existent deux opinions, celle de Lee-Li-san, le dirigeant actuel du P.C. chinois, et celle de l'Opposition léniniste.

D'après Lee-Li-San, cette guerre est une guerre de classes, une grande vague révolutionnaire, parce que, d'après son « analyse » les protagonistes de cette guerre représentent différentes classes : Feng-Yu-Siang représente la petite bourgeoisie, le Kuangse, les propriétaires fonciers, et Tchang-Kai-Chek la bourgeoisie nationale.

Le Comité d'action national des Bolcheviks-léninistes (Opposition) a déjà déclaré que de telles guerres sont un résultat inévitable de la chute des forces prolétariennes. Les impérialistes en Chine, et leur agence, la bourgeoisie chinoise, s'intéressent ardemment aux divisions en Chine, et désirent leur perpétuation, parce que les

divisions sont la seule véritable garantie du maintien du pouvoir exceptionnel et des intérêts des impérialistes et de toutes les bourgeoisies locales elles-mêmes. Le gouvernement de Nankin de Tchang-Kai-Chek est un gouvernement provisoire, soutenu par les vœux unanimes des impérialistes et de la bourgeoisie locale, pour supprimer les forces révolutionnaires après le soulèvement du prolétariat et des forces sous sa direction; toute l'attention de la bourgeoisie est concentrée sur les divisions d'avant la révolution; la guerre civile n'est qu'une occasion de perpétuer les divisions. Depuis que le gouvernement provisoire (Nankin) a réussi à supprimer les forces révolutionnaires, son pouvoir s'est affaibli jusqu'au niveau de celui de l'ancien gouvernement de Pékin, par suite de la guerre civile. Avec les pouvoirs d'occupation locaux, a été rétablie la période des toukiuns d'avant 1925. Tous ces faits sont des phénomènes naturels sous le régime des différents impérialistes. L'absence temporaire (seulement temporaire) de guerre civile des militaristes n'est possible que dans une période du régime le plus réactionnaire, supprimant les ouvriers et les paysans de la façon la plus extrême... Et cette retraite passagère signifie la préparation d'une nouvelle et violente guerre. La véritable disparition de la guerre civile entre les militaristes ne peut être conçue qu'à travers la prise du pouvoir par le prolétariat dans la troisième révolution qui vient.

Dans les conditions de la guerre civile permanente, les communistes doivent connaître le contenu politique réel du parti communiste et de son tournant à gauche.

Il est inévitable que dans cette période les groupes bourgeois qui luttent contre ceux qui sont au pouvoir se cachent eux-mêmes derrière un masque « gauche » pour trahir les masses. C'est pour cela que nous devons prévoir deux développements possibles dans le proche avenir : les « réorganisationnistes » et le « groupe de la conférence de West Hill » mettront de côté leur programme réformiste dans l'espoir de s'unir avec Yen-Si-Shan, Feng-Yu-Siang, les seigneurs de la guerre du Kouangse, etc... et organiseront un gouvernement dont la politique deviendrait plus réactionnaire que celle de Tchang-Kai-Chek. Les centristes du Kuomintang, ainsi que le soi-disant Bureau de la « Nouvelle vie » (organe d'un groupe idéologique de centristes du Kuomintang dont la tâche est seulement d'exposer leurs théories avec leur propre « matérialisme » et « marxisme ») viendront sûrement à s'opposer au gouvernement bourgeois sous le masque du tournant à gauche. Ou bien, quelques-uns d'entre eux se sépareront des rangs des réorganisateur pour s'opposer à la politique de Wang-Chin-Wei. Telle est la première possibilité. L'autre serait plus dangereuse pour le prolétariat. La bourgeoisie de gauche avec ses organisations existantes et sous le masque de l'ultra-gauche consentirait à la révolution

bourgeoise démocratique et à la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, au mot d'ordre de « Unissez-vous à l'Union soviétique », seulement à la condition qu'on ne confisque pas la propriété de la bourgeoisie chinoise. Alors, sous ce masque, la bourgeoisie « ultra-gauche » recommencera à trahir le prolétariat et à recevoir un support matériel de l'Union soviétique. « Est-ce que la révolution chinoise des années 1925-27, dit le camarade Trotsky dans la *Critique du projet de programme de l'Internationale Communiste* a partiellement satisfait aux intérêts fondamentaux de la révolution? Non. Comme avant 1925, la Chine est loin de l'unification réelle et de l'autonomie douanière. Créer un marché intérieur et le protéger contre les attaques des marchandises étrangères est aussi un besoin fatal de la bourgeoisie chinoise dont la signification dépend de la question de la domination sur le prolétariat et les paysans pauvres. D'autre part, la bourgeoisie anglaise et japonaise a besoin de soutenir la Chine comme Etat colonial, ce qui équivaut à rendre nécessaire l'indépendance de la bourgeoisie chinoise. De telle façon que dans la période prochaine la bourgeoisie ira toujours à gauche, ce qui lui donnera plus de possibilités que celles qu'elle avait grâce à la coalition ».

La tâche présente de l'opposition chinoise est avec toutes ses possibilités d'éviter ces deux éventualités. Pour cela la tâche principale est de mettre en avant le mot d'ordre de l'assemblée nationale (assemblée constituante) grâce auquel nous nous écarterons la bourgeoisie d'opposition. D'autre part, avec ce mot d'ordre, nous essayerons de notre mieux de poursuivre la propagande pour la dictature du prolétariat, et la nationalisation des moyens de productions, établissant fermement la juste plate-forme du prolétariat, qui s'oppose à l'obscur plate-forme de la « caractéristique bourgeoise » de la révolution, des staliniens.

DANS LE PARTI

Durant les derniers mois, le P.C. chinois officiel, avec son programme opportuniste adopté par le 6^e Congrès sous la direction opportuniste ultra-droite de Lee-Li-San, a conclu un accord avec les « réorganisationnistes », conciliant la lutte entre le koulak et les paysans pauvres. Mais avec le tournant à gauche de Staline, cette politique ultra-droite a été rejetée par décret de l'I. C. Chu-Chin-Wai et Mif, après leur arrivée en Chine, critiquèrent formellement la politique d'arrangements avec les réorganisationnistes de Lee-Li-San, pour réaliser le « tournant » politique. Néanmoins, un semblable virement à gauche ne corrigea pas l'erreur principale de la ligne du parti, car avec la « caractéristique bourgeoise », un arran-

gement « provisoire » avec la bourgeoisie libérale était la conclusion la plus naturelle.

Actuellement le régime du parti est surtout sous l'influence de Lee-Li-San. Que le tout puissant Lee-Li-San reconnaisse les critiques faites par Chu-Chin-Wai et Mif, publiées sur l'organe officiel du parti, c'est seulement une fausse démonstration, faite pour l'I. C. Mais le fait montre que l'esprit d'ultra-droite de Lee-Li-San régnait fortement dans le parti entier. Par exemple dans l'Armée rouge, une sérieuse lutte entre Chu-Teh et Mou-Tze-Tong eut lieu. Le camarade Mou-Tze-Tong est plus à gauche et est sans doute capable de se tenir au côté des masses du parti contre Chu-Teh. Mais le régime interne du parti des ultra-droites de Lee-Li-San a entraîné le remplacement de Mou-Tze-Tong par Yun-Tai-In, suiveur de Lee-Li-San.

L'histoire de la révolution russe apprend que dans les rangs des mencheviks existaient de nombreuses différences, spécialement sur la question des relations avec les Constitutionnalistes; ils étaient divisés en deux groupes, ceux qui s'y opposaient et les coopérateurs. Cependant sur les problèmes fondamentaux de la révolution, ils s'opposaient unanimement aux bolcheviks. Ainsi le menchevisme chinois. En fait les « réorganisationnistes » ne sont rien d'autre que les constitutionnalistes chinois, quelle que soient les différences entre mis du prolétariat. C'est pourquoi, sur la question des relations avec les constitutionnalistes chinois, quelles que soient les différences entre les mencheviks chinois comme Chu-Chin-Wai et Lee-Li-San, nous, opposition bolchévique, nous ne réaliserons aucun accord avec eux; car Chu-Chin-Wai est sur la voie du « caractère bourgeois » et de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », tandis que nous sommes sur la voie de la dictature du prolétariat et de la nationalisation des moyens de production.

L'ARMÉE ROUGE

La situation de l'armée rouge en Chine est une question toujours discutée. Dans les rangs de l'opposition il y a eu des attitudes tout à fait fausses envers l'armée rouge représentée comme étant simplement « une bande inorganisée de bandits, vagabonds etc... »

D'après les staliniens les soviets instaurés dans les provinces occupées sont considérés comme le pouvoir prolétarien, et l'armée rouge comme son émanation directe. En fait, les soviets actuels en Chine, ne sont pas établis sur la base de la lutte de classe entre les propriétaires fonciers et la paysannerie, pour ne pas dire sous la dictature prolétarienne. Les soviets actuels sont seulement des groupes de villageois sans travail cherchant à vivre. Leur attitude vis-à-

vis des paysans au travail est celle de conquérants. A tel point que les soviets ne sont pas considérés par les paysans comme leurs organisations. Les soviets peuvent probablement s'arranger avec les classes supérieures au village puisqu'ils se sont privés du soutien sympathique de la masse paysanne. Dans la plupart des districts soviétiques, les dirigeants ne réalisent pas le partage des terres, la confiscation des boutiques de commerçants, mais au contraire, lancent le mot d'ordre de « protéger les marchands... » Les dirigeants ne désarment pas non plus les bandits pour armer les paysans pauvres, mais les laissent piller librement.

Cependant, bien que les soviets, sous la direction des staliniens ne réalisent pas le pouvoir des ouvriers et de la paysannerie, ils sont des groupes de guerre paysans, qui ne dépendent que de l'activité de leur chef, tel que celui qui est dirigé par Hong-Sin-Chuan, le chef du Taipings. De tels groupes peuvent exister même dans une période de forte consolidation du régime : les conditions de la guerre civile des militaristes leur donnent des chances de se développer.

Le prolétariat doit prendre une position dominante vis-à-vis de ces groupes de guerre paysanne. Mais leur direction peut être aisément prise par les partis « populistes » qui tentent de rendre les paysans indépendants des ouvriers. Justement, les staliniens mettent sur pied de pareils partis. D'abord, ils essayent d'organiser des soviets purement paysans avec le mot d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et paysans ». Ensuite ils ne parlent pas aux paysans de l'affaiblissement de toute la situation révolutionnaire, se vantent partout auprès des paysans de ce que les ouvriers en Chine sont plus arriérés que les paysans. Troisièmement, ils ne développent pas un esprit de lutte indépendante des ouvriers, mais ils annoncent chaque jour dans les journaux des nouvelles en gros caractères sur l'armée rouge, comme si ses victoires étaient la seule voie ouverte aux ouvriers. En un mot, toute la propagande des staliniens consiste surtout dans une agitation « populiste » pour l'indépendance des paysans par rapport aux ouvriers. C'est ainsi que, d'après nous, les staliniens en Chine poursuivent leur processus de « social-révolutionnarisation ».

Le désir de dissoudre de tels soviets paysans et leur lutte, parce que la période de réaction se prolonge, n'est pas raisonnable; une telle opinion ne coïncide pas, si peu que ce soit, avec le point de vue de l'opposition. Bien que les soviets paysans ne soient pas des soviets ouvriers-paysans sous la direction du prolétariat, ils sont encore préférables pour nous au pouvoir des propriétaires fonciers. Dans la prochaine vague révolutionnaire, ces soviets paysans seront facilement transformés en pouvoir soviétique des ouvriers et des paysans préparant la dictature prolétarienne. Il ne fait pas de doute

que dans la période de réaction, l'organisation de soviets ouvriers paysans est impossible; mais l'existence de groupes isolés de guérilla paysanne dans un pays aussi immense que la Chine, est parfaitement possible.

Ce sont les restes de la révolution à la campagne de 1925-27. Le devoir de la direction présente est de travailler à l'extension du mouvement ouvrier dans les villes, de le diriger et de le faire durer pour qu'il ne puisse être épuisé et détruit par les réactionnaires.

Les Bolchéviks-Léninistes chinois (opposition) reconnaissent que la signification de la guerre paysanne est tout à fait différente de celle des soviets d'ouvriers et de paysans. Notre sympathie est entièrement aux côtés de cette guerre paysanne. Nous protestons avec insistance contre la campagne de dénigrement menée contre elle par la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. Nous disons à la classe ouvrière que de tels soviets sont des groupements de guerre paysanne plus progressistes que ceux des propriétaires fonciers : les ouvriers doivent de toutes leurs forces s'unir à eux. Mais nous ne tromperons pas les ouvriers comme font les staliniens, en leur disant que ces soviets sont les véritables soviets de la future dictature prolétarienne (1).

DANS LES RANGS DE L'OPPOSITION

L'opposition chinoise a commencé à travailler depuis trois ans. Formellement une fraction a été créée après le 1^{er} Congrès national en novembre 1928. Le congrès organisa et concentra les comités de districts qui dirigeaient le travail comme à Shanghaï, Kwantung, Wouhan et dans les districts du Nord, avec le Comité d'action national à Shanghaï.

En septembre 1929, le second Congrès national s'ouvrit à Shanghaï, avec des représentants d'à peu près 500 membres dans la Chine entière. Les régions qui ont déjà établi des Comités d'action régionaux sont les suivantes : Shanghaï, Wouhan, Hong-Kong, Soochow, Canton, Peiping et Kharbine.

Notre organe central est *Notre parole* (n° 19). Les organes

(1) Voir sur ce point le Manifeste de l'Opposition internationale : *Sur les perspectives et les tâches de la révolution chinoise* (La Vérité, n° 53, 12 Septembre 1930).

Le correspondant de Péking de la *Pravda* a donné, le 3 décembre 1930, les chiffres justifiant le point de vue de l'opposition : Sur à peu près 300.000 hommes de troupes de l'armée paysanne, 75 pour cent sont composés de paysans révolutionnaires, 20 pour cent de soldats professionnels (paysans pauvres et expropriés) et 5 pour cent de population urbaine (petits bourgeois radicaux et prolétaires). — Naturellement on ne peut accepter ces chiffres qu'avec toutes réserves (N. d. l. R.).

régionaux sont *Le Proletariat* à Hong-Kong, *L'Ouvrier de Shanghai* à Shanghai, et *La Voie* à Soochow. (Il y a un organe officiel nommé *Le Proletaire* qui ne dépend pas de nous mais du groupe Tchen-Du-Siu).

... Au début de 1930 il y avait trois groupes principaux sous le drapeau de l'opposition chinoise : Le premier est le groupe de Tchen-Du-Siu avec son organe *Le Proletaire* (n° 2). Le second est celui de Liurzé, avec son organe *Octobre*. Le troisième est le nôtre : Bolcheviks-léninistes de Chine (Opposition) avec notre organe *Notre parole* (n° 19), dont des membres exclus ont constitué le groupe Liurzé. Tous les membres du groupe de Tchen-Du-Siu ont été dans le passé des opportunistes ou suivent personnellement Tchen-Du-Siu.

Les questions suivantes nous séparent du groupe de Tchen-Du-Siu :

1) L'expérience de la révolution chinoise (1925-27). Le groupe de Tchen-Du-Siu refuse de reconnaître que les leaders du P.C. chinois ont commis de sérieuses fautes opportunistes durant la révolution en 1925-27. Lui-même et ses amis déclarent que la ruine de la révolution chinoise a été entièrement due à l'opportunisme de Staline et de l'I. C., mais refuse de reconnaître sa propre part d'erreurs dilettantes. Le dilettantisme de Tchen-Du-Siu est bien connu dans le prolétariat mondial. Quand, en 1926, Tchen-Du-Siu déclara qu'il y avait deux étapes distinctes dans la Révolution chinoise, la première appelée « révolution extensive » dans laquelle le prolétariat doit aider la bourgeoisie chinoise à unifier toute la Chine et à réclamer l'indépendance de la Chine contre l'impérialisme. La seule conclusion qu'on pouvait tirer était que le parti prolétarien (P. C.) devait dans cette « révolution extensive », concilier les contradictions de classe car toute l'activité « exagérée » du mouvement ouvrier et paysan divisait la coalition de la « Révolution Nationale » — et on aidait objectivement l'impérialisme. Après la « révolution extensive » nous avons atteint la deuxième étape, la « révolution intensive » à laquelle seulement on admet de développer de toutes les façons la lutte des classes, et de mener indépendamment la lutte contre la bourgeoisie.

Pang-Shu-Tze, collaborateur de Tchen-Du-Siu et actuellement membre éminent du groupe de Tchen, a défendu le point de vue de Tchen, même après le coup d'Etat de Tchang Kai Chek. Dans sa brochure *Les problèmes fondamentaux de la révolution chinoise*, il déclara que le coup d'Etat de Tchang-Kai-Chek était la plus haute étape de la révolution, et que dans cette période (après le 12 avril 1927) le prolétariat devait trouver des arrangements avec les industrialistes.

Tchen-Du-Siu et sa fraction ont refusé de reconnaître ouver-

tement et courageusement ces fautes, de façon à nous permettre d'utiliser mieux les circonstances en étudiant l'expérience passée; au contraire, ils ont imputé les fautes à tous les membres du parti, considérant qu'ils n'avaient fait que suivre Staline aveuglément de même que l'ensemble des membres du parti. Enfin, la discussion sur les problèmes politiques concernant leurs fautes du passé est interdite dans leur fraction. Objectivement, le groupe Tchen devient un obstacle sur la voie de la compréhension de l'expérience de la lutte passée du prolétariat, c'est-à-dire au mouvement oppositionnel.

2) Attitude vacillante vis-à-vis du mot-d'ordre de défense de l'U.R.S.S. Pendant le conflit sino-russe, Tchen-Du-Siu a écrit une lettre aux membres du parti, insistant pour que, dans les circonstances présentes, le parti retire le mot d'ordre de défense de l'Union soviétique, ou au moins le considère comme d'importance secondaire : d'où son mot d'ordre nationaliste de : « opposez-vous à la politique du Kuomintang, qui nuit à la Chine ». Tchen ne comprit pas la signification des tâches de l'opposition dans la question de la défense de l'Union soviétique, mais au contraire, à ce moment critique, mit en avant un mot d'ordre patriotique, capable de jeter la confusion dans la conscience de classe.

3) Sa tendance liquidatrice. L'attitude du groupe Tchen vis-à-vis du mouvement de grève renaissant est purement négative. « Seule la fin de la démocratie bourgeoise est le point de départ de la démocratie prolétarienne », écrit Tchen dans son article « Les questions tactiques de l'étape actuelle » publié dans *Le Prolétaire* (n° 1). Cette appréciation est simplement la traduction chinoise de la plate-forme social-démocrate de l'Europe occidentale, et est complètement différente de celle de l'opposition léniniste. Elle n'est pas l'effet du hasard, mais la conséquence de ses opinions erronées. (Par suite de nos critiques, une différenciation s'est opérée dans le groupe de Tchen; plus de 10 membres l'ont quitté pour rejoindre notre organisation. Auparavant nous avions écrit une lettre ouverte à tous leurs membres, leur faisant un tableau général de leurs fautes, passées et présentes, qui se terminait ainsi : « Nous espérons que ces fautes seront ouvertement et courageusement reconnues, et amèneront la dissolution de votre propre fraction opportuniste; vous pourrez rejoindre personnellement l'organisation des Bolcheviks-léninistes chinois (Opposition) ».

II

15 Septembre 1930.

Quels sont les conséquences de la guerre civile des militaristes?

La guerre entre Tchang Kai Chek et Yen Si Shan peut être considérée comme la plus importante depuis 1927, car les participants sont les deux groupes les plus prospères de la bourgeoisie, celle du Kiangsu-Cheking et du Chili-Shantung. Ainsi, de vastes destructions entamèrent l'économie chinoise dans son ensemble.

D'abord, les impérialistes, surtout les Allemands, profitèrent de la guerre civile en fournissant les deux côtés en munitions, canons, avions et gaz asphyxiants, de même qu'en emprunts de guerre à des taux excessivement élevés, pour aider à une exploitation plus intensive des masses chinoises.

Deuxièmement, comme résultat indirect de la guerre des généraux, la circulation des produits de l'industrie des villes est suspendue, ce qui entraîna un renouveau dans le mouvement de grèves. A la campagne, la guerre civile entraîne l'extermination du bétail des paysans, la perte des outils, et l'interruption des semailles. En un mot, elle entraîna une violente crise dans l'agriculture qui fit apparaître les anciennes contradictions de l'économie agraire sous la grande exploitation de la bourgeoisie, d'où une hausse du prix du riz (principale nourriture du chinois) et un manque de matières premières pour l'industrie des villes..

Le haut prix du riz et des autres objets quotidiens nécessaires abaissa le salaire réel de la classe ouvrière, augmenta le coût de production des capitalistes. Mais l'économie nationale chinoise est devenue une partie inséparable de l'économie mondiale. Que dans l'industrie des villes la bourgeoisie essaye de regagner ce qu'elle perd sur le riz et les matières premières, cela n'est pas impossible. Les importations croissantes de riz, laine, coton, etc... adoucissent relativement les difficultés de la bourgeoisie — elles signifient que la crise de l'agriculture est « relative », et dépend des conditions internationales. Mais, d'autre part, les importations croissantes de matières premières et de produits alimentaires se font en faveur de la domination du capital étranger sur l'économie nationale chinoise, ce qui aggrave les contradictions entre la bourgeoisie chinoise et les impérialistes.

La baisse du prix de l'argent est la cause principale de l'accroissement des contradictions entre la bourgeoisie chinoise et les impérialistes. Elle diminue aussi, cependant, le revenu réel des travailleurs mais la diminution peut être regagnée par des grèves, tandis que la hausse de la valeur du capital - argent des capitalistes, spécialement des banquiers, n'est concevable que par un rétablisse-

ment du rapport des prix entre l'or et l'argent. Mais un tel rétablissement est seulement une illusion impossible à réaliser. La propriété de la bourgeoisie chinoise tourne ainsi à l'avantage des étrangers, avec pour résultat d'approfondir les contradictions dont nous avons déjà parlé.

LA SITUATION ACTUELLE PARMI LES CLASSES

Dans les nouvelles conditions politiques et économiques, — renouveau de la guerre militariste, coût élevé de la vie, manque de matières premières, etc... — les ouvriers réadaptent leurs propres méthodes de lutte. Même sans ces conditions, le mouvement de grèves regagnerait le sang et la vie par l'excitation de la restauration économique de la bourgeoisie chinoise en 1928-29. Ces nouvelles conditions — guerres, prix élevé du riz, etc... — ne peuvent que hâter le développement et renforcer la consolidation des forces de la classe ouvrière. Il est nécessaire de comprendre la nouvelle vague révolutionnaire, dont les approches ne signifient pas seulement une attaque politique de la part de la puissance de la classe travailleuse, mais que la classe ouvrière doit assumer le rôle politique dirigeant sur l'ensemble des masses. La réalisation d'une poussée révolutionnaire en Chine est concevable seulement aux trois conditions suivantes : 1) Un mouvement de grèves croissant qui unit la majorité des ouvriers. 2) La transformation des luttes grévistes en luttes politiques au moment des crises graves de conjoncture et 3) Une certaine disposition de la situation internationale.

Au début de 1930, le mouvement de grèves à Shangaï croît chaque jour. Dans le seul mois de mai, le nombre des participants aux grèves a été plus élevé que celui de l'année 1929 entière. Il y a de nombreux exemples de grèves se suivant dans une même usine, et de grèves englobant plusieurs usines.

Le mouvement de grèves cependant se développe dans une situation de réaction, aussi en maint cas est-il limité à la sphère des revendications économiques. Mais, durant la guerre des généraux, le développement du mouvement gréviste croît activement, il passe graduellement d'une défense en une avance, à une tentative de passer de la défaite ou de la demi-défaite à des résultats victorieux. La tâche actuelle des Bolcheviks-léninistes chinois (Opposition) n'est pas seulement de pousser décisivement ces grèves défensives en avant, vers une attaque ouverte, mais aussi de lutter pour l'existence légale des syndicats ouvriers, avec le mot d'ordre « A bas le Kuomintang et les syndicats jaunes », etc...

Par suite de l'acuité croissante des contradictions entre la bourgeoisie chinoise et les impérialistes, d'importantes divisions se

sont produites au sein de la bourgeoisie de gauche, qui ont déterminé la formation d'une nouvelle aile « gauche », dans les rangs des réorganisationnistes. Le mécontentement croît journellement parmi l'*intelligentzia* bourgeoise, depuis l'accord entre Yen-Si-Shan, Wang-Ching-Wei et Chen-Kung-Po. Certains de ces intellectuels rejoignent les opportunistes staliniens, et constituent les cadres principaux lancés contre l'opposition, comme on peut le voir par ce fait que les attaques les plus brutales, les scandales, les injures contre l'opposition ont paru dans le journal littéraire de la soi-disante *Ligue du mouvement pour la liberté* et de la *Ligue des écrivains de gauche* qui sont organisées par les intellectuels staliniens. Certains d'entre eux, hésitant entre la gauche et la droite, essayent de former un nouveau parti, tel que le *Parti social-démocrate de Chine* qui vient d'être constitué avec Dung Yen Dah, célèbre chef communiste de la période de Wouhan, comme leader.

Tous ces phénomènes montrent d'une part que les contradictions entre la bourgeoisie chinoise et les impérialistes s'approfondissent pendant que, d'autre part, la plate-forme opportuniste des staliniens répond tout à fait aux désirs de la bourgeoisie de gauche — qui s'opposera de toutes ses forces à la dictature prolétarienne en défendant ses entreprises contre la confiscation par le prolétariat.

Bolcheviks-Léninistes chinois
(Opposition).

Extrait d'une lettre du groupe "Octobre"

4 Août 1930.

« Après que les dirigeants du groupe *Notre Parole* eurent catégoriquement refusé de participer à l'unification des différents groupes oppositionnels, nous avons décidé, avec le groupe oppositionnel du Nord de la Chine, de prendre l'initiative de constituer la Commission préparatoire qui devait être formée par les représentants des différents groupes d'opposition. Après le 2^e Congrès de l'opposition chinoise, par suite de la résolution erronée qui y a été prise, l'opposition chinoise s'est scindée en quatre groupes : groupe *Notre Parole*, groupe « *Octobre* », le groupe de Liang Kan Tchao, le groupe de *La Lutte*. Il existe en outre le groupe de la Chine du Nord (ce groupe est très proche du groupe *Octobre*). Les tâches de la Commission préparatoire étaient de 1) rassembler tous les matériaux et préparer les thèses de discussion, afin que chaque membre de toutes les organisations oppositionnelles puisse se prononcer sur les divergences entre les différents groupes, 2) convoquer le 3^e Congrès de l'opposition afin de résoudre définitivement toutes ces questions. Le groupe de *Notre Parole* a repoussé ce projet. Le groupe de *La Lutte* a à moitié accepté. Il estime seulement que la Commission préparatoire ne peut remplir que la première tâche, et qu'elle n'a pas le droit de convoquer le Congrès. L'organisation de Su Tchao a accepté ainsi que quelques camarades oppositionnels à Changai. ...Le groupe de *Notre Parole* veut lui-même convoquer le 3^e Congrès, et cela contribue à approfondir la scission. Maintenant, au nom du groupe *Octobre*, de celui du Nord de la Chine et de l'organisation de Wouhan, nous avons fait un appel pour demander la création de cette Commission préparatoire, et ensuite du 3^e Congrès. Ainsi nous voulons créer une organisation homogène de l'opposition de gauche. Nous espérons que le groupe de *Notre Parole* sera avec nous.

Notre groupe (*Octobre*) est organisé par des camarades qui sont les premiers à s'être opposés aux résolutions fausses du 2^e Congrès. Notre groupe est encore peu nombreux.... Il a mené une discussion théorique et politique autour des 4 questions suivantes, pendant les derniers mois : 1) le mot d'ordre de l'assemblée nationale. L'opinion de tous les camarades est que dans les périodes de contre-révolution il faut mettre en avant les mots d'ordre démocratiques de l'assemblée constituante pour mobiliser les masses contre la guerre qui mène à la dictature et préparer la 3^e Révolution, et en

temps voulu passer au mot d'ordre de la dictature du prolétariat, des soviets (il est sûr que la vraie assemblée constituante peut seulement être convoquée par l'insurrection armée). C'est pourquoi l'assemblée nationale est l'étape vers la dictature du prolétariat. C'est pourquoi dans la première période du mouvement révolutionnaire des masses il faut en même temps lancer le mot d'ordre des soviets opposé au mot d'ordre de l'assemblée nationale. Mais Nel-Sy estime que l'assemblée nationale est la même chose que les soviets, qui sont une forme populaire de la dictature du prolétariat... 2) Dans notre programme nous disons qu'en aucun cas le parti ouvrier ne peut entrer dans le parti d'une autre classe... 3) Appréciation des « Réorganiseurs » (Kuomintang de gauche). 4) La position de Nel-Sy vis-à-vis de Tchen-du-Siu. Nel-Sy trouve que ses relations avec Tchen-du-Siu n'étaient pas une erreur alors que nous trouvons que lorsque Nel-Sy a proposé notre union avec Tchen-du-Siu en l'absence de toute base politique, il commettait une faute ».

Ensuite les camarades écrivent que Nel-Sy, secrétaire du groupe, a quitté l'organisation après la réunion du 3 juillet. « Notre organe Octobre continue à paraître, écrivent ensuite ces camarades, nous espérons qu'il sera hebdomadaire. Nous publions aussi quelques brochures ».

Lettre du Bureau International de l'Opposition aux groupes de Chine

Aux groupes Tchen-Du-Siu, *Notre Parole* et *Octobre*.

Chers camarades,

Le Bureau International de l'Opposition communiste de gauche a pris connaissance, avec le plus grand intérêt, des documents et lettres adressées par vous au Bureau et au camarade Trotsky personnellement. Nous constatons que les trois groupes d'opposition se sont formés sur la base des grands événements historiques, qui se sont déroulés en Chine au cours de la dernière période et sous l'influence directe de la critique qu'a exercé l'Opposition Internationale de gauche, envers la théorie et la pratique néfaste de la direction de l'Internationale Communiste. Cette origine des trois groupes est une garantie importante de la similitude des tendances qui les animent. La polémique qui a existé ou qui existe encore entre vos trois groupes, concerne, dans la mesure où nous pouvons en juger, selon notre conviction profonde, des questions d'ordre secondaire. L'apreté de cette polémique ne correspond nullement à l'acuité des divergences d'opinion, mais résulte du fait de la scission.

Nous avons lu avec un grand contentement la lettre ouverte du camarade Tchen-Du-Siu aux communistes chinois. Nous pensons que cette déclaration de programme, inspirée par un esprit de solidarité entier avec l'Opposition Internationale, rend non seulement possible, mais absolument nécessaire, la fusion avec les deux autres groupes.

L'unification pourrait se réaliser sur la base d'une plate-forme courte et précise, et par une conférence comprenant les trois groupes. Cette plate-forme pourrait être élaborée par une commission d'entente. Si, dans ce travail, il se manifeste une divergence importante, ou qui semble importante à l'un des trois groupes, le Bureau International s'offre à faire le possible pour applanir ces difficultés. La plate-forme pourrait ensuite être signée par les adhérents des trois groupes et la conférence d'unification se rassemblerait sur la base de ces signatures et selon la règle de la proportionnalité.

Cette méthode a été employée par exemple en Allemagne, avec succès. Elle suppose évidemment la bonne volonté de tous les groupes participants. Nous ne doutons pas de l'existence de celle-ci. Dans ce sens nous vous proposons de former immédiatement la commission d'entente. Le nombre des représentants n'a pas d'importance, car il ne s'agit pas de créer une majorité, mais d'une entente.

Nous exprimons notre espoir que la prochaine Conférence Internationale pourra saluer les représentants de l'Opposition unifiée de Chine et nous attendons impatiemment une réponse satisfaisante de votre part.

Avec nos salutations fraternelles,

Le Bureau International de l'Opposition de gauche.

On conduit le parti à la catastrophe

L'Allemagne à la veille de luttes décisives

Au cours des trois mois qui se sont écoulés depuis les élections du Reichstag, la crise générale du système capitaliste s'est accentuée à une allure telle qu'on ne l'avait encore jamais vue en Allemagne.

Après l'échec de la grève des métallurgistes, l'offensive patronale a redoublé de vigueur dans toutes les régions industrielles. En même temps, l'aggravation de la situation économique a amené la fermeture de nouvelles industries, le nombre des chômeurs s'est élevé à plus de trois millions et demi. Actuellement, plus d'un sixième des ouvriers et des employés sont sans travail et l'accroissement quotidien est de 15 à 17.000 environ. La capacité de production de l'industrie allemande n'est utilisée actuellement qu'à 53 pour cent, le déficit du revenu est évalué, pour 1930, d'après les calculs de l'« Institut für Konjunkturforschung » (Bureau d'Etudes économiques) à 4 milliards de marks. En même temps les bilans des entreprises industrielles les plus importantes, aussi bien dans l'industrie chimique que dans l'industrie lourde, (mais surtout le capital bancaire) montrent une augmentation des profits, malgré la baisse de la production. La tension grandissante entre les prix des matières premières, en baisse sur le marché mondial et les prix des produits fabriqués restés relativement élevés, devient un des facteurs les plus importants pour l'accroissement des capitaux.

La tentative du régime de dictature Brüning — qui s'appuie politiquement sur une coalition muette entre le centre et la social-démocratie, et seulement sur une partie du capitalisme financier allemand, sur la plus grande partie du capital commercial et sur certaines parties de l'industrie lourde — de calmer par une *campagne pour la baisse des prix* l'inquiétude des masses, a échoué dans son premier élan, devant la résistance énergique des monopoles. Le seul

résultat de cette campagne consiste dans le fait que les petits commerçants et intermédiaires dont l'aide fut l'*objectif principal* de la campagne furent jetés encore plus vite que jusqu'à présent dans les bras du fascisme.

L'allure de la croissance fasciste a continué à augmenter. Toute une série d'élections qui ont eu lieu depuis le 14 septembre donnent à ce sujet des éclaircissements alarmants. Ainsi les élections qui ont eu lieu en novembre à Mecklenbourg, Baden, Bremen etc... donnent le tableau suivant : tandis que la participation générale recule par rapport aux élections du Reichstag — en partie même très fortement — l'activité des masses fascistes s'accroît d'une manière extraordinaire. Depuis les élections du Reichstag, le nombre de voix qu'ils recueillent a augmenté d'à peu près 30 pour cent. Dans certaines contrées de 50 pour cent ; à Brême ils ont doublé leur chiffre depuis le 14 septembre (50.000 contre 26.000).

Mais ce ne sont pas actuellement les masses bourgeoises, qui quittent en masses compactes les vieux partis bourgeois, surtout la Staatspartei (Parti d'Etat, l'ancien parti démocrate) et la Deutsche Volkspartei (parti populiste, parti de Stresemann) ; la pénétration du fascisme dans le camp prolétarien est un fait que même la direction de notre parti ne peut plus nier. Dans certaines contrées l'effritement du P. C. A. est même *plus grand que les pertes que subit le parti socialiste*. *Nulle part* le parti n'a su maintenir sa situation du 14 septembre, partout le fascisme l'a de beaucoup dépassé, le parti socialiste recule dans presque toutes les contrées à un rythme égal à celui de notre parti. (A cette occasion on peut mentionner un phénomène symptomatique : dans quelques régions où l'organisation du parti se trouve entre les mains de l'Opposition de gauche, par exemple certains endroits du sud-ouest, et l'organisation du parti accomplit non seulement tout le travail sous la direction de la gauche, mais propose en plus nos camarades comme candidats, étant donné qu'à l'échelle locale nous représentons le parti ; et c'est là que le parti s'en tire relativement bien. Ainsi notre organisation a recueilli à présent à Bruchsal (Bade) 889 voix (le 14 sept. 912) tandis que la participation générale a reculé de 16 pour cent et que le parti socialiste a *perdu* 300 voix et les fascistes même 400. A Heidelberg, ville avoisinante, notre groupe a même obtenu 60 voix de plus qu'aux élections du Reichstag).

La fermentation générale croît sans cesse dans les masses ; mais elle profite de plus en plus au fascisme. Le processus de regroupement des masses passent de l'aile réformiste à l'aile communiste, processus qui s'est manifesté après l'instauration du régime de dictature (18 juillet) et malgré la politique du centrisme) est provisoirement *arrêté*. Le point culminant de ce processus fut le milieu du mois d'octobre, au moment de la grève des métallurgistes berlinois,

à laquelle 130.000 ouvriers ont pris part, bien que la plupart aient été des inorganisés et n'aient donc reçu aucun secours. Actuellement l'échec désastreux des métallurgistes de Berlin a ses répercussions dans toute l'Allemagne. Des millions d'ouvriers ont fixé des regards fascinés sur cette grève, dont la direction de notre parti avait déclaré dès le début qu'elle était sous sa direction. Par cette tromperie la direction a fait d'immenses ravages, car les masses se sont rendu compte de jour en jour plus clairement, à quel point au cours de la grève, cette « direction de la RGO » (Opposition syndicale révolutionnaire) fut *impuissante* en face de la trahison réformiste.

La force d'action, le rayonnement du parti ne s'accroît pas. Certes, on peut constater un grand *courant* communiste dans les masses, mais la confiance dans le parti ne grandit pas. La stérilité de la politique centriste a comme conséquence logique la *décomposition* des effectifs du parti. A la vue de l'indifférence des masses en face des mots d'ordre d'action du parti, une grande partie des cadres du parti, surtout parmi les Jeunesses (le seul mot d'ordre est : « Sortez dans la rue ! » ; actuellement il y a des démonstrations quotidiennes, parfois même une le matin et une le soir) désespère de la possibilité de gagner les masses. C'est sur le terrain de ce désespoir que grandit l'*aventurisme* que la direction du parti cultive systématiquement.

Il existe encore d'autres états d'esprits, non moins dangereux, dans le parti : « La vague fasciste ne peut plus être arrêtée. Bientôt le parti sera dans l'illégalité, et lorsque le fascisme sera au bout de son rouleau, alors le parti sortira de l'illégalité pour être prêt à prendre le pouvoir ».

Cet état d'esprit des masses est surtout favorisé par la dernière constatation de la direction, selon laquelle la dictature fasciste aurait déjà été *proclamée* le 30 novembre. (Ce jour-là, de même que le 18 juillet, le régime de dictature a appliqué l'article 48). On ne peut plus parler de la menace de la dictature fasciste, celle-ci étant *déjà réalisée*.

Et dans les masses oscillantes, exaspérées par la social-démocratie, qui n'appartiennent ni au parti socialiste, ni au P.C.A., et pas encore au fascisme, on entend dire : « Que les deux partis radicaux, les communistes et les fascistes, se mettent donc ensemble pour renverser le régime des bonzes ».

Nous avons dévoilé ici très crûment les phénomènes de *décomposition* à l'intérieur du parti, dans le camp révolutionnaire et à ses alentours. Ce n'est pas parce que nous sommes d'avis que ces tendances excluent la possibilité d'un nouvel essor du mouvement révolutionnaire. Mais nous considérons qu'il est de notre devoir révolutionnaire de montrer justement d'une façon tranchante les dangers sur lesquels la direction du parti garde le silence, et qui peuvent

ruiner la révolution allemande, s'ils ne sont pas aperçus, combattus et surmontés à temps. Nous n'avons rien de commun avec cet optimisme bureaucratique, qui dit, en triomphant, face au parti :

« Une seule pensée dans les demeures ouvrières, dans les usines et dans les permanences de pointage : cela ne peut continuer ainsi. Nous payons aujourd'hui les fautes de 1918.

« Ce furent là aussi les pensées des masses énormes qui, durant trois jours consécutifs, submergeaient les rues de Berlin avec une persévérance et une énergie toutes révolutionnaires. Ce ne furent plus des démonstrations au sens courant du terme. Ce furent les *prodromes d'une prochaine révolution populaire* ».

Les masses qui « durant trois jours submergeaient les rues » étaient les cadres du parti, c'est-à-dire une partie des militants — et les noyaux de sympathisants. A Berlin, cela représentait quelques milliers. Si les cadres du parti, l'enthousiasme de leur jeunesse, en un mot le dévouement et la décision de 50.000 prolétaires sont suffisants pour faire la révolution, alors oui, ce furent les prodromes de la « prochaine révolution populaire ».

Combien les possibilités objectives d'un essor révolutionnaire gigantesque *pourraient être grandes*, et combien grande la force d'attaque, c'est ce dont témoigne d'autre part l'effervescence profonde et grandissante dans les rangs des ouvriers réformistes, aussi bien dans les syndicats que dans le parti socialiste et dans la Jeunesse Socialiste. L'exaspération au sujet de l'appui inconditionné que la social-démocratie accorde à la dictature Brüning, prend des proportions énormes. L'excitation au sujet de la sentence arbitrale contre les ouvriers métallurgistes berlinois, qui fut adoptée à l'unanimité, c'est-à-dire avec la voix du professeur Sinzheimer délégué du parti socialiste, est encore en train de grandir. A Berlin, Breslau et dans d'autres organisations socialistes, on adopte des propositions d'exclusion contre Sinzheimer.

L'effervescence dans le parti socialiste grandit avec force, en même temps que survient la faillite des chefs de la « gauche » du parti socialiste. Ce sont justement les gauches bavards de la trempe du lamentable Seydewitz qui montrent maintenant qu'ils sont des misérables polichinelles, qui ne voient aucune issue, et qui, placés devant le problème des luttes extra-parlementaires et de la résistance à opposer à la politique des Brüning, Hilferding, Wels et Breitscheid, capitulent sur tous les points... La « gauche » ne se trouve pas à la tête du mouvement élémentaire qui se déroule au sein du parti socialiste et des syndicats, mais à la queue de celui-ci, étant pour ainsi dire paralysée par la crainte que les masses révoltées du parti puissent par-ci, par là, entreprendre spontanément la lutte. L'ultime sagesse de la droite est aussi la dernière lueur d'espoir de ces chevaliers sans peur et sans reproche : la police de monsieur

Severing. La II^e Internationale, de Vandervelde jusqu'à Otto Bauer, tous ceux qui tremblent pour l'avenir de la république bourgeoise, n'ont pas la moindre confiance dans la force de masse du prolétariat; ils jettent des regards effrayés vers la police de sûreté prussienne, dont ils attendent le salut dans le malheur.

Ce qu'il y a de dangereux dans le développement qui se produit dans le parti socialiste et dans les syndicats, c'est le fait que même les ouvriers radicalisés abandonnent l'espoir de pouvoir lutter en commun avec le P.C.A.; car la politique du P.C.A. apparaît à ces ouvriers, surtout dans le domaine syndical, comme un crime presque tout aussi grand que la trahison ouverte de leurs propres dirigeants.

Un tournant dans la politique du parti, l'abandon complet de la ligne poursuivie jusqu'à présent, le passage à l'application d'une action de front unique, voilà ce qui pourrait produire dans toute la situation allemande un revirement décisif en très peu de temps. Si le parti se décidait à donner actuellement un programme d'action simple et compréhensible à tous les ouvriers, ayant pour point central une série de revendications économiques (journée de 7 heures, collaboration économique avec l'union soviétique, secours des chômeurs pendant toute la durée du chômage, etc...) et comme revendication politique essentielle la défense des organisations ouvrières et des droits ouvriers contre le fascisme, l'établissement d'une organisation de masse antifasciste au-dessus des partis — si le parti abordait avec ce programme d'action les ouvriers social-démocrates et, au cours de la campagne, aussi les *organisations réformistes*, en les mettant devant l'alternative suivante : « Avec les communistes pour le programme d'action prolétarien, ou avec Brüning pour le programme de famine capitaliste » alors on verrait se développer à l'intérieur de la classe laborieuse allemande, qui cherche actuellement désespérément une issue, un puissant mouvement de masse en faveur de ce programme, qui ne pourrait être arrêté ni par la discipline de parti de Wels et de Hilferding, ni par le régime de caserne de la bureaucratie syndicale, ni par la baïonnette policière de Severing. Seul un tel mouvement de masse peut repousser, dans les circonstances actuelles, la vague fasciste en Allemagne, et peut et doit devenir le début de cette « révolution populaire » dont rêvent aujourd'hui les fonctionnaires du parti, alors que quelques milliers d'ouvriers participent à une démonstration. Seule une telle action de masse peut attirer du côté de la classe ouvrière les masses petites-bourgeoises de la ville et de la campagne qui sont aujourd'hui dans le camp fasciste.

Il n'en est pas encore trop tard. Mais il n'y a plus de temps à perdre. Nous approchons du point de fusion de la crise. Les éléments aventuristes, représentés dans les plus hautes sphères du parti,

jouent avec l'idée de la « dernière carte »; ils jouent avec l'idée de passer en janvier, à une offensive, dont ils supposent qu'elle finira avec l'illégalité du parti. C'est là la voie qui menace non seulement de détruire le parti, mais qui doit créer tout bonnement la situation classique pour une victoire aussi facile que possible du fascisme.

Il faut nommer ouvertement les dangers devant lesquels se trouve le parti allemand, la révolution allemande et toute la classe ouvrière allemande; ce n'est que de cette façon qu'on peut créer les bases d'un véritable tournant, et qu'on peut empêcher que le parti soit mené à la catastrophe.

K. LANDAU.

Le mouvement communiste aux Etats-Unis

Le communisme aux Etats-Unis est encore une terre inconnue pour les camarades du dehors. Une brève esquisse de son développement servira de fond à la situation présente du Parti officiel et de l'Opposition.

Le mouvement communiste américain a eu une carrière accidentée. En tant qu'organisation politique indépendante, il naquit non pas tant d'une aile gauche luttant pour le marxisme dans la social-démocratie d'avant-guerre que des effets directs de la Révolution russe sur les membres du parti socialiste américain et avant tout sur les ouvriers d'origine étrangère organisés dans le parti en « Fédérations de langues ». La prise du pouvoir par les ouvriers dans le vieil empire tsariste affecta un certain nombre de ces Fédérations comme une trombe d'eau affecte un désert brûlant. Ce fut particulièrement le cas des Fédérations russe, ukrainienne, polonaise, lettone, esthonienne, juive, yougoslave, qui avaient mené une existence — pour maigre qu'elle fût — paisible, isolée et confortable à l'intérieur du socialisme américain pendant des années. Brusquement cependant, de ces maigres racines s'élancèrent de vigoureuses branches bolchéviques qui fleurirent comme le vert laurier. Les Fédérations slaves, avec un effectif se comptant seulement par centaines, reçurent un tel afflux d'ouvriers qu'ils se comptaient désormais par milliers. Elles formèrent l'épine dorsale de l'aile gauche du parti socialiste, idéologiquement, politiquement et numériquement. Expulsée du Parti par les Hilquit, les Berger et les Oneal, bien qu'elle eût une incontestable majorité derrière elle, l'aile gauche se trouva convertie non en un mais en deux partis communistes.

Une indication du manque de maturité du communisme américain dans cette période de formation est fournie par le fait que les deux partis livrèrent l'un contre l'autre une guerre sans merci sur des points de programme tels que la formulation de « *mass action* » contre « *action de masses* »....

A peine sorti de ses langes, le mouvement communiste fut soumis en 1920 à des persécutions gouvernementales sans précédent, au cours desquelles plusieurs milliers de ses membres furent arrêtés, des

centaines de travailleurs immigrés déportés dans les pays de leur naissance, et le mouvement poussé dans l'illégalité; seuls les gigantesques efforts d'un petit groupe à l'intérieur des deux partis maintinrent la nécessité de lutter pour un mouvement légal et un travail légal. Les absolument incompetents et hors de toute réalité « bolchéviks de Novembre » (comme on les appelait) dirigeant le Parti affirmaient que l'illégalité était un principe inviolable du bolchévisme parce que, disaient-ils, les bolchéviks russes avaient mené une existence souterraine pendant des années! Il fallut une décision impérative de l'Internationale Communiste, une âpre lutte intérieure et même une scission dans le Parti avant que la majorité puisse être amenée à mener ouvertement son activité révolutionnaire.

L'acquisition par le Parti, immédiatement avant et après la formation d'un Parti communiste agissant au grand jour, d'un certain nombre de leaders américains-nés, marqua un tournant dans le communisme américain. Ces leaders, dont le plus remarquable était Foster qui avait conduit la grande grève de l'acier, en 1919, avaient d'excellents contacts avec le mouvement ouvrier organisé, particulièrement avec ses éléments avancés et son aile gauche. Ce qui leur manquait dans le domaine de la connaissance approfondie et la pratique du marxisme révolutionnaire — ils avaient suivi d'autres écoles — était dans une grande mesure comblé par leur capacité pratique, leur instinct pour le travail parmi les masses, leur connaissance de la situation américaine.

Avec leur aide le Parti fut arraché à son romantisme conspiratif et à son isolement. Avec leur aide, le Parti abandonna sa conception ultra-gauche du travail syndical et adopta celle définie si brillamment par Lénine dans son « Communisme de gauche ».

Avec une direction capable, intelligente, marxiste, les capacités et les énergies de ces travailleurs syndicaux auraient pu être convenablement canalisées au mieux des intérêts et du développement du communisme américain. Comme les choses se passèrent, en dépit des difficultés de tradition, le Parti connu, entre 1921 et 1923, une de ses rares périodes de santé robuste et de croissance, étendant rapidement son influence dans les trade-unions et brisant l'étouffante armure de son isolement antérieur. Tandis que le Parti communiste enlevait une position après l'autre, le Parti socialiste qui, à une certaine époque, comptait plus de 100.000 membres, se ratatinait en dimension et en influence jusqu'à ce qu'il se réduisit à un effectif de 7-8.000 membres.

Cette période de croissance quasi idyllique ne fut pas de longue durée. Sa brusque fin doit être largement mise au compte de l'apparition du notoire Josef Pogany, alias John Pepper, sur la scène américaine, où il avait été exilé par Zinoviev, avant tout dans le but de mettre fin aux interminables luttes fractionnelles du Parti hongrois. Cet aventurier insidieux de trois continents qui aida si bien

Bela Kun à détruire la Révolution hongroise et à organiser les putsches catastrophiques en Allemagne, cet expert dans la lutte sub-séquent contre le trotskysme, apparut soudain aux Etats-Unis comme rien de moins que le théoricien, l'organisateur et le chef de la révolution prolétarienne américaine. Sous beaucoup de rapports, il fut le précurseur du régime actuel de l'Internationale Communiste. Il apporta dans le mouvement américain cette combinaison funeste d'aventurisme, d'opportunisme, de démagogie, de falsification, de manœuvres de clans et de charlatanisme qui plus tard le servirent si admirablement dans la capacité de servir quiconque avait le pouvoir dans l'Internationale. Tôt après son arrivée aux Etats-Unis, il développa une série de nouvelles théories surprenantes, d'après lesquelles le Ku-Klux-Klan était l'incarnation du fascisme américain, le mouvement petit-bourgeois de La Follette prenait la tête de la « troisième révolution américaine », et les nègres dans le Sud étaient en train de conduire un « soulèvement spartakiste sans armes ». De plus, ce stratège incomparable enseignait que le Parti américain, le Parti communiste, accomplirait la révolution prolétarienne en s'appuyant sur la petite bourgeoisie et sur l'aristocratie ouvrière, en gagnant à lui les fermiers du Nord-Ouest acculés à la faillite, et en neutralisant le... prolétariat. La route vers cet avenir doré passait par l'organisation d'un Parti ouvrier-paysan, dirigé et contrôlé par les communistes (!) qui rejoindrait le Parti de La Follette et voterait pour celui-ci comme président des Etats-Unis.

Perspective tout à fait ravissante qui, si incroyable que cela puisse paraître, fut approuvée par la majorité de la direction et par la masse fascinée du Parti. Le communisme américain était nonchalamment enfoncé dans la fange par une combinaison Pepper-Ruthenberg-Lovestone-Gitlow et il était déjà enfoncé jusqu'au cou dans cette boue quand l'intervention de l'Internationale Communiste — provoquée par une lutte fractionnelle menée contre Pepper par le groupe Foster-Cannon — l'amena à un salut partiel et temporaire.

Même avant la décision de l'Internationale, une vive lutte se développait dans le Parti contre le pepperisme, qui atteignit son point culminant au congrès de 1924, au cours duquel le « groupe minoritaire » (Foster-Cannon) enleva la majorité du Comité central. (En passant, il peut être utile de noter que ce changement dans la direction du Parti fut à l'époque qualifié par un des chefs du Parti de « triomphe des trotskystes ». Cette déclaration renfermait une part de vérité. La première demande faite par Zinoviev à la direction du Parti américain d'appuyer la « vieille garde » contre le « trotskysme petit-bourgeois » avait été accueillie avec empressement par les pepperistes mais d'abord repoussée et ensuite approuvée avec répugnance par le groupe opposé).

La victoire du groupe minoritaire fut de courte durée. Une nouvelle lutte s'éleva dans le Parti autour de la question de savoir

si le Parti communiste devrait continuer à travailler à la formation d'un Parti ouvrier-paysan. Le groupe Foster-Cannon était contre ce travail et contre ce mot d'ordre. L'Internationale Communiste qui, déjà, abandonnait le terrain du marxisme, endossa le point de vue du clan Pepper-Lovestone-Ruthenberg. Malgré cela, ce dernier se trouva au Congrès de 1925 en une petite minorité. Mais Pepper avait déjà établi de solides relations avec l'appareil de l'I. C. Aussi vit-on apparaître au Congrès un représentant du Comité exécutif, la trique militaire Goussiev. Procédant aux manœuvres les plus révoltantes et violant les règles les plus élémentaires de la démocratie dans le Parti, il annula arbitrairement la décision prise conformément à la volonté des membres du Parti et exprimée au Congrès par les deux tiers des délégués. Dans un ciel sans nuages arriva un cablogramme de Zinoviev déclarant que « le groupe Ruthenberg était le plus loyal envers l'Internationale Communiste ». Et, sans attendre, Goussiev installa ce groupe à la direction du Parti.

Le Congrès et les membres du Parti en furent littéralement abasourdis. En réponse, une tendance se développa au sein du Congrès en faveur d'une scission dans le Parti qui, inévitablement, se serait étendue dans la direction de la droite. Cette tendance était dirigée par Foster qui maintint la menace voilée d'une scission sur la tête de l'Internationale afin de l'obliger à retirer sa décision signifiée par câble. Sur cette question, qui bientôt couvrit d'autres champs de discussion, le groupe Foster-Cannon se coupa en deux et une scission sérieuse fut ainsi évitée.

A partir de ce moment, cependant, l'appareil de l'I. C. continua à donner son appui sans réserves à la clique dirigeante de Lovestone (Pepper avait été envoyé à Moscou, et Ruthenberg était mort). Cette clique devint le serviteur le plus obéissant de l'appareil de l'I. C. pour toute besogne malpropre qu'il fallait faire. Lovestone et tout son clan devinrent les porte-drapeau de la lutte méprisante menée contre le « trotskysme » en Amérique et partout. Le groupe Foster devint une opposition sans cesse déclinante, vivant dans l'espoir de ramper de nouveau à la direction du Parti grâce à la clique dirigeante du Bureau politique du Parti communiste de l'U. R. S. S.

Le groupe Cannon maintint une sorte de position indépendante, s'appuyant tantôt sur une fraction tantôt sur l'autre. La lutte pour ce qu'il considérait comme étant la position marxiste, contre l'opportunisme, pour la démocratie dans le Parti, se heurtait constamment à un énorme obstacle qu'il ne réussit pas à bien comprendre ou à voir clairement pendant des années : l'obstacle des implications internationales de cette lutte. Il mena sa bataille sur un terrain essentiellement national, s'intéressant peu et sachant moins de la lutte brûlante qui se livrait dans le Parti communiste russe et dans l'Internationale entre le marxisme et l'opportunisme national-socialiste. Il

endossait toute la politique de la clique dirigeant l'I.C., même si son attitude était dépourvue de l'enthousiasme venimeux du clan Lovestone, et même si, dans les conversations privées, ses adhérents exprimaient des doutes sur la campagne de Staline-Zinoviev contre l'Opposition.

Cette conception insulaire peut être attribuée à deux circonstances : l'ignorance complète de la grande majorité des communistes américains concernant les problèmes impliqués dans la lutte et la position de l'Opposition russe d'une part, et d'autre part, la réaction inconsciente de la domination première du mouvement par les « Fédérations » slaves, tout à fait romantiques, hors de la réalité, et partiellement chauvines.

L'accumulation des contradictions dans le camp du bloc centre-droite dans le Parti communiste russe accéléra le processus de classification et de différenciation et s'acheva par une explosion au lendemain du VI^e Congrès de l'I. C. Les trois groupes étaient représentés à ce Congrès. La direction Lovestone était visiblement un pillier de la fraction Boukharine qui l'excitait contre Staline, avec un peu moins d'ardeur cependant que Staline excitait la fraction Foster (« sa » fraction) contre l'honorable président de l'I. C. Dans les coulisses du Congrès, ce jeu dégoûtant était visible pour tous — sauf pour les aveugles. Par la suite, des documents mis au jour révélèrent que Foster, qui officiellement ne jouissait pas de la faveur de l'I. C., avait des entretiens privés avec Staline au cours desquels le « maître » l'assurait de son appui dans une lutte clandestine pour évincer Lovestone de la direction. Boukharine, sans doute, agit de même à l'égard de son représentant américain.

Cependant, au Congrès, par suite de quelque négligence de l'Appareil, des exemplaires de la « Critique du projet de programme » par le camarade Trotsky furent distribués à des délégués choisis et membres de la Commission du programme. La traduction de ce brillant document avait été délibérément falsifiée sur plusieurs points. Un chapitre tout entier (celui traitant de la « stratégie et tactique dans l'époque réformiste »), ne fut jamais remis même à ces délégués « sûrs » et soigneusement triés. En tout cas, la lecture de ce document, même expurgé, produisit une impression profonde sur deux des délégués : le camarade Cannon, du Parti américain, et le camarade Spector, président du Parti canadien, et désigné au VI^e Congrès pour représenter son Parti au Comité exécutif de l'I. C. Tous deux décidèrent de rentrer en Amérique et de mobiliser autant de membres du Parti que possible en faveur de la plate-forme de l'opposition de gauche. La traduction de la critique de Trotsky qui avait été remise aux délégués portait l'instruction formelle que tous les exemplaires doivent absolument être retournés au Secrétariat. Deux, cependant, n'atteignirent jamais ce Secrétariat méfiant. La manière dont ils se trouvèrent finalement aux mains de nos deux

camarades et ensuite introduits aux Etats-Unis fournira quelque jour une lecture passionnante et instructive!

La distribution de la « Critique » de Trotsky parmi les militants actifs des Partis américain et canadien eut un effet saisissant. Les voiles de l'ignorance qui recouvraient ces questions de principes fondamentales se trouvèrent d'un coup balayées. Les deux fractions officielles et corrompues, celle de Lovestone et celle de Foster, s'alarmèrent devant l'extraordinaire développement du « groupe trotskyste » dans le Parti. Ils mirent, pour un instant, de côté leur propre querelle, et citèrent les camarades Cannon, Abern et Shachtman, membres du Comité central (Cannon était aussi membre du Bureau politique) devant l'Inquisition. Le « procès » dura une semaine et quelques-unes des questions posées par les augustes juges auraient déridé même un lama tibétain. En conclusion, les trois camarades inculpés lirent une déclaration par laquelle ils donnaient leur pleine adhésion à la plate-forme de l'Opposition russe, revendiquant en outre le droit de discuter les questions controversées durant la période préparatoire du prochain Congrès du Parti. Après quelques minutes durant lesquels les deux fractions officielles luttèrent entre elles pour déposer la motion formelle d'expulsion, l'incomparable Pepper et son associé, Lovestone, défendirent la proposition d'expulsion qui fut votée à l'unanimité (moins la voix de Cannon, naturellement).

Pepper qui menaça le prolétariat de Budapest avec des mitrailleuses, alors qu'il était ministre de la Guerre du comte Karolyi; Lovestone, qui fut témoin à charge contre des communistes emprisonnés; Foster, qui plaça des obligations de la *Liberté* pendant la guerre comme un chauvin; Kruse, Engdahl, Trachtenberg et Olgin, qui expulsèrent l'aile gauche du parti socialiste comme agents de Hillquit — tous ces bolchéviks éprouvés et ayant fait leurs preuves, joignèrent leurs mains pour nous exclure comme « contre-révolutionnaires » et dénoncer comme une « calomnie trotskyste » notre affirmation qu'il existait des divergences au sein de la Direction du parti communiste russe — c'est-à-dire entre Boukharine et Staline. En même temps, les trois camarades qui étaient les dirigeants de la section américaine du S. R. I., étaient chassés de leurs postes. Ceci se passait en octobre 1928.

Ce qui suivit fut le déroulement d'une tragi-comédie, telle que le mouvement communiste américain n'en avait encore jamais vue de semblable. Chacune des deux fractions restantes — les lovestoniens possédant le pouvoir et les fostériens le recherchant — tentèrent de coller le « stigmate du trotskysme » l'une sur l'autre. Les fostériens dénonçaient le groupe Lovestone comme « le danger principal et le danger de droite » qui « objectivement, entretenait et aggravait le danger trotskyste ». Les lovestoniens ripostaient en dénonçant l'Opposition de Gauche comme « l'expression la plus évidente du danger de droite » et les fostériens comme « conci-

liateurs à l'égard du trotskysme ». Ceci en public. Dans leurs circulaires confidentielles, les lovestoniens accusaient les fostériens « de se servir du nom du camarade Staline pour se mettre à couvert », tandis que ceux-ci accusaient les lovestoniens de « soutenir Boukharine ». Deux assertions qui étaient d'ailleurs justifiées.

Pour détourner l'attention du parti de leur opportunisme certain, la Direction lovestonienne déclencha une furieuse campagne contre la jeune Opposition de Gauche, encore à peine formée. Le domicile privé du camarade Cannon, qui, au début nous servait de bureau, fut cambriolé une nuit par des canailles lovestoniennes, selon la vraie « méthode américaine », et nos maigres ressources, ainsi que tous nos documents, nous furent volés. Quelques jours plus tard, l'organe officiel du parti était plein d'une « dénonciation des trotskystes contre-révolutionnaires » digne de la plume d'un typique employé de la presse jaune d'Amérique. A l'aide des documents volés chez Cannon, Lovestone « prouvait » que nous étions non seulement alliés aux groupes d'opposition français, allemands et chinois (1), mais que nous étions subventionnés par l'ambassade autrichienne à Washington. Jusqu'à présent nous avons été incapables de découvrir pourquoi Lovestone choisit l'ambassade autrichienne comme notre patron, plutôt que, par exemple, la légation siamoise ou le ministre de Bolivie...

Nos camarades qui vendaient le *Militant* devant le siège du parti furent assaillis par les mercenaires de Lovestone et frappés à l'aide de cannes, de couteaux, de coups de poing et autres armes semblables de l'éducation idéologique stalinienne. Nos meetings, auxquels les ouvriers venaient par centaines pour protester contre la déportation de Trotsky, étaient envahis par des bandes mobilisées par Lovestone et par Foster, bien armées, et qui, cependant, recevaient autant de coup qu'elles en donnaient. Lovestone expulsa nos camarades des organisations auxiliaires du parti et des fractions syndicales d'aile gauche, alors sous le contrôle du parti. En un mot, un régime de terreur fut institué, qui discrédita le mouvement communiste tout entier et traîna son nom et son prestige dans la boue.

C'est dans une grande mesure, au cours de ces dernières batailles pour exposer notre point de vue, pour défendre le droit de discussion publique, que nous gagnâmes notre plus ferme appui au sein du parti. La clique Lovestone-Foster fut contrainte d'expulser environ deux cents membres du parti et des jeunesses — durant les premier mois seulement — parmi lesquels des membres du Comité central, du Comité national des jeunesses, des Comités régionaux et des douzaines de militants du rang. Notre organe, le *Militant*, atteignit un tirage égal à la moitié de celui de l'organe central du parti, le *Daily Worker*.

Mais les jours de Lovestone étaient déjà comptés. Staline

n'avait pas l'intention de laisser à la tête du parti américain une fraction aussi étroitement alliée à Boukharine. Cependant, au Congrès de 1929, Lovestone avait pour lui 95 p. 100 des délégués. Les forces de Foster avaient apparemment complètement fondu. Lovestone avait obtenu sa majorité sur la base de la décision du VI^e Congrès qui déciderait que les accusations lancées par la minorité contre le groupe de Lovestone, le représentaient comme « l'aile droite » du parti étaient absolument non-fondées. Mais, exactement comme en 1925, deux représentants de l'I. C. apparurent, Dengel, d'Allemagne et Pollitt, d'Angleterre. La « calomnie trotskyste » se révéla alors comme étant une stricte vérité, dite à son heure. Tout le Congrès tourna autour de cette seule question : soutenir Staline et dénoncer Boukharine. Au tout dernier moment, dans un effort désespéré pour garder la direction du parti, Lovestone et Gitlow déposèrent une résolution condamnant Boukharine et approuvant Staline sans réserves ! Ils avaient la ferveur du pécheur qui vient tardivement à Jésus. Mais il était trop tard. La conversion de Lovestone à la foi du « maître » était trop fraîche pour satisfaire Staline.

Le Comité central entier fut envoyé à Moscou pour en finir. Staline resta inébranlable. L'infime minorité de Foster reçut la Direction du parti. La majorité énorme — 95 p. 100 — de Lovestone, fut ignorée comme si elle n'avait jamais existé. Lovestone, Gitlow, Wolfe, Lifshitz — toute la clique de politiciens de droite qui avaient joui de la protection et de la défense ardente de l'Appareil international pendant quatre ans, qui étaient présentés aux communistes américains comme l'essence même du vrai bolchévisme et d'une direction léniniste, qui avaient gagné leurs chevrons et distinction dans la guerre contre le « trotskysme » — furent expulsés du parti avec deux centaines de partisans.

Tous ces événements troublants se déroulèrent dans les six mois qui suivirent notre propre exclusion par ce même Lovestone ! A entendre la clique droitière de Lovestone pleurnicher maintenant ; à l'entendre lancer ses plaintes dans le désert comme Jérémie ; à l'entendre demander avec indignation la restauration de la démocratie dans le parti ; à l'entendre dénoncer sur le ton de la vertu outragée les violences physiques pratiquées contre elle par l'actuelle direction du parti — on n'imaginerait jamais que seulement quelques mois se sont passés depuis qu'elle dirigeait le parti exactement de la même manière et employait de la même manière et employait les mêmes méthodes (ou de pires), à l'égard des oppositionnels de gauche. L'alliance de Lovestone avec Brandler (« le vrai léniniste ») est même encore plus comique aux yeux des camarades américains. Car Lovestone, Pepper et leurs fidèles ne laissaient pas passer un seul congrès, du parti ou de l'I. C., sans une dénonciation au vitriol de Brandler et du brandlérisme, qualifié de

« social-démocrate, menchévik, opportuniste » et d'autres épithètes similaires qui ne manquent pas, d'ailleurs, de justification.

Il est clair que le parti avait besoin d'être purgé des éléments corrompus et opportunistes représentés par Pepper et Lovestone. Il est vrai que l'Opposition de Gauche ne porte aucune responsabilité pour la manière stupide et bureaucratique dont l'opération a été faite par les staliniens, qui coûta au parti des dizaines de bons ouvriers communistes mis hors du parti pour des raisons insuffisantes. Il est également vrai que la combinaison des fostériens et des résidus « loyaux » du groupe Lovestone qui maintenant dirige le parti, n'a pas été un progrès sur le passé. Au contraire, elle n'a fait qu'approfondir la crise du mouvement américain en introduisant insidieusement et arbitrairement dans le parti, la fausse philo-

similaires qui ne manquent pas, d'ailleurs, de justification. la cour de Staline, qui sont bons pour exécuter des ordres, mais pour rien d'autre.

Les perspectives du développement du communisme en Amérique, le rôle et la situation du parti officiel, l'activité et les perspectives de l'Opposition de Gauche, l'avenir de l'aile droite organisée (Lovestone), constituent un intéressant et important sujet que nous espérons traiter dans un prochain article.

New-York, 22 septembre 1930.

Max SHACHTMAN.

est de six millions. La plus grande partie sont des laboureurs-agriculteurs et de petits paysans et un peu moins de 500 mille sont engagés dans l'industrie, les mines et transports.

Considérant la composition sociale de la population blanche, il est immédiat de constater combien est totalement absurde et antimarxiste la tactique du P. C. de chercher l'unité de la population autochtone (qui comprend une hiérarchie de chefs, petits chefs et dirigeants de tribus) dans un mouvement de résistance au joug de l'exploitation étrangère, *en écartant la minorité blanche des travailleurs*. Encore ceci est l'action du Comintern en A. du S. Le mot d'ordre central adopté par le P.C. de S.A. au sixième Congrès mondial de 1928 fut : « Une république indigène indépendante ». Il y fut ajouté après les protestations des délégués de l'Afrique du Sud : « avec l'autonomie pour toutes les minorités et comme étape vers une république des ouvriers et des paysans ». La seule minorité nationale (à l'exception d'un très petit nombre d'Indiens et de Chinois qui sont ordinairement boutiquiers) est la population blanche. Ainsi nous avons le spectacle peu édifiant de 500 mille prolétaires blancs, soit la moitié de la population ouvrière, rassemblés avec leurs exploiters dans une « minorité nationale ». Ils deviennent un simple pion dans le jeu révolutionnaire. Il n'y a aucune tentative de les amener à une lutte commune avec leurs frères de couleur pour abattre l'impérialisme britannique. En ces jours de dégénérescence, ils ne comptent pas tout simplement et sont relégués avec dédain à la position inférieure de « minorité nationale ».

Au nom de quoi, demandons-nous, l'I.C. pense-t-elle exclure de la lutte active révolutionnaire les prolétaires blancs de l'Afrique du Sud? Est-ce parce qu'ils sont une minorité? S'il en est ainsi, depuis quand, est-ce devenu un principe marxiste de décider la distribution des classes sur une telle base? C'est quelque chose de nouveau dans le programme marxiste de jongler avec les termes de « majorité » et de « minorité ». En tout cas, pour les travailleurs blancs, le mot minorité doit être pris dans le sens de race, non celui de classe. Nous répondrons à Staline sur ce point. Peut-être cette exclusion est-elle due au fait que les travailleurs blancs ont parfois aidé les exploiters impérialistes à opprimer leurs frères noirs? Ces accusations sont vraies, mais depuis quand les vices et vertus politiques de la classe ouvrière ont-elles déterminé leur droit de participer à la lutte de classe? Nous répondrons aussi à Staline sur ce point. Si la réponse à ces deux questions doit être négative, reste-t-il quelque chose pour justifier le mot d'ordre nationaliste réactionnaire d'une « République indigène indépendante »? Ont-ils réussi à rendre périmés les vieux mots d'ordre révolutionnaires, sur lesquels, avant le VI^e Congrès on fondait l'activité du

P. C.? En niant, par le mot d'ordre de « république indigène » le caractère de classe de la lutte révolutionnaire en Afrique du Sud, le Comintern en exclut la participation de la fraction la plus active et la plus consciente du prolétariat. Nous allons seulement considérer un moment l'histoire du mouvement ouvrier en Afrique du Sud afin d'apprécier le vrai caractère de la classe ouvrière blanche et la nécessité de l'attirer dans la lutte contre l'impérialisme britannique. Il n'est pas exagérer de dire que l'histoire de la lutte prolétarienne en Afrique du Sud a été l'histoire de la classe ouvrière blanche. Quand la grande masse de la population indigène sommeillait encore dans la vie des tribus et quand la pression économique commençait seulement à la diriger des champs vers les villes, les ouvriers blancs combattaient déjà sur les barricades de la guerre de classe. La grève de masse des mineurs des terrains aurifères du Witwatersrand en 1907 fut le premier grand soulèvement économique. Une grève suivit ultérieurement en 1913-1914 qui se développa en grève générale, se terminant par la suppression violente et la déportation des leaders. La dernière grande grève culminant en révolte armée et guerre civile eut lieu dans les premiers mois de 1922. Les grévistes combattirent les forces gouvernementales sur 60 milles de front de Springs à Randfontein et retournèrent au travail seulement après la défaite militaire. Quatre de leurs leaders : Long, Hull, Lewis et Stassen furent accusés de trahison et meurtre, et condamnés à mort. Devant le gibet, ils crièrent leur haine de la classe dirigeante et moururent en chantant le « Drapeau Rouge ». Dans toutes ces actions, seuls participèrent les ouvriers blancs. Ultérieurement plus de 95 pour cent des grèves qui eurent lieu dans les huit années passées ont été des grèves de travailleurs blancs. Les faits montrent clairement les ouvriers blancs à l'avant-garde du mouvement prolétarien.

Nous allons considérer les conséquences de la formule « République indigène » dans le P. C. et dans la sphère plus large du mouvement ouvrier.

En moyenne, les salaires des indigènes sont environ un quart de ce que gagnent les blancs, et depuis les débuts de l'industrie, les blancs ont compris la menace à leur niveau de vie par le travail indigène à bon marché. Les préjugés raciaux, encouragés par la presse impérialiste et toutes les autres institutions de propagande du capitalisme les ont cependant empêchés de voir leur réel adversaire et leur activité a été consacrée à des méthodes légales et semi-légales pour maintenir leur niveau de vie. Ainsi dans l'industrie des mines d'or, la plus considérable, une « barrière de couleur » fut établie par une loi du Parlement qui fut appliquée jusqu'en 1922. Cette « barrière » ordonnant que les travaux qualifiés et semi-qualifiés seraient l'apanage des blancs excluant ainsi

la menace possible du travail indigène à bas prix. Elle fut renforcée par des accords entre la Chambre des Mines et l'Union des ouvriers mineurs blancs qui fixait une proportion définie de blancs et de noirs employés dans les mines. Ce fut contre la tentative de la Chambre des Mines d'augmenter la proportion d'indigènes que combattirent principalement les grévistes de 1922.

La grève, comme nous l'avons vu, fut battue et le nombre d'indigènes augmenté. Par dessus vint une décision de la Haute Cour qui déclara illégale la barrière de couleur introduite dans les accords des Mines. La population non blanche ne fut pas longtemps encore privée des occupations qualifiées et semi-qualifiées en raison de leur race ou couleur; la Cour déclara qu'une barrière semblable était contraire à la Constitution du pays, Constitution qui assurait certains droits à la population non Européenne. Le gouvernement actuel « nationaliste » réactionnaire, un gouvernement de propriétaires terriens, gardant encore un souvenir amer de la guerre anglo-boër, qui vint au pouvoir sur la vague d'indignation suivant l'écrasement par le gouvernement Smuts de la grève de 1922, a essayé de refaire la barrière légale de couleur. Cette loi de barrière de couleur quoiqu'elle fut une modification de la loi précédente rencontra l'opposition des exploiters et resta longuement lettre morte.

Toute la période précédant 1922 fut la période d'ascension de l'industrie capitaliste en Afrique du Sud. Les travailleurs hautement qualifiés étaient une nécessité pour le développement des mines et des industries secondaires, et dans ces circonstances, ce fut une bonne politique pour les exploiters d'offrir des hauts salaires et de gratifier de privilèges extra-économiques les ouvriers blancs dans le but d'assurer le développement pacifique de la compréhension industrielle. En ces circonstances aussi, la loyauté des ouvriers blancs envers leurs exploiters fut plus ou moins assurée. Elle les força à aider une politique de bas salaires pour la masse et pour cela elle mécontenta les indigènes occupant les emplois non qualifiés.

La crise économique mondiale d'après-guerre n'a pas épargné l'Afrique du Sud. Depuis l'automne 1920 elle balaye le pays et dès la fin de 1921 il était clair que pour maintenir les profits à leur taux normal, la position privilégiée des ouvriers blancs devait être jetée par dessus bord. Commenant avec les mines d'or et de charbon, cette position fut plus ou moins rapidement détruite dans toutes les industries. La rationalisation vint à l'ordre du jour. Les ouvriers indigènes prirent les emplois semi-qualifiés et par degrés insensibles, qualifiés et la concurrence économique auparavant latente entre blancs et noirs s'activa définitivement. Les vieux états légaux ayant été détruits il devint clair que les ouvriers blancs

auraient à trouver d'autres méthodes pour maintenir leur standard de vie, et le message du P. C. appelant tous les travailleurs à l'unité contre les exploiters impérialistes en dehors de toute question de race et de couleur, commença à tomber sur un sol plus fertile. Dans la période de fièvre, quand les cadeaux de hauts salaires et de protection contre l'empiètement des noirs dans des emplois que les blancs gardaient comme leurs sphères exclusives, étaient efficaces, ce message de fraternité n'avait rencontré qu'un faible accueil chez les blancs. Mais depuis l'installation de la dépression et quand les forces du travail commencèrent à se réformer après la défaite de 1922, le champ fut ouvert à une propagande intensive et au recrutement pour le P. C. sur la base de l'union des ouvriers noirs et blancs contre l'exploitation impérialiste.

Le sixième Congrès mondial du Comintern en 1928 modifiait ce qui aurait pu être le développement normal du parti dans le sens de l'unité des deux parties du prolétariat en introduisant le mot d'ordre de « république indigène indépendante ». Il avait séparé plus que jamais travailleurs blancs et indigènes et fait une blessure incalculable à la cause de l'unité ouvrière. Dans le parti lui-même nous assistons au phénomène presque incroyable d'hostilité raciste de la part des membres noirs envers les blancs. Les premiers (et cela doit être dit), qui sont mal éduqués politiquement et continuent à cultiver les passions de race, ont interprété tout à fait logiquement le mot d'ordre comme impliquant une supériorité pour eux-mêmes sur les oppresseurs blancs haïs, parmi lesquels ils renferment consciemment leurs camarades blancs du parti. Conformément à cela, c'était une pitié de constater les privilèges extraordinaires accordés aux membres indigènes et combien on leur pardonne une attitude qui jette le discrédit sur le parti, quand des blancs, pour les mêmes erreurs, sont soumis aux plus sévères sanctions. Par exemple, le secrétaire général du parti, Albert Nzulu a une prédilection pour les boissons fortes et néglige souvent ses devoirs pour boire un coup. Une fois, il fut arrêté dans une rue publique pour ivresse et jeté en prison. Quand le Bureau Exécutif le réprimanda, il reçut l'insolente réponse que s'il lui plaisait de boire c'était une affaire personnelle. Il conserve le poste de secrétaire général : rien n'a été fait contre lui et son ivresse se perpétue, souvent au détriment du travail du parti. Ces privilèges hors-parti accordés aux membres indigènes tenant de hauts postes dans le parti sont la conséquence logique de la ligne nationale chauvine qui veut des traitements de préférence pour les travailleurs indigènes en général et a fortiori les membres indigènes du parti.

Il est indubitable que le nouveau mot d'ordre ait attiré quelques ouvriers indigènes dans les rangs du parti. Il est douteux qu'on puisse montrer une liste de plus de 500 (cinq cents) membres

indigènes cotisants. Mais à quel prix ces nouveaux membres ont-ils été achetés? Au prix du sacrifice de tout le programme révolutionnaire de base du parti et à la substitution d'un programme de chauvinisme noir. Quant aux blancs, ils sont moins d'une centaine. Les adhérents blancs ne furent jamais très nombreux et peu d'entre eux étaient des prolétaires. Mais il est digne de remarquer que la déviation d'une vraie ligne marxiste-léniniste a résulté de la presque complète désertion des membres prolétariens de couleur blanche.

Dans la sphère plus large de tout le mouvement ouvrier, le P. C. est maintenant généralement considéré par les travailleurs blancs comme un parti nationaliste visant à l'hégémonie des indigènes, et dépourvu de tout caractère de classe. La classe ouvrière blanche s'est pour cette raison définitivement séparée du parti qu'elle regarde comme l'ennemi des blancs, un ennemi qu'on doit combattre avec vigueur et résolution.

Parmi les indigènes, le nouvel objectif est regardé comme une impossibilité. Certains des plus ignorants et parmi ceux qui haïssent totalement le blanc et tout ce qu'il fait, sans voir s'il est un exploiteur ou un exploité, ont joint les rangs du parti, y trouvant un débouché pour leurs passions de race; mais du point de vue du parti, ils sont d'un caractère instable. Les éléments prolétariens sains sont, à juste titre, incapables de concevoir la possibilité d'une libération des exploités sans l'aide active et la coopération étroite des travailleurs blancs. En dépit de l'afflux des indigènes dans l'industrie, les positions clefs sont encore tenues et continueront à l'être par les ouvriers blancs. Dans les usines, les ports, les chemins de fer et les transports sur route, les blancs occupent les postes qualifiés. L'armée et les fonctionnaires civils n'ont que des blancs. Avec eux contre nous, comment, nous le demandons, peut-on fonder une république indigène? La réponse est évidente: rien ne peut être fait dans de telles circonstances. Les ouvriers blancs dans leurs positions stratégiques s'opposeront vivement à toute tentative. L'armée blanche de prolétaires massacrera les insurgés noirs. Nous devons maintenant agir avec l'arrière pensée du mot d'ordre de la «république indigène indépendante». Cette république doit être regardée comme une étape vers la «république des ouvriers et paysans». Il doit ainsi y avoir deux républiques, l'une étant une étape vers l'autre; c'est une révolution par degrés. La révolution prolétarienne doit donc être accomplie en Afrique du Sud par le canal du chauvinisme noir. Il est superflu de remarquer que cela constitue un abandon définitif de la révolution communiste et de la dictature prolétarienne. A sa place, nous aurons une dictature noire, basée sur une race et non sur une classe. Les buts de classe doivent être atténués et conservés pour un avenir lointain. Le

caractère de classe du P. C. doit être voilé. La population noire doit être unifiée sous la bannière de la « république indigène indépendante » pour y soumettre la population blanche. Ayant fait cela, notre bienveillante république indigène tamisera la population blanche, séparant le bon grain de l'ivraie et (assurant une dictature prolétarienne) donnera généreusement l'autonomie aux travailleurs blancs considérés comme étant une « minorité nationale ». Il est ici inutile de remarquer qu'il y a le pire confusionnisme, et ce merveilleux échafaudage théorique est construit sur l'affirmation délicieusement naïve que la république indigène peut arriver à l'existence sans l'assistance des blancs. Car l'aide blanche n'est-elle pas implicitement rejetée du mot d'ordre lui-même? Même si ça n'était pas, est-il concevable que les ouvriers blancs plongés pendant des décades dans le préjugé anti-indigène se rallient au drapeau de la république indigène? Nous avons déjà parlé du rôle probable des ouvriers blancs. Ils ne peuvent pas suivre et ne suivront pas une attitude moyenne de neutralité. Ils seront ou avec ou contre la révolution et il est certain que sans leur participation active dans le mouvement révolutionnaire il ne peut y avoir ni république indigène, ni destruction de l'impérialisme et ni révolution prolétarienne. Après l'adoption du mot d'ordre au sixième Congrès, Paul Merker fut envoyé en Afrique du Sud par le Comintern pour donner des instructions détaillées au parti. On discutait alors la question de l'établissement de l'influence du parti parmi les masses indigènes. Le mot d'ordre était déjà parti en avant — et après? Merker fut d'avis que la propagande de front du parti, ayant le sens d'une agitation strictement révolutionnaire ferait peu de chose si l'on ne créait pas une organisation non-parti qui défendrait les revendications indigènes. Ainsi fut créée la « Ligue des droits Africains ». A la première réunion, des membres du parti s'assuraient des postes officiels et des sièges à l'Exécutif.

La Ligue apporta alors un programme, abandonnant tout objectif révolutionnaire. L'idée fut d'unifier les populations indigènes pour mettre en avant des demandes immédiates comme l'abolition des lois sur les passeports (par le moyen d'une pétition monstre au gouvernement!) l'abolition de l'impôt foncier et de l'impôt par tête, pour le libre échange et pour des facilités d'éducation etc... Les réformes devaient être une fin en elles-mêmes; pas un mot sur la nécessité d'en finir avec la domination impérialiste. En résumé la Ligue des droits Africains était complètement réformiste et elle offrait avec quelque chance un excellent tremplin pour les carriéristes indigènes et les opportunistes de toute nuance. Le recrutement pour le parti cessa pratiquement, étant subordonné à la politique de recrutement pour la Ligue. Paul Merker partit en temps voulu et peu après son arrivée en Europe vint un ordre urgent

du Comintern de dissoudre la Ligue comme étant un organe réformiste et réactionnaire. Ainsi la Ligue, enfantée par le Comintern mourut de sa main après une courte vie de six mois.

Nous allons voir maintenant ce qu'a fait l'I.S.R. en Afrique du Sud. Il y a trois centrales syndicales importantes : le Congrès des trade-unions de l'Afrique du Sud auquel sont affiliés les trade-unions avec presque exclusivement des adhérents blancs; la Fédération des unions du Cap qui opère dans une province seulement et à qui sont affiliées des unions de race mélangée; et la « Fédération des trade-unions non européennes » avec des adhérents exclusivement indigènes et qui, actuellement, ne travaille que dans la province du Transvaal. Les deux premières organisations ne sont pas affiliées à une Internationale. La dernière, par l'influence communiste s'est affiliée à l'I.S.R. peu de temps après sa fondation, quoique sa force et son influence soient faibles par le fait que les unions constitutives représentent seulement des industries secondaires.

Le Bureau exécutif de l'I.S.R. discuta récemment la question du mouvement syndical en Afrique du Sud et adopta une longue résolution à ce sujet. Entre autres elle déclara que « la principale tâche de la Fédération actuellement est l'organisation des inorganisés (indigènes et blancs) ». Il y a ici une évidente contradiction entre les politiques respectives de l'I.S.R. et du Comintern. Le Bureau de l'I.S.R. n'a pas apparemment apprécié que, comme la direction de la Fédération des syndicats non européens est dans les mains des communistes qui, sous la direction du parti prêchent une république indigène, il est pratiquement impossible à la Fédération d'organiser les ouvriers blancs pour qui le républicanisme indigène est un anathème. Si l'I.S.R. est sérieuse en chargeant la Fédération d'organiser les ouvriers blancs, on doit abandonner ce mot d'ordre nationaliste petit-bourgeois.

Le paragraphe 3 de la résolution de l'I.S.R. déclare que « le trait le plus éminent de la campagne d'agitation de la Fédération devrait être la lutte contre le *chauvinisme blanc*. Un premier pas dans cette direction doit être l'élimination de toute trace d'idéologie de suprématie blanche dans les unions affiliées à la Fédération et la dénonciation des tactiques scissionnistes des réformistes qui essayent de dresser les ouvriers blancs contre les indigènes et qui propagent les mensonges sur les dangers du travail « noir » à bas prix et au sujet des noirs allant en Afrique du Sud ». Comme il n'y a pas d'ouvriers blancs organisés dans la Fédération, la déclaration que « toutes traces d'idéologie de suprématie blanche » doit être déracinée est vraiment difficile à comprendre. Mais qu'est-ce auprès de « l'idéologie de suprématie noire » que l'I.S.R. et le Comintern alimentent grâce aux mots d'ordre de chauvinisme noir?

Y a-t-il une vertu plus révolutionnaire dans l'un que dans l'autre?

Dans la résolution, on dit la nécessité pour la Fédération de « devenir une réelle organisation syndicale de masse, rassemblant non seulement les ouvriers indigènes mais tous les esclaves salariés *sans distinction de race ou de couleur* ». Mais « le centre de gravité dans cette campagne doit être chez les indigènes qui constituent la grande majorité de la population travailleuse de l'Afrique du Sud ». Présument que cette dernière déclaration est vraie, mais encore partiellement, nous constatons ici un détachement de l'analyse marxiste qui s'exprime en termes de raisonnement mathématique. Est-ce que l'expérience plus grande et la conscience de classe du prolétariat blanc ne rentrent pas en ligne de compte pour déterminer leur rôle dans la lutte révolutionnaire? Le rôle des hommes dans la révolution n'est-il pas déterminé par leur position de classe dans la société plutôt que s'ils arrivent à être une « majorité » ou une « minorité »? D'ailleurs, il n'y a, à tout prendre, dans la population prolétarienne du pays seulement, aucune disproportion entre blancs et indigènes et un léger excédent en faveur des premiers.

On voit maintenant clairement sur ses plate-formes publiques la dégénérescence de la politique du parti. Dans les meetings de masse destinés aux ouvriers indigènes, il n'est pas rare d'entendre des membres du parti, indigènes ou blancs, excitant les passions de race en déclarant que l'ennemi est « le blanc ». Aucune distinction n'est faite entre les blancs travailleurs et les blancs exploités. Tous les blancs sont les ennemis de tous les indigènes. Les intérêts communs des ouvriers blancs ou noirs sont rarement évoqués, beaucoup moins soulignés par la plupart des propagandistes du parti. Il n'est pas vrai que tous parlent dans ce style raciste, mais ceci démontre par cela même que le parti n'a pas un langage clair et unifié, mais est dans une situation certainement malsaine.

Les camarades qui voient la folie et la fausseté de la ligne national-raciste actuelle, prônent le mot d'ordre de république indigène avec tiédeur. Certains avouent en le mentionnant qu'ils se confinent eux-mêmes en une propagande de vague agitation. Quel commentaire sur la loyauté avec laquelle les décisions du Comintern sont appliquées par la section Sud-Africaine! Le camarade S. P. Bunting, le leader virtuel du parti en Afrique du Sud, un camarade dont la fidélité à l'idéal révolutionnaire est hors de question, fut qualifié dédaigneusement de social-démocrate par le président de la commission anglo-américaine quand au sixième Congrès, il combattit l'abandon de la ligne révolutionnaire et l'adoption du mot d'ordre de république indigène. Le camarade Bunting

prédisait clairement qu'un tel mot d'ordre aurait pour effet de priver le parti de l'appui de la classe ouvrière blanche.

La disparition d'une opinion unique dans le parti est évidente comme nous l'avons déjà vu, dans la division entre républicains et anti-républicains. Un effet ultérieur du mot d'ordre doit être constaté dans l'attitude du parti envers les différents leaders indigènes qui appartiennent aux organisations extérieures au parti. Tout leader indigène qui montre une capacité à débiter des phrases révolutionnaires est soigneusement choyé, même quand ses actes contredisent ses phrases. On n'essaye jamais d'exposer le rôle de traître joué par ces leaders, rôle pratiquement et ouvertement opportuniste. Ils déçoivent les ouvriers indigènes avec des phrases et le parti est témoin de leurs déceptions sans dénoncer leur vrai caractère. Par exemple, l'ex-président du Congrès national Africain, un carriériste évident, est continuellement louangé et traité affectueusement en camarade dans la presse du parti. De même on se recommande de Brensby Ndobe, leader du Congrès national Africain dans la province de l'Ouest. Ce dernier gentleman fut un moment un membre actif du parti. En 1929, durant les élections générales au Parlement, il trahit le parti en soutenant ouvertement le candidat capitaliste contre le candidat du parti dans la circonscription de Cape Flats. Le parti, par suite de sa politique de « flirt » avec les leaders indigènes sans égard à leurs affinités politiques, n'a fait aucun geste pour exposer et dénoncer ce traître « mangeur de feu » et il est encore recommandé dans la presse du parti comme le « camarade Ndobe », quoique n'étant plus membre du parti.

La situation en Afrique du Sud montre la nécessité urgente d'unir les forces divisées de la classe ouvrière en un front solide contre l'impérialisme anglais sur la base de la lutte révolutionnaire. Cela exige, comme condition préalable l'abandon le plus tôt possible de la ligne actuelle, l'expulsion du parti de tous les éléments nationalistes gangrénés, une plus stricte discipline, et le retour à une ligne léniniste ferme. L'opportunisme centriste ne doit pas donner l'occasion de ressusciter en Afrique du Sud le torrent de sang chinois dont le péril est sérieux si le présent cours est continué.

La révolte coloniale en Afrique est à l'horizon et les forces de réaction se rassemblent. Les ouvriers blancs doivent-ils être les massacreurs des indigènes africains ou être amenés dans la lutte avec eux contre l'oppresseur commun? Leur orientation dépend entièrement de la ligne du parti communiste et le nouvel examen par le Comintern d'une politique élaborée si désastreusement pour la section Sud-Africaine, est d'une importance capitale pour l'avenir du mouvement révolutionnaire.

Le 4 Juin 1930.

FRANK GLASS.

La situation de l'Opposition de gauche en Tchécoslovaquie

En Tchécoslovaquie, l'Opposition communiste de gauche s'est créée après différents stades d'organisation intermédiaires; sa composition actuelle date de l'époque du 5^e Congrès du P. C. tchèque, en mars 1929. Son noyau était constitué par les camarades de Prague, groupés autour du camarade Lenorovics. L'activité préparatoire de l'Opposition tchèque débuta dans des circonstances très favorables. Ce n'était pas la première opposition qui s'était posé la tâche de défendre en Tchécoslovaquie les idées de la gauche, bien qu'elle fut la première à poursuivre sa voie d'une manière conséquente. Dans la dernière période du bloc entre l'Opposition de Léninegrad et celle de Moscou il s'était formé à Prague et à quelques endroits de la province une opposition dirigée par le Dr. A. Pollak et F. Michaletz, qui ne fut pas sans influence, et qui après la constitution d'un bloc sans principes avec les trotskystes (pourquoi non?) d'ultra-droite Hula-Goerlich-Parschizek s'effondra au moment de la capitulation Zinoviev-Kamenev. L'époque de l'effondrement de ce groupe ne semble pas être due au hasard. C'est ce que démontre le développement ultérieur de ses parties composantes: les uns ont capitulé devant le parti, les autres devant les droitiers (Michaletz), d'autres encore devant les tâches du mouvement communiste en général (Pollak). Le bloc avec des réformistes avérés, l'effondrement lamentable de cette opposition et l'évolution de ses dirigeants devaient sensiblement ébranler la confiance de beaucoup d'ouvriers communistes envers les idées de l'Opposition de gauche. Ceci ajouté au cours demi-gauche de la direction du parti après la fameuse « journée rouge » et aux erreurs assez importantes de l'opposition elle-même, fut la raison du développement assez difficile de celle-ci à son début.

Actuellement l'Opposition de gauche tchèque possède des groupements actifs à Prague, à Bratislava (capitale de la Slovaquie) et des points d'appui dans différents endroits du pays. Elle se compose pour la plus grande partie d'ouvriers industriels, qui ont lutté et luttent depuis des années dans les premiers rangs du parti et du mouvement ouvrier révolutionnaire. C'est cette composition sociale qui confère à l'organisation le caractère de son activité. A côté de l'activité fractionnelle dans le parti et dans les organisations communistes secondaires (dans un des plus grands centres ouvriers de Prague une organisation de ce genre est *entièrement* entre les mains

de nos camarades), à côté du travail fractionnel — tout à fait insuffisant jusqu'à présent il est vrai — parmi la droite et dans les syndicats, une activité assez intense est déployée dans les usines et parmi les chômeurs. Au cours de ces derniers mois nos camarades ont systématiquement mis en avant le mot d'ordre de la collaboration économique avec la Russie soviétique, dans les assemblées communistes de chômeurs et ont souvent causé un grand embarras aux orateurs officiels. Les bureaucrates étaient forcés d'ouvrir la lutte « idéologique » dans les colonnes de la presse. Le camarade Trotsky a répondu à l'un de leurs articles par une lettre aux ouvriers tchécoslovaques, qui sera à présent diffusée d'une manière appropriée.

Le groupe de Prague a en outre décidé de faire paraître des journaux d'usines dans les quatre plus grandes usines métallurgiques (ayant des équipes de plusieurs milliers d'ouvriers). Les articles proviennent presque exclusivement des ouvriers de ces usines et traitent les questions actuelles des luttes de l'usine (actuellement il y a un mouvement de salaires dans l'industrie métallurgique), mais en outre aussi les mots d'ordre de l'Opposition de gauche internationale (par des articles sur la collaboration économique avec l'Union soviétique liée à la question du chômage; sur la crise du parti). Vu l'incapacité complète de l'appareil du parti, l'initiative de l'opposition a une grande action pour le travail dans les usines auprès des ouvriers communistes. Nos camarades se promettent par cette activité de pouvoir créer des noyaux oppositionnels dans ces usines, qui ne s'opposent évidemment pas au parti, mais qui, par la tactique de front unique oppositionnelle doit se lier aux ouvriers communistes.

L'opposition cherche encore pour son activité les voies justes et les rapports exactes des différents domaines de celle-ci. C'est la question posée à chaque groupe d'opposition de gauche au début de son développement : arraché du grand organisme qu'est le parti il est menacé d'un côté d'être en dehors de la lutte de la classe ouvrière révolutionnaire, comme un observateur passif, critique et sectariste. Mais d'autre part il y a un danger non moins grand dans la tendance à perdre le coup d'œil pour les tâches d'une fraction oppositionnelle de gauche et d'imiter dans les luttes ouvrières quotidiennes par l'immixtion sporadique, désordonnée et incontrôlable dans ses effets les méthodes d'un parti de masse. La voie juste ne peut être atteinte sans frottements intérieurs et luttes.

Récemment l'opposition a fait un pas décisif en avant : en septembre est paru le premier numéro de son organe mensuel *Iskra* (L'Étincelle), écrit en deux langues, du contenu duquel la Vérité a déjà parlé. Les premiers résultats ne se sont pas fait attendre : un groupe d'oppositionnels à l'intérieur du parti cherche actuellement la liaison avec notre organisation. Avec la parution régulière du journal, en prenant continuellement position envers les problèmes du mouvement communiste tchécoslovaque, en ayant une liaison étroite avec la lutte de l'opposition de gauche internationale et un front énergique contre la droite, surtout contre le groupe

Neurath-Michaletz, qui, pour tromper leurs ouvriers tendant vers la gauche, font une cour discrète au « trotskysme », la gauche tchécoslovaque pourra se développer plus rapidement que jusqu'à présent. A côté de l'amélioration du journal, la tâche la plus immédiate de l'opposition consiste dans le rassemblement de ses groupes et de ses fragments en une organisation véritablement centralisée, dans la convocation rapide d'une conférence nationale et la préparation de sa plate-forme.

J.

Au sujet du groupe des étudiants de Prague (fraction de Prague)

Dans leur résolution (N° 1 du *Bulletin International*) les camarades de Charleroi indiquent très justement la nécessité d'une délimitation définitive et de l'élimination de tous les groupements qui, sous le nom d'« Opposition de gauche », ne font que discréditer le programme de la gauche internationale. La discussion internationale, l'activité politique de l'opposition internationale et de ses sections ont considérablement accéléré, ces derniers mois, ce processus de délimitation. L'expérience vivante de la lutte a séparé les gauches des pseudo-gauches. Tandis que la discussion avec les Urbahnsistes de couleur belge approche de sa conclusion, il nous reste à parler brièvement à cet endroit des Urbahnsistes tchécoslovaques, qui représentent un genre spécial de confusion et de décomposition. Il s'agit d'un groupe de 10 à 15 étudiants de Prague, sous la direction du professeur d'école moyenne le Dr. A. Pollak, qui a donné son adhésion à la Conférence Internationale sous le nom de « Opposition de gauche, fraction de Prague ». Ce groupement n'a pas d'activité politique; il a complètement renoncé à participer activement à la vie et à la lutte du mouvement communiste et s'est retiré sur les positions d'un groupe de libres penseurs stérile, qui réunit toute sortes d'éléments petits-bourgeois. Il peut être encore moins question de solidarité ou de participation à l'activité de l'opposition de gauche internationale.

Dans son conflit avec l'Opposition Internationale Urbahns pouvait en appeler à cette « Opposition » tchécoslovaque comme à un de ses confrères et camarades de tendance. Il est exact que les étudiants de Prague partageaient dans toutes les questions litigieuses (rapports avec le parti, Russie soviétique, question chinoise, etc.) les opinions d'Urbahns. Mais tandis que celui-ci a pris la fuite, les confusionnistes de Prague ont élargi leur confusion, l'ont creusé, érigé en programme et ne se sont assigné rien moins comme but — ils l'ont dit dans une lettre au secrétariat international — que de convaincre par leur adhésion l'Opposition internationale des dangers et des effets nuisibles du trotskysme. (Trotskysme sans guillemets. Ils prennent cela cent fois plus au sérieux que les stalinistes à plus de cent pour cent).

Quel est le programme auquel les étudiants de Prague veulent convertir la gauche internationale? Nous avons devant nous la brochure de leur chef, le professeur en chambre Dr. A. Pollak : *Marxisme et Catholicisme*, qui est sensé représenter en tant que programme du « marxisme renoué », le pendant du « manque absolu de besoins du trotskysme dans les question de programme ».

Les étudiants de Prague défendent depuis 1926 une « conception » particulière relativement au fascisme. Au fond il s'agit de ceci : ayant fait la découverte extraordinaire que la démocratie bourgeoise, de même que le fascisme, réalise la dictature de classe de la bourgeoisie, ils assimilent la forme démocratique de la dictature à la forme fasciste, car — la forme est pour eux une chose « accessoire ». C'est en tout cas un assez bon parallèle avec la confusion stalinienne du « social-fascisme ». Or, le métaphysicien Pollak a trouvé la piste d'une nouvelle loi : il ne s'agit plus de combattre le « fascisme » tout court, mais le contenu « social-démagogique », « économique-démagogique », « culturel-démagogique » de la forme la plus ample parce que la plus réactionnaire du fascisme (pourquoi justement du fascisme?), c'est-à-dire le catholicisme, mais, (ce n'est pas encore fini), non pas le catholicisme tout court, mais... « d'un néo-catholicisme réel et donné ». Donc, (le dernier programme) : « marxisme contre néo-catholicisme spéculatif ».

Qu'est-ce que les spéculateurs du néo-catholicisme ont à dire au sujet des problèmes du mouvement communiste et de l'Opposition internationale? Voici quelques exemples de leur pédanterie petite-bourgeoise : « Le parti de Lénine, jadis si fier, s'est scindé en deux (deux, pas trois) fractions : ...La fraction du léninisme dogmatique sous la direction de Staline et une seconde fraction qui a abandonné l'esprit de Lénine (dont les petits-bourgeois de Prague se sentent être les chargés d'affaires) ainsi que le verbe en faveur du — trotskysme, c'est-à-dire d'un art intuitif de fabriquer une opposition politique, et basé sur le talent personnel de Trotsky... de mener la fraction stalinienne d'une défaite à l'autre (!) et de tempêter (!) ensuite (?) toujours sur l'incapacité de la fraction stalinienne, de corrompre ainsi toutes les tendances vers une formation d'une fraction saine (cependant nos anti-néo-catholiques ne savent rien faire de mieux que de vouloir se coller à cette fraction corrompue de fabrication d'opposition politique...) et ensuite — d'injurier les trotskystes déserteurs (*sic*). » Il faut avouer que même les plus plats bureaucrates staliniens et les capitulards les plus éhontés, fidèlement protégés par Pollak, se facilitent les choses à un tel degré.

A présent se posera sans doute la question suivante : où le prof. Pollak, qui — après des loisirs de plusieurs années dans sa bonne petite chambre — n'a osé affronter que récemment le monde, où voit-il au milieu de ces décombres désespérants du parti de Lénine? Laissons-le répondre : « Je cherche d'abord un endroit Lénine? » Laissons-le répondre : « Je cherche d'abord un endroit pour le programme théorique :... Y a-t-il un sens à s'adresser pour cela aux décombres fractionnels (!) du parti prolétarien de jadis (?)? »

Non ils ont tous montré qu'ils n'accordent à la théorie marxiste que d'être servante dans le cadre de leur dogme fractionnel... » à cette théorie marxiste qui, « reposant sur elle-même se crée elle-même son organe, organe, qui, après la décomposition fractionnelle (1) du parti prolétarien mondial et après la décomposition fractionnelle des organisations corporatives du prolétariat (un vrai déluge) continue à exister... C'est à cet organisme que je m'adresse avec mon programme théorique — à l'association des prolétaires libre-penseurs », section de Prague.

Dans l'arche de Noé des confusionnistes pseudo-révolutionnaires et séparatistes, les pollakistes ont droit à une place privilégiée. Mais ce qu'il ne faut pas leur accorder, c'est une place dans les rangs de l'opposition de gauche internationale.

J. F.

A propos de la Conférence Internationale des Oppositions de droite

Vers le milieu du mois de décembre les représentants des groupements oppositionnels de droite allemand, suédois, tchèque, alsacien et sans doute quelques autres encore, se rencontreront dans une conférence tenue à *Berlin*, afin de créer une « Opposition Communiste Internationale ».

Les « managers » de cette « Internationale » convoquée par Brandler et dont les piliers théoriques sont M. N. Roy et A. Thalheimer semblent, dès son début, ne pas être tout à fait à leur aise. Au lieu d'exposer leurs lignes de programme fondamentales, les *Nouvelles Internationales* (N° 9, 1930), feuille d'information internationale de la droite, publie un article de défense embarrassé devant apporter la preuve que l'« Internationale » des droitiers est une unité grandie organiquement et « qu'elle ne signifie pas forcément, comme l'affirment Trotsky et les trotskystes, une indulgence réciproque pour des saletés opportunistes... »

Et Thalheimer — le style aussi bien que le contenu dévoilent la plume du maître — après s'être servi de l'exemple de « *l'Opposition de Brunn* » pour tenter de prouver que l'unité organique de la droite internationale avait tôt fait de se débarrasser sans peine des déviations opportunistes, constate avec satisfaction : « Ce qu'a mis sur pied l'opposition trotskyste est la caricature des méthodes de la direction de l'I. C. poussées à leur extrême : c'est le remplacement de l'Exécutif de l'I. C. par un *contre-exécutif* se limitant à la personne de Trotsky et fonctionnant tout à fait à la manière d'une direction de secte ». Cela justifie l'existence de la nouvelle « Internationale ».

EXISTE-T-IL UNE OPPOSITION INTERNATIONALE DE LA DROITE?

Thalheimer affirme que oui. Il essaye de prouver qu'il existe dans les groupements nationaux de la droite une appréciation concordante de la situation, des méthodes et des objectifs de la lutte. Il oublie malheureusement de dire à cette occasion qu'en dehors de

cette concordance il existe toutefois de « petits différends ». Ainsi les droitiers *américains* estiment que les résolutions du 6^e Congrès mondial de l'I. C. sont justes, qu'elles sont « seulement » mal appliquées, tandis que pour la droite européenne la chute de l'I. C. date du 6^e Congrès. Comme on le voit la beauté de l'« Internationale » de droite a certains petits défauts.

D'autres choses encore méritent une certaine attention. Tandis qu'en *Allemagne* la lutte de la droite est menée avec acharnement contre la soit-disant « légende d'Octobre 1923 », tandis que Brandler, Thälheimer, Froelich et Walcher cherchent constamment à prouver que la révolution fut impossible en 1923 et que la centrale brandliérienne a « sauvé » le parti allemand justement en ne tentant pas ce qui était objectivement impossible, le cerveau théorique de l'« Internationale » droitiste, M. N. Roy est d'un avis tout différent lorsqu'il écrit :

« Si une mauvaise direction fut la cause de la défaite, alors les camarades allemands ne peuvent *pas être rendus seuls responsables* ». (souligné par moi. K. L.). (*Gegen den Strom* N° 50, 2^e année, 1929).

Certes, les droitiers de tous pays ont de nombreux traits communs. En France ces respectables messieurs les conseillers municipaux du Parti Ouvrier et Paysan rejettent la politique des Cachin, Semard, Monmousseau. Il en est de même en Alsace. Ce rejet de la politique de l'I. C. est commune à tous les droitiers. Ce n'est que dans les raisons qu'ils en donnent qu'ils se distinguent un peu. Brandler, par exemple, repousse Thaelmann pour ses déviations nationales, tandis que Mourer et Hueber reprochent à Doriot et à Béron d'entraver « la défense de la patrie et des droits du peuple alsacien ». On constate ceci : la concordance organique ne consiste que dans le rejet commun de la politique de l'I. C. et non pas dans des conceptions communes d'une politique communiste pouvant être opposée à celle du centrisme.

Mais ce n'est pas dans les questions dont ils *parlent* mais dans celles sur lesquelles ils se *taisent* que l'esprit nationalement limité des droitiers s'exprime le plus fortement. C'est ce qui vaut avant tout pour les *problèmes fondamentaux de la révolution russe* dans la période post-léninienne. Les raisons pour lesquelles nous prenons position envers ces questions avec une insistance de plus en plus grande et pour lesquelles nous voyons dans les problèmes de la dictature prolétarienne en U. R. S. S. les *problèmes essentiels du mouvement communiste* en général, sont les mêmes que celles qui incitèrent Marx à attacher un intérêt particulier à la Commune de Paris, et à tirer de ses expériences les conclusions essentielles pour la stratégie de la révolution prolétarienne.

Un groupement communiste qui se refuse volontairement à aborder les problèmes de la révolution russe, et se borne à déclarer que « d'autres sections de l'Internationale ne veulent pas se mêler à l'activité interne et externe du P. C. russe parce qu'elles n'ont pas une compétence suffisante » (Roy), a par là même élevé son esprit de limitation nationale jusqu'à la hauteur d'un principe.

Cette limitation nationale mène forcément à la dégénérescence des cadres droitiers qui n'ont pas subjectivement rompu avec le communisme. C'est ce qui est surtout valable pour les cadres ouvriers des droitiers allemands, éduqués dans l'esprit d'un communisme allemand « autonome ». A l'opposé des droitiers français, les Brandlériens ne nient pas les principes théoriques fondamentaux du marxisme-léninisme. Et cependant ils seront amenés eux aussi, au cours de leur développement ultérieur, à une contradiction infranchissable au sujet de ces principes. Le point de départ de ce développement inévitable est leur « dualisme », le dédoublement du monde et de l'I. C. d'après le point de vue suivant : l'Union soviétique peut construire le socialisme sans être influencée par le capitalisme international. Et cela, non seulement objectivement, mais aussi sur la voie prise actuellement, car « les mêmes hommes qui sont responsables de l'introduction d'aussi fausses conceptions dans l'I. C. poursuivent dans les affaires russes une ligne juste dans son ensemble » (Roy). Ce *dédoublement* de l'I.C. en une aile *russe justement* dirigée et une aile *internationale* dirigée d'une manière *fausse* n'est pas dû au hasard, mais est l'expression de la théorie du socialisme dans un seul pays poussée à son point extrême par Thalheimer. Tandis que Lénine enseignait que l'Union soviétique ne pouvait se détacher de l'ensemble du marché international, qu'elle lui est soumise dans un certain sens et que par exemple le rapport entre les prix de l'intérieur du pays et le marché mondial devait être d'une importance primordiale pour la lutte décisive entre les deux systèmes sociaux absolument ennemis — socialisme et capitalisme — Thalheimer nous apprend que cela n'a « pas de sens » de parler de la liaison (Thalheimer dit : l'unité) entre le développement de l'Union soviétique et celui du monde capitaliste. Une pareille dépendance n'existant pas selon Thalheimer et Roy, il n'existe, selon Thalheimer, objectivement aucune relation entre la politique russe et la politique de l'I. C. du régime stalinien.

Mais le fait d'une crise dans le P. C. russe et dans l'I. C. ne pouvant être nié par Thalheimer lui-même, il est contraint de faire un pas de plus dans la voie du dualisme : le schéma de la révolution russe ne peut trouver son application à l'Allemagne, qui est d'une essence différente. Et chaque révolution ayant ses lois, son schéma propres, la sagesse de Roy, selon laquelle le manque de « compétence » interdit aux différentes sections de se mêler

aux problèmes des autres, se trouve confirmée. La limitation nationale a pour ainsi dire, trouvé son « expression théorique ».

L'existence d'une crise au sein du P.C.R. et de l'I.C. est-elle donc due au hasard? Non pas au hasard, mais au fait qu'elle est *artificiellement* transportée du P.C.R. dans l'I.C., pensent les théoriciens de la limitation nationale.

Luttant pour la défense de sa ligne juste contre les conceptions plus ou moins fausses (à l'occasion on dit aussi : contre-révolutionnaire) du trotskysme, Staline, d'après eux, transporte le schéma de la révolution russe et l'ensemble de ses problèmes, dans l'I.C., étant tout à fait incapable de reconnaître que s'il existe en Russie une aile droite et une aile gauche, il n'en est pas du tout forcément de même dans l'I. C.

Le fait historique qu'à la suite de la stabilisation provisoire du système capitaliste, non seulement une vague de réaction s'est déversée sur l'Europe, mais qu'encore une ère de réaction sociale et politique s'est établie sur le terrain de la dictature prolétarienne, cet enchaînement, les prédicateurs du « dualisme » ne le voient pas.

Comment pourraient-ils donc comprendre que la domination du centrisme dans le P.C.R. et dans l'I.C. n'est que le reflet de ces phénomènes effectifs, comment comprendraient-ils qu'eux-mêmes, leur idéologie et leur incapacité de se détacher des questions et des méthodes d'hier ne sont que l'image de cette pression qu'exercent sur le parti révolutionnaire les éléments de la stabilisation. Comment reconnaîtraient-ils que cette différenciation devait se révéler le plus fortement dans le parti russe, qui, en tant que parti de la dictature prolétarienne, devait forcément avoir le caractère d'un monopole. N'est-ce pas lamentable de voir Roy aboutir à vouloir prouver que dans le parti du prolétariat il ne peut *par principe* y avoir de place pour la *naissance* d'idées propres à l'ennemi de classe?

« Mais le prolétariat est si nettement séparé de toutes les autres classes (la délimitation est plus nette dans un cas que dans l'autre) que dans son parti il n'y a pas de place pour les représentants d'autres classes, à l'exception d'aventuriers et de provocateurs. C'est pourquoi les divergences d'opinion à l'intérieur du parti communiste ne signifient pas que des intérêts de classes différents se heurtent ». (*Gegen den Strom*, N° 46 du 16.XI.1929).

L'opposition de droite est internationale. Aussi internationale que les conditions mêmes qui l'engendrent. Mais il n'y a pas d'*Opposition internationale* de la droite. Il n'y a que la somme des groupements droitiers nationaux, prisonniers des problèmes étroits de chaque pays. Ils ne représentent pas le parti de *demain* qui surmontera la crise et qui, sous la pression de la gauche, trouvera son

chemin dans la vague montante de la révolution. Ils représentent le parti d'hier, une période déterminée et surmontée du développement du parti. C'est en Allemagne que le type de la droite est le plus fortement développé. C'est là que ses traits spécifiques se montrent le plus clairement; c'est là aussi que l'Histoire (1923) les a mis à l'épreuve et qu'ils ont échoué.

K. LANDAU.

LES LIVRES

EUROPE, PAR EDOUARD HERRIOT (EDITIONS RIEDER).

Ce livre de M. Herriot n'est pas la manifestation isolée d'un esprit devant les problèmes de la société moderne. Il est au contraire caractéristique des tendances fondamentales de l'ensemble de la bourgeoisie française devant la crise générale qui lentement mais sûrement dévore les richesses de la vieille Europe capitaliste. M. Herriot, pour satisfaire aux traditions de sa classe place son exposé sous le parrainage posthume de quelques grands noms de l'histoire : Sully, Voltaire, Necker, Kant, etc... et il intitule puérilement un chapitre : « *La formation de l'idée* » ! L'idée c'est celle de la Pan-Europe ! Or cette « idée » est tellement élastique, elle est tellement la conséquence de circonstances particulières à certaines classes de certaines époques, qu'il suffit de lire l'analyse des différents projets d'entente européenne pour en saisir le but politique et le sens de classe. Le projet de Sully, M. Herriot l'avoue lui-même, n'avait pour but que d'abattre la maison d'Autriche, la grande rivale de la France. Chez Voltaire, Rousseau, malgré leurs différences et surtout chez Necker, la lutte contre la guerre, c'est la lutte du commerce bourgeois contre le pillage féodal et royal ; Necker est très précis : il préconise à la suite des physiocrates le libre échange ou tout au moins une atténuation des barrières douanières élevées par la féodalité pour le soutien du régime. Mais c'est se leurrer que de comparer la revendication de Necker avec les projets actuels de « trêve douanière ». Les douanes ne soutiennent plus la féodalité, elles sont maintenant des instruments aux mains des capitalistes pour leur préservation réciproque et leur développement. Herriot, pour défendre sa thèse d'une idéologie républicaine pacifiste, va chercher Kant et il souligne sa condamnation de la guerre au nom de la raison pure. Kant, le soi-disant « prophète du pacte Briand-Kellog » (sic), émettait son raisonnement quand la Révolution française luttait contre l'Europe coalisée, quand la bourgeoisie révolutionnaire défendait son droit à la vie contre la féodalité et l'absolutisme. Ainsi la raison concrète historique démentait sur l'heure les constructions de la raison abstraite...

Les idéologues de la bourgeoisie peuvent dans leurs cabinets émettre des considérations sur la paix perpétuelle et les Etats-Unis d'Europe ou du monde ; il suffit qu'elles passent de la plume de l'écrivain dans la bouche d'un homme d'Etat, que de spéculatives elles deviennent politiques, pour qu'immédiatement, sous le voile des mots, on découvre les intérêts de classe et les intérêts

nationaux. M. Herriot participe de sa double situation d'idéologue intellectuel et d'homme d'Etat de la bourgeoisie. Comme idéologue, il est volontiers bonasse, « idéaliste » à la manière des petits bourgeois dont il berce l'illusion d'un capitalisme doux, pacifique et progressiste; comme homme d'Etat, il est le serviteur conscient des intérêts sordides de l'impérialisme français et ses deux natures ne sont pas plus contradictoires chez lui et ses semblables que ne le sont par exemple la liberté républicaine et l'oppression capitaliste...

Mais revenons au livre du *politicien* Herriot : ce n'est qu'une longue défense du projet de Fédération Européenne présenté par Briand à Genève. Quand on lit les discours de Genève, cités dans l'ouvrage, on constate immédiatement la formation de deux, et même de trois Europes rivales. Briand glisse incidemment que son projet ne peut « *toucher à la souveraineté d'aucune des nations* »; mais cette pseudo-restriction est, au contraire, le fondement du memorandum français qui peut, débarrassé de toutes les formules diplomatiques, se résumer en deux phrases : 1° Maintenir le *statu quo* politique des Etats européens réglé par le traité de Versailles au profit de la France et de ses alliés.

2° Lier les Etats européens en une Fédération sous la direction de la France et de ses alliés.

Toute autre est la conception allemande du projet : pas de Fédération possible sans rompre l'inégalité économique actuelle des Etats, ce qui, traduit politiquement, signifie : « sans revision du traité de Versailles » et aussi sans « un accès libre et de droit égal aux régions possédant les matières premières » (p. 63) c'est-à-dire sans un nouveau partage du monde. Ainsi dès le début apparaît le caractère impérialiste du projet, qu'il s'agisse de la France, de l'Allemagne ou des autres. Mais déjà M. Herriot a chaussé ses pantoufles de petit bourgeois intellectuel : « ...déjà les idées, de tous côtés, nous assiègent, séduisantes par tout ce que nous découvrons en elles de fécondité » (1). La « fécondité » des idées allemandes par exemple c'est l'établissement d'une nomenclature douanière et de timbres postes uniformes; c'est évidemment cela qui sauvera l'Europe bourgeoise de la catastrophe!

Cependant M. Herriot retrouve parfois le réalisme de l'homme d'Etat. Commentant les résultats de la conférence économique relative à l'établissement d'une trêve douanière, il en reconnaît le fiasco total et, ajoute-t-il, « *Il est chimérique de vouloir guérir une maladie en s'attaquant seulement aux accidents externes qui la traduisent.* » p. 97). Les communistes reprennent à leur compte cette phrase devant les efforts inouïs et chimériques que fait le capitalisme pour éliminer ses contradictions.

Que propose donc Herriot pour résoudre les antagonismes européens? Rien de plus que ne propose Briand lui-même dans son memorandum. Certes, la tâche est difficile et ce n'est pas nous qui contredirons l'auteur sur ce point, mais suivons-le dans ses développements. Herriot a fait une découverte sensationnelle qu'il nous communique, tout ému : « Elle (l'Entente européenne) est imposée

par les lois mêmes de l'évolution économique ». Nous ne contredirons pas M. Herriot sur ce point. Mais que sont pour lui les lois de l'évolution économique? M. Herriot a-t-il sondé la structure du capitalisme, en a-t-il conclu à sa disparition ou, au moins, à une transformation profonde? Non. M. Herriot ne voit de son évolution que les aspects les plus superficiels; il ne pénètre pas les mystères de la production, il voit le développement de la cartellisation et, comme la cartellisation a un aspect international, c'est donc celle-ci qui servira de base à la Fédération européenne. Et voilà! M. Herriot entonne l'hymne au capitalisme organisé des trusts et cartels et le reconnaît capable de fonder la paix et d'organiser la production. Ce n'est pas autre chose que la thèse de Delaisi dans *Les contradictions du monde moderne* vulgarisée par un habile littérateur et politicien. Ainsi, d'après lui, le capitalisme prépare lentement et sûrement le terrain à la Fédération européenne; mais s'il en est ainsi, si le capitalisme suit par divination les démarches les plus idéales de la pensée radicale socialiste, on devrait voir en Europe les antagonismes diminuer, l'ordre économique s'installer. Or c'est le contraire : les nationalismes s'exacerbent, la crise amène le chaos, la misère et l'abrutissement suivent au galop. M. Herriot ne peut le nier, mais peut-être, comme il l'insinue, cela tient-il au fait que les cartels ne sont pas contrôlés par l'Etat et les « consommateurs »?

Les cartels contrôlés par l'Etat bourgeois et même radical-socialiste, c'est-à-dire par un quarteron de politiciens (tous respectueux de la propriété privée, bien entendu), c'est le contrôle des requins pour les veaux marins! Quant au contrôle par le « consommateur » personnage mythique de la politique radicale, il est impossible de se représenter de quel être il s'agit et comment il agit. Mais, contrairement à ce que croit M. Herriot, les cartels n'ont pas pour but de faire plaisir aux « consommateurs » ou aux idéologues des partis de gauche, ils n'existent que pour maintenir le taux de profit à un certain niveau et cela n'est possible que grâce à ces cordons douaniers que M. Herriot voudrait poursuivre de la fureur de ses ciseaux. Quant à la concurrence, la trustification ne la rend que plus profonde et plus acharnée. Les capitalistes se disputent des marchés qui se rétrécissent sans cesse. Qu'à cela ne tienne! M. Herriot, dont le cerveau est un véritable arlequin, s'en va tirer la sornette de Delaisi et apporte au loup affamé les pauvres terres du paysan balkanique, en attendant les beaux jours du retour de la Russie dans le giron capitaliste sous « la poussée de la vie », ajoute-t-il avec délicatesse! La Fédération européenne capitaliste, c'est tout ce que l'arbre de la science bourgeoise est capable de mettre au monde, et c'est un fruit bien desséché quand on le compare à l'immense famine que le capitalisme a créé. Le retour à Kant ne donnera guère de sève à cet arbre sans vie. Il ne sert qu'à couvrir de nuages abstraits le sens réel et profond du mémorandum Briand et ce sens est si clair que Herriot lui-même éprouve le besoin de s'en décharger à la fin de son livre : « Une dernière considération, dit-il, on ne manquera pas de dire que le projet des

pacifistes français leur est inspiré par un secret désir d'assurer à leur pays une durable hégémonie. A ceux qui penseraient ainsi nous ferons observer que la France, d'un aveu général, à la fois agricole et industrielle, complétée par ses possessions d'outre mer, exempte de chômage, est certainement par sa position géographique, par sa stabilité politique, par son dosage économique, la nation la plus apte à se suffire » (p. 277). Malheureux Herriot! N'a-t-il pas écrit cent pages avant : « Dans cette organisation (la Banque des règlements internationaux) la France peut jouer un rôle essentiel *celui que l'Etat de New-York a joué dans la constitution du marché américain* » (p. 184).

Herriot se garde bien de dire que l'Etat de New-York c'est le bastion du capital financier en Amérique, c'est le repaire de l'impérialisme, qui y enchaîne les Etats agricoles de l'Ouest. La flûte pacifiste joue ainsi son air dans le concert capitaliste, elle prélude généralement à une nouvelle ruée et à une nouvelle curée des impérialismes. Aujourd'hui la France s'offre comme chef d'orchestre pour remettre l'harmonie dans le chaos économique et politique de l'Europe. Tel est le sens du mémorandum Briand! Tel est le sens du retour à Kant prôné par Herriot sur le thème de la réconciliation de la « morale et de la politique » de la « raison » et de la « paix »!

PAUL SIZOFF.

Les livres reçus au bureau de la revue :

Histoire de la Révolution russe. Tome I, La Révolution politique, par LYDIA BACH. (Librairie Valois, 1 vol. 360 p. — 30 fr.).

Discours sur le Plan Quinquennal. Rapport politique au C. C. du 16^e Congrès du P.C. Russe du 28 mai 1930 par J. STALINE. Traduit du russe par N. Trouhanova-Ignatief, avec une préface de Georges Valois. Librairie Valois, 1 vol. 232 p. — 15 fr.).

Les Syndicats Ouvriers et la révolution sociale, par P. BESNARD (Edition de la Confédération Générale du Travail syndicaliste révolutionnaire. 1 vol. 344 p. — 15 fr.).

Perspectives socialistes, par MARCEL DEAT.

Paradis américain, par EGON ERWIN KISCH. Traduit de l'allemand par Golden. (Les Revues, ed. 1 vol. 254 p. — 15 fr.).

Histoire générale du Socialisme et des luttes sociales, par MAX BEER. Tome III. Les Temps modernes (du XIV^e au XVIII^e siècles). Traduit de l'allemand par Marcel Ollivier. (Les Revues, ed. 1 vol. 200 p. — 12 fr.).

La Révolution russe, ses origines ses résultats. I. Les Soviets, et II. Le Parti bolchéviste, par HENRY ROLLIN. Préface d'André Dubosc. (Librairie Delagrave. 2 vol. 300 et 400 p.).

Table des matières de l'année 1930

EDITORIAUX

1930	1
L'assassinat de Blumkine	81
La constitution de l'Opposition internationale de gauche	227
Le second ministère Tardieu	236
Au fond de l'impasse	325
L'élection de Belleville	531

ARTICLES

<i>Alfa.</i> — L'expérience de la capitulation	291
<i>A. Ariat.</i> — Delaisi, ou les harmonies économiques	62
— — Sociologie officielle et sociologie révolutionnaire (1)	133
— — Sociologie officielle et sociologie révolutionnaire (2)	215
— — Le rôle et les tendances actuelles de la social-démocratie en France	277
— — La querelle de la participation dans le parti socialiste français	369
— — A propos de deux monographies coloniales : Madagascar et l'Algérie	420
<i>Blasco.</i> — Les problèmes de la révolution en Italie et nos divergences	478
<i>F. Dingelstedt.</i> — Entre le 15 ^e et le 16 ^e congrès du P.C. russe	565

<i>F. Engels.</i> — L'insurrection de Juin 1848	611
<i>J. Fréron.</i> — Coup d'œil sur la situation politique en Espagne	402
<i>J. Frankel.</i> — La situation de l'opposition en Tchécoslovaquie	732
<i>F. Glass.</i> — Le problème des classes en Afrique du Sud et l'I. C.	722
<i>J. Graef.</i> — La position de Marx sur la question syndicale et la « révolution prolétarienne »	206
— — Encore une fois au sujet de Marx et la question syndicale	350
<i>Der Kommunist.</i> — La révolution prolétarienne et Versailles	551
— — Appel aux électeurs	555
<i>H. Lacroix.</i> — La nouvelle orientation de la C. N. T. d'Espagne	286
— — Les tendances actuelles dans le mouvement ouvrier espagnol	395
<i>K. Landau.</i> — La situation politique en Allemagne et la crise du P. C. A.	113
— — Notes sur la situation en Autriche	384
— — Le danger fasciste en Allemagne	543
— — L'Allemagne à la veille de luttes décisives ..	707
<i>E. Laurent.</i> — L'Opposition unitaire dans la C.G.T.U.	342
<i>Lénine.</i> — Discours prononcé au 4 ^e Congrès de l'I. C.	5
<i>Minh-Kim.</i> — La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite	256
<i>The Militant.</i> — Pour une juste politique syndicale aux Etats-Unis	363
<i>Nel-Sih.</i> — Le déclin du P. C. chinois	415
<i>Prometeo.</i> — Faenza-Milan	174
<i>Rakovsky, etc...</i> — Déclaration au 16 ^e Congrès du P. C. R.	646
<i>A. Rosmer.</i> — Sept mois de gouvernement travailliste	44
<i>P. Sizoff.</i> — Avant la Conférence navale de Londres	25
— — Grandeur et décadence du Trade-Unionisme ..	121
— — Le militarisme et l'accumulation capitaliste ..	405
<i>G. M. Steklov.</i> — Les Internationalistes dans la Commune de 1871	268
<i>M. Shachtman.</i> — La lutte des classes dans la révolution hindoue	161
<i>L. Sosnovsky.</i> — Lettres d'exil	69
<i>L. Trotsky.</i> — Les fautes fondamentales du syndicalisme ..	19
— — Qu'est-ce que la révolution permanente?	84
— — Du 3 ^e au 5 ^e Congrès de l'I. C.	183
— — Lettre ouverte aux membres du P.C.R. (Bolshevik)	239
— — Vers le capitalisme ou vers le socialisme (I) ..	331

— —	Le suicide de Maïakovsky	338
— —	De l'idée des partis ouvriers et paysans bipar- tites pour l'Orient	425
— —	Vers le capitalisme ou vers le socialisme (II)	451
— —	Craquements dans l'appareil	461
— —	Lettre ouverte à la rédaction du journal <i>Pro- teo</i>	510
— —	Nouvelle lettre aux camarades du groupe <i>Prometeo</i>	516
— —	Réponse aux camarades de la nouvelle oppo- sition du P. C. Italien	520
L. Trotsky. —	Staline théoricien	619
L. Tarquin (A. Nin). —	La crise de la dictature militaire en Espagne	106
Tchen-Dou-Siou. . .	Lettre à tous les membres du P. C. chinois	672
R. Well. —	Le P. C. allemand a de nouveau laissé passer une occasion favorable	379
— —	Les élections au Landtag de Saxe	534

DIVERS.

La vie de la Revue	4
L'exportation de capital français aux colonies et à l'étranger	143
La vie de la Revue	224
« Monde » à l'envers	299
La part des salaires de production, des frais généraux et des bénéfices dans les prix de vente des marchandises	303
La vie de la Revue	317
— —	447
Les sources de Manouïlsky et Cie	597
La délimitation idéologique de l'opposition de gauche	600

DANS L'INTERNATIONALE.

Réponse aux canailleries des bureaucrates du P.C. Espagnol	78
Et en Espagne?	79
La crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol (H. Lacroix)	149
Lettre de Grèce	155
Lettre aux membres du Cercle Marx et Lénine	159
L'organisation de l'opposition de gauche en France	433
Lettre de la Fraction de gauche italienne au Secrétariat Inter- national de l'Opposition communiste	503

Réponse de la Fraction de gauche à la lettre ouverte au camarade Trotsky	511
Lettre d'URSS. — Qui soutient Staline	583
— — Lettre à L. Trotsky	583
Réponse au camarade K. (Trotsky)	591
Lettre d'U.R.S.S. — La déclaration d'Avril et ses échos ..	592
Déclaration au C.C. du P.C. russe (bolchevik)	595
Lettre d'URSS : Sur la déclaration d'Avril	665
Extrait d'une lettre du groupe <i>Octobre</i> (Chine)	704
Lettre du Bureau International aux groupes chinois	706

COMPTE-RENDU DE LIVRES

<i>P. Istrati.</i> — Vers l'autre flamme. T. III. La Russie Nue (A. A.)	309
<i>N. Boukharine.</i> — Le pape contre l'Union soviétique (A. A.) ..	313
<i>F. Cambo.</i> — Les dictatures (F. G.)	314
<i>G. Plekhanov.</i> — Le matérialisme militant (A. A.)	316
<i>Holvdan Koht.</i> — La lutte des paysans en Norvège	438
<i>Max Beer.</i> — Histoire générale du socialisme et des luttes sociales (A. A.)	440
<i>F. Engels.</i> — Ludwig Feuerbach (A. A.)	441
<i>A. Philip.</i> — L'Inde moderne (J. J.)	443
<i>Grinko.</i> — Le plan quinquennal (A. A.)	601
<i>Victor Serge.</i> — L'an I de la révolution russe (A. A.)	606
<i>E. Herriot.</i> — Europe (P. S.)	742

LISEZ LES PUBLICATIONS INTERNATIONALES
DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

Bulletin de l'Opposition (Bolcheviks-
Léninistes)

*Organe périodique de l'Opposition Communiste russe
(bolchevik-léniniste)
entièrement en langue russe.
6, rue de Milan, Paris.*

Der Kommunist

*Organe bi-mensuel de l'Opposition de Gauche unifiée du
Parti Communiste Allemand.
Wiesenstrasse 6. Berlin N 20. — Allemagne.*

The Militant

*Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste d'Amérique (opposition).
25, Third Avenue, New-York, Etats-Unis.*

La Voix Communiste

*Organe bi-mensuel du Groupe d'Opposition du P. C. Belge.
114, rue de l'Indépendance, Molenbeek Bruxelles, Belgique.*

Die Klorkejt

*Bulletin mensuel de l'Opposition de gauche en langue yiddisch
45, Boulevard de La Villette, Paris 10°.*

Palè ton Takséon

(LA LUTTE DE CLASSES)

Organe de l'organisation des bolchéviks-léninistes de Grèce.

ADRESSEZ-VOUS A « LA VÉRITÉ »,
45, Bd DE LA VILLETTE. PARIS X°.

Vient de paraître :

Bibliothèque
de l'Opposition Communiste

■ ■ ■

**La "troisième période" d'erreurs
de l'Internationale Communiste**

par L. TROTSKY

64 pages — Prix : 3 francs

Par 20 exemplaires : 2 francs.

Rappel :

L. TROTSKY : *La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition.*

Prix : 3 fr.

EN VENTE A

LA VÉRITÉ, 45, Bd de la Villette, Paris X^e.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse,
Paris X^e.

TOUS LES COMMUNISTES DOIVENT LIRE

LES OUVRAGES DE LEON TROTSKY

Nouvelle Etape	5.—
1905	25.—
Europe et Amérique	6.—
Où va l'Angleterre?	8.50
Cours nouveau	4.—
Lénine	12.—
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?	3.50
La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition	3.—
La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste	3.—
La Révolution défigurée	15.—
Ma Vie, 3 vol. à	16.50
L'Internationale Communiste après Lénine	20.—
<i>En vente à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre et Meuse. — Paris X^e.</i>	

LISTE DES LIBRAIRIES DANS LESQUELLES LA LUTTE DE
CLASSES EST EN VENTE, EN PLUS DES PRINCIPAUX KIOSQUES
DE PARIS.

PARIS :

La Vérité, 45, Boulevard de la Villette, 10^e.
Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, 10^e.
Librairie Picart, 59, Boulevard St-Michel, 5^e.
La Lumière, 69, Boulevard St-Germain, 5^e.
Au Commerce des Idées, 26, Boulevard St-Michel, 5^e.
Librairie Matérialiste, 47, rue Monsieur-le-Prince, 5^e.

L'ON :

Kiosque journaux pl. du Pont, Cours de la Liberté, quartier 87.

BELGIQUE :

L'Eglantine, 20, rue de Lenglentier, Bruxelles.
Cosmopolis, 72, rue de la Montagne, Bruxelles.
Henriquez, 41, rue de Loxum, Bruxelles.

Editions réalistes, 17, Montagne de la Cour, Bruxelles.

Le Gérant : P. NAVILLÉ



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, 32. Paris (20)

**Nous mettons en vente des
collections complètes
DE L'ANNEE 1930 DE
« LA LUTTE DE CLASSES »
(numéro 17 à 26)**

Plus de 750 pages, comprenant des articles, études,
etc... de Lénine, L. Trotsky, A. Nin,
Rosmer, Sosnovsky, Dingelstedt,
Rakovsky, Shachtman, Landau,
Lacroix, Sizoff, Ariat, Blasco,
Graef, etc...

Nous vendons ces collections au prix de ... 30 fr.

Adressez-vous à « La Lutte de Classes »,
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e.

Le renouvellement régulier des abonnements est
indispensable à la bonne marche de la revue. Nous
demandons à tous nos abonnés de nous envoyer
leur renouvellement dès qu'ils sont avisés par
l'administration.

*Lisez tous les **Vendredis***

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

c'est le journal hebdomadaire des Communistes

45, Boulevard de la Villette
Paris X^e.

Le numéro : 0 fr. 50.

Abonnements : 6 mois 13 fr.

: 1^{er} an 25 fr.

Chèque postal :

P. Franck 136.855 - Paris.

En vente dans tous les kiosques

Бюллетень Оппозиции

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'Opposition (bolchéviks-léninistes)

(entièrement en langue russe.)

Vient de paraître le N° 17-18.

Pour les abonnements et la vente, adresser la correspondance à Meichler, 6, rue de Milan. Paris.